



MUNICIPAL  
**Gazette**  
MUNICIPALE  
DE—OF  
**Montreal**

Parait le lundi matin  
Published every Monday  
morning

Abonnements  
Subscriptions \$2 par an  
a year

Payables d'avance  
Payable in advance

Organe officiel de la Corporation  
de la Ville de Montréal

Official organ of the Corporation  
of the City of Montreal

CANADA

— Toutes communications se rapportant aux annonces ou aux abonnements devront être adressées tout simplement comme suit :

“ La Gazette Municipale ”

Bureau de Poste : 917 ou  
42 Place Jacques-Cartier, Montréal

— Toutes communications se rapportant à la rédaction devront être adressées comme suit :

“ La Gazette Municipale ”

Hôtel de Ville, — Montréal

— All communications relative to advertisements or subscriptions should be addressed simply as follows :

“ The Municipal Gazette ”

Post Office Box 917 or  
42 Jacques-Cartier Sq., Montreal

All communications relative to the editorial part of the paper should be addressed as follows :

“ The Municipal Gazette ”

City Hall, — Montreal  
TELEPHONE MAIN 4240

## Amendements à la Charte de la Ville

Loi amendant la Charte de la Ville de Montréal  
relativement à l'administration générale.

(TELLE QU'ADOPTÉE PAR LA LÉGISLATURE, ET SANCTIONNÉE LE  
29 MAI 1909)

ATTENDU que la Cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui l'amendent, soient modifiées, et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 5 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, section 1, et 8 Edouard VII, chapitre 85, section 1, est de nouveau amendé en y ajoutant les paragraphes suivants, après le paragraphe b:

“c. Est annexé à la Cité et fait partie du quartier Mont-Royal:

1. Un territoire étant le numéro 26 des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte-des-Neiges, situé dans la ville d'Outremont et borné comme suit: du côté Sud-est par le lot No 10 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges; du côté Sud-ouest par le lot 25 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges; du côté Nord-ouest par le lot No 27 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges; et du côté Nord-est par le lot No 11 du cadastre du village de la Côte-des-Neiges, dans la ville d'Outremont, connu sous le nom de “Carrières de la Cité de Montréal”;

En considération de cette annexion la Cité de Montréal paiera à la ville d'Outremont la somme de \$3,000.00 dans un délai de trente jours.

“d. Est annexé à la Cité et forme un quartier, sous le nom de “quartier deLorimier”, le village deLorimier, décrit comme suit:

Le territoire borné d'un côté, vers le Sud-est, par les anciennes limites de Montréal et le quartier Hochelaga de ladite Cité de Montréal; d'un autre côté, vers le Nord-ouest, par le milieu du chemin de la Côte Visitation; d'un autre côté, vers le Nord-ouest, par la ligne centrale de la rue Iberville; et d'un autre côté, vers le Sud-ouest, par la ligne moyenne du chemin Papineau.

Le quartier de Lorimier sera représenté de la manière prescrite dans et par la charte de la Cité de Montréal.

N. B.—Les amendements faits par le Conseil législatif sont indiqués entre crochets.

## Amendments to the City Charter

An act to Amend the Charter of the City of Montreal with respect to General Administration.

(AS ADOPTED BY THE LÉGISLATURE, AND ASSENTED TO ON THE  
29TH MAY 1909)

WHEREAS the City of Montreal has, by its petition, represented that it is in the interest of the proper administration of its affairs that its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and the acts amending it, be amended, and whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 5 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 7 Edward VII, chapter 63, section 1, and 8 Edward VII, chapter 85, section 1, is further amended by adding the following paragraphs, after paragraph b:

“c. The following shall be annexed to the City and form part of Mount Royal ward:

1. A territory being No. 26 of the official plan and book of reference of the village of la Côte des Neiges, situate in the town of Outremont, and bounded as follows: on the South-east side by lot No. 10 of the cadastre of the village of la Côte des Neiges; on the South-west side by lot No. 25 of the cadastre of the village of Côte des Neiges; and on the North-east side by lot No. 11 of the cadastre of the village of la Côte des Neiges, in the town of Outremont, known as “City of Montreal quarry”;

In consideration of such annexation the City of Montreal shall pay to the town of Outremont the sum of \$3,000.00 within a delay of thirty days.

“d. The village of de Lorimier, described as follows:

The territory bounded on one side, South-easterly, by the former limits of Montreal and Hochelaga ward of the said City of Montreal; on another side, North-westerly, by the middle of Côte Visitation road; on another side, North-westerly, by the central line of Iberville street; and on the other side, South-westerly, by the middle line of Papineau road,—shall be annexed to the City and shall form a ward under the name of “de Lorimier ward”.

De Lorimier ward shall be represented in the manner prescribed in and by the charter of the City of Montreal.

N.B.—The amendments made by the Legislative Council are indicated in brackets.



L'actif et le passif de la municipalité du village de Lorimier seront confondus avec l'actif et le passif de la Cité de Montréal; et le quartier de Lorimier devra être soumis aux dispositions des différents règlements en vigueur dans le village de Lorimier jusqu'à ce que la fin proposée dans lesdits règlements soit complètement atteinte et réalisée.

Les règlements du village de Lorimier resteront en vigueur dans le quartier de Lorimier jusqu'au premier mai 1909; à partir de cette date, le quartier de Lorimier sera soumis aux règlements de la Cité de Montréal.

Les employés permanents de la municipalité du village de Lorimier, deviendront, à compter de l'annexion, les employés de la Cité de Montréal, et rempliront, pour cette dernière, les fonctions correspondantes, quant au salaire, à celles qu'ils remplissent pour la municipalité du village de Lorimier et seront sous le contrôle des différentes commissions de la Cité ayant juridiction.

Rien dans la présente clause ne doit être interprété comme permettant à la Cité d'enfreindre quelque une des obligations assumées par contrat, ou comme affectant ou révoquant les pouvoirs spécialement accordés par statuts aux corporations ou compagnies."

2. L'article 7 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, section 2, 7 Edouard VII, chapitre 63, section 3, et 8 Edouard VII, chapitre 85, section 2, est de nouveau amendé:

a. En remplaçant le premier alinéa par le suivant:

"7. La Cité de Montréal est divisée en (vingt-deux) quartiers respectivement appelés: Est, Centre, Ouest, Sainte-Anne, Saint-Joseph, Saint-André, Saint-Georges, Saint-Laurent, Saint-Louis, Saint-Jacques, LaFontaine, Papineau, Sainte-Marie, Hochelaga, Saint-Jean-Baptiste, Duvernay, Saint-Gabriel, Saint-Denis, Sainte-Cunégonde, Saint-Henri, Mont-Royal et de Lorimier, et chacun desdits quartiers est compris dans les limites suivantes:"

b. En remplaçant le paragraphe 18 par le suivant:

"18 Le quartier Mont-Royal comprend le territoire décrit dans les paragraphes b et c de l'article 5."

c. En ajoutant, après le paragraphe 18, le suivant:

"19. Le quartier de Lorimier a les bornes et l'étendue mentionné dans le paragraphe [d] de l'article 5."

3. L'article 37 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est amendé en y ajoutant l'alinéa suivant:

"La déchéance prononcée dans cet article contre le maire ou l'échevin intéressé dans une instance en expropriation, ne s'applique pas aux instances en expropriation décrétée par la Législature."

4. L'article 39 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"39. Chaque échevin reçoit, à même les fonds de la Cité, come indemnité ou compensation pour ses services pendant son terme d'office, une somme annuelle de \$1,000.00; tout échevin qui est élu président d'une Commission permanente a droit à une rémunération additionnelle de cinq cent piastres par année, à l'exception du président de la Commission des Finances et du président de la Commission de la Voirie qui auront chacun droit à une rémunération additionnelle de mille piastres par année; pourvu qu'il soit retranché de cette indemnité, à chaque échevin, une somme de dix piastres chaque fois qu'il manque d'assister à une assemblée régulière du Conseil, et une somme de trois piastres chaque fois qu'il manque d'assister à une assemblée d'une Commission permanente dont il fait partie,

[Cet article ne prendra effet que si le nombre des échevins est réduit en vertu du *referendum* décrété par la loi 9 Edouard VII, chapitre .]"

5. Les articles 40 et 41 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tels que remplacés par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 5, sont de nouveau remplacés par les suivants:

"40. Le Conseil doit nommer tous les deux ans, à la première séance mensuelle du mois de février après les élections générales, parmi ses membres, autant de Commissions permanentes qu'il juge nécessaires pour la surveillance de l'administration des divers départements municipaux pour lesquels ces Commissions sont nommées respectivement.

Ces Commissions prennent aussi connaissance et font rapport au Conseil de toutes matières qui leur sont soumises spécialement par le Conseil.

The assets and liabilities of the municipality of the village of de Lorimier shall be combined with the assets and liabilities of the City of Montreal and de Lorimier by-laws shall be subject to the provisions of the various by-laws in force in the village of de Lorimier until the object proposed in the said by-laws has been fully attained and realized.

The by-laws of the village of de Lorimier shall remain in force in de Lorimier ward until the first of May 1909; from that date de Lorimier ward shall be subject to the by-laws of the City of Montreal.

The permanent employees of the municipality of the village of de Lorimier shall, from the date of the annexation, become employees of the City of Montreal and shall have, in the latter, offices corresponding, as regard salary, to those they filled in municipality of the village of de Lorimier and shall be under the control of the various committees of the City having jurisdiction.

Nothing in this clause shall be construed as allowing the City to violate any of the obligations undertaken by contract or as affecting or repealing any powers specially granted by statute to corporations or companies."

2. Article 7 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 3 Edward VII, chapter 62, section 2; 7 Edward VII, chapter 63, section 3, and 8 Edward VII, chapter 85, section 2, is again amended:

a. By replacing the first paragraph by the following:

"7. The City of Montreal is divided into [twenty-two] wards respectively called: East, Centre, West, St. Ann, St. Joseph, St. Andrew, St. George, St. Lawrence, St. Louis, St. James, La Fontaine, Papineau, St. Mary, Hochelaga, St. Jean Baptiste, Duvernay, St. Gabriel, St. Denis, St. Cunégonde, St. Henry, Mount Royal and de Lorimier, and each of such wards is comprised between the following boundaries and limits."

b. By replacing paragraph 18 by the following:

"18. Mount Royal ward, comprises the territory described in paragraphs [b and c] of article 5."

c. By adding the following after paragraph 18:

"19. The boundaries and area of de Lorimier ward shall be those mentioned in paragraph [d] of article 5."

3. Article 37 of the act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding the following paragraph thereto:

"The disqualification pronounced in this article against the mayor or alderman interested in any suit for expropriation, shall not apply to suits in expropriation enacted by the Legislature."

4. Article 39 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"39. Every alderman shall receive, out of the funds of the City, as an indemnity or compensation for his services during his term of office, an annual sum of \$1,000.00; every alderman elected chairman of a standing committee shall be entitled to an additional indemnity of \$500.00 per annum, with the exception of the chairman of the finance committee and of the chairman of the roads committee, who shall each be entitled to an additional yearly remuneration of \$1,000.00; provided that there shall be deducted from such indemnity, for each alderman, a sum of \$10.00 for every failure to attend a regular meeting of the council and a sum of \$3.00 for every failure to attend any meeting of a standing committee of which he is a member.

[This article shall take effect only if the number of aldermen is reduced under the referendum enacted by the act 9 Edward VII, chapter .]"

5. Articles 40 and 41 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 3 Edward VII, chapter 62, section 5, are again replaced by the following:

"40. The council shall appoint every second year at its first monthly meeting of February after the general elections, from its members, as many permanent committees as it may deem necessary for the supervision of the administration of the several civic departments for which they are respectively named.

Such committees shall also take cognizance of and report to the Council on all matters specially submitted to them by the council.



Dans le cas où le délai accordé pour le décompte ne serait pas expiré à la première assemblée mensuelle du mois de février après les élections, la nomination des Commissions sera faite à l'une des séances suivantes, laquelle sera convoquée spécialement à cette fin pendant le mois de février.

Le conseil peut aussi, en tout temps, nommer des commissions spéciales pour s'enquérir de tous faits et matières qu'il juge à propos de leur soumettre, et ces Commissions doivent s'enquérir de ces faits et matières et faire rapport."

"41. Le Conseil doit aussi nommer tous les deux ans, de la même manière, une Commission des Finances composée de sept de ses membres."

6. L'article 285 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"285. A l'expiration des mois de juillet et d'août, le Conseil s'assemble régulièrement une fois par mois, savoir: le deuxième lundi de chaque mois.

Les membres du Conseil doivent recevoir avis de chaque assemblée, en la manière ci-après prescrite pour les assemblées spéciales.

Les assemblées du Conseil sont publiques."

7. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, sections 7 et 8, 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 22 et 23, 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 6 et 7, 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 10 et 11, et 8 Edouard VII, chapitre 85, section 15, est de nouveau amendé en remplaçant les paragraphes 54, et 92 par les suivants:

"54. Pour réglementer l'établissement, la construction et l'usage des brasseries, étables, écuries, écuries de louage, forges et fonderies dans les limites de la Cité ou en prohiber la construction de nouvelles;

"92. Pour faire les règlements que le Conseil juge nécessaires afin de prévenir les accidents en hiver, résultant de l'accumulation de la neige ou de la glace sur les trottoirs et les toits des maisons ou autres bâtiments; et, dans ce but, déterminer la manière dont lesdits trottoirs et toits seront entretenus.

Toute personne tenue, par la loi ou les règlements du Conseil, à l'entretien des trottoirs ou des toits, est responsable envers la Cité des dommages résultant du mauvais état d'entretien desdits trottoirs ou desdits toits, ainsi que de toute infraction à cet égard, et peut être appelée en garantie par la Cité dans toute poursuite intentée contre elle pour réclamer des dommages, et est tenue de l'indemniser de toute condamnation sur telle poursuite.

Les actions en garantie prises en vertu de ce paragraphe sont régies par les règles de procédure gouvernant la garantie simple."

8. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, section 23, et 7 Edouard VII, chapitre 63, section 10, est de nouveau amendé en remplaçant le paragraphe 119, par le suivant:

"119. Pour tracer des plans de rues s'étendant des limites de la Cité aux confins, ou à un endroit quelconque de l'île de Montréal, afin d'avoir un plan général des rues dans toute l'île.

La Cité devra d'abord convoquer, par avis spécial dûment signifié, toutes les municipalités intéressées, à une conférence qui sera tenue au lieu, jour et heure indiqués dans l'avis. Le délai sera d'au moins trente jours francs entre la signification et la date fixée.

Après la conférence, le plan sera préparé, par ordre de la Cité, de manière à concilier les diverses opinions autant que le permettra le but visé par le présent article.

Lorsque le plan d'une rue ou de plusieurs rues sera complété, il sera déposé dans le bureau de l'inspecteur de la Cité où il pourra être examiné par les intéressés.

Avis de dépôt sera publié de la manière prescrite pour les avis publics, et un avis spécial en sera signifié à chaque municipalité intéressée.

In case the delay granted for any recount should not have expired at the date of the first monthly meeting in the month of February after the elections, the appointment of the committees shall be made at one of the following meetings, which shall be specially convened for that purpose during the month of February.

The council may, likewise, at any time, appoint special committees to inquire into all such facts and matters as it may deem expedient to submit to them, and such committees shall inquire into such facts and matters and report thereon.

"41. The council shall also appoint every second year in the same manner a finance committee composed of seven of its members".

6. Article 285 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"285. With the exception of the month of July and August the council shall meet regularly once a month, to wit: on the second Monday of each month.

The members of the council shall be notified thereof in the same manner as hereinafter provided for special meetings.

The meetings of the council shall be open to the public".

7. Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 63 Victoria, chapter 49, sections 7 and 8; 3 Edward VII, chapter 62, sections 22 and 23; 4 Edward VII, chapter 49, sections 6 and 7; 7 Edward VII, chapter 63, sections 10 and 11, and 8 Edward VII, chapter 85, section 15, is again amended by replacing paragraphs 54 and 92, by the following:

"54. To regulate the location, construction and use of breweries, cow-stables, horse-stables, livery stables, blacksmiths' shops and foundries within the limits of the City, or prohibit the building of new ones.

"92. To adopt the by-laws which the council may judge necessary in order to prevent accidents in winter caused by the accumulation of snow or ice on the sidewalks and roofs of dwellings or other buildings; and for such purpose to determine in what manner the said sidewalks and roofs shall be maintained.

Every person bound by the law or the by-laws of the council to keep the sidewalks or roofs in good order, shall be responsible to the City for all damages resulting from the bad condition of such sidewalks or roofs as well as for every infraction in this connection, and may be called in warranty by the City in any suit instituted against the latter for the recovery of such damages, and shall be held to indemnify it for any condemnation on such suit.

Actions in warranty taken under this paragraph shall be governed by the rules of procedure governing simple warranty".

8. Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 3 Edward VII, chapter 62, section 23, and 7 Edward VII, chapter 63, section 10, is further amended by replacing paragraph 119 by the following:

119. To draw plans of streets extending from the City limits to the confines of or to any place on the island of Montreal for the purpose of having a general plan of the streets throughout the island.

The City shall first, by special notice duly served, convene a conference of all the municipalities interested, which conference shall be held at the place, day and hour specified in the notice. The delay shall be of at least thirty clear days between the service and the day specified.

After the conference, the plan shall be drawn up, by order of the City, in such manner as to conciliate the various opinions in so far as possible to meet the object aimed at by this article.

When the plan of a street or of several streets shall be completed, it shall be deposited in the office of the City surveyor where it may be examined by the interested parties.

Notice of such deposit shall be published in the manner prescribed for public notices and a special notice shall be served upon each municipality interested.



L'avocat de la Cité s'adressera, par requête sommaire, à la Cour supérieure, ou à l'un des juges d'icelle pour obtenir la confirmation et la ratification du plan. Les avis du dépôt du plan devront indiquer les lieu, jour et heure de la présentation de la requête, et le délai sera d'au moins trente jours francs après la publication de l'avis public et la signification des avis spéciaux.

Toutes les parties intéressées auront le droit d'être entendues sur la requête, et, si toutes les formalités ont été accomplies, la cour ou le juge pourra confirmer et ratifier le plan, soit purement et simplement, soit en ordonnant telles modifications que requerra la justice, soit en limitant l'application dudit plan à telle ou telle municipalité ou partie de municipalité.

Après la confirmation du plan, une copie certifiée par le maire et le greffier de la Cité sera déposée au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, à chacun des bureaux d'enregistrement de l'île de Montréal, et au bureau du secrétaire de la province, et une copie en sera transmise à chaque municipalité intéressée. Ces copies seront en outre certifiées par le protonotaire de ladite Cour supérieure dans les termes suivants: "Confirmé par la Cour supérieure le \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_"

Lorsque ces formalités auront été accomplies, le plan sera obligatoire pour toute municipalité concernée.

Les dispositions de cet article ne s'appliqueront pas aux municipalités qui ont déjà fait faire et homologuer un plan de leurs rues, à moins qu'elles n'y consentent.

Quant aux autres municipalités, nonobstant toutes dispositions à ce contraires, elles devront, lorsqu'elles feront un plan de leurs rues, se conformer aux dispositions de la loi des cités et villes, 1903, (arts. 387, 388, 389) et, en outre, donner à la Cité de Montréal un avis spécial de la présentation de la requête pour confirmation."]

9. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, sections 7 et 8, 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 22 et 23, 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 6 et 7, 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 10 et 11, et 8 Edouard VII, chapitre 85, section 15, est de nouveau amendé en y ajoutant le paragraphe suivant:

"131. a. Pour obliger tout mécanicien ayant charge d'une machine ou d'une chaudière à vapeur, dans la Cité, à afficher son certificat ou licence dans un endroit apparent dans la chambre des machines ou dans la chaufferie;

b. Pour imposer une amende à tout propriétaire ou locataire d'une machine ou d'une chaudière à vapeur pour chaque jour qu'il emploiera des mécaniciens non pourvus d'un certificat régulier."

10. L'article 310 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"310. Le Conseil peut en tout temps soumettre, par règlement, aux électeurs dont les noms se trouvent sur les listes électorales en vigueur, ou aux propriétaires fonciers seulement inscrits sur lesdites listes toute affaire ou question affectant les intérêts de la Cité et sur laquelle le Conseil juge à propos de connaître l'opinion des électeurs en général ou des propriétaires fonciers, selon le cas; mais le Conseil ne peut adopter aucun règlement ou résolution basés sur l'opinion ainsi exprimée des électeurs en général ou des propriétaires fonciers en particulier, sans se conformer, à tous égards, aux dispositions de cette charte.

Lorsqu'un règlement doit être soumis aux électeurs ou aux propriétaires fonciers en vertu de cet article, les procédures pour cet objet sont celles indiquées dans la section treizième de la charte, *mutatis mutandis*."

11. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 310:

"310a. La Cité est autorisée à faire, de temps en temps, la refonte ou consolidation d'une partie ou de tous ses règlements municipaux, afin de les réunir en un ou plusieurs volumes, et, à cette fin, à les abroger, amender ou modifier, mais ces révocations, amendements ou modifications ne devront pas être interprétés comme affectant aucune matière ou chose faite ou qui doit être faite, les résolutions, décisions, ordres ou autres actes du conseil, les débetures, actions, obligations ou billets émis, ni les rôles de contribution foncière ou de répartition, ni les droits et devoirs des fonctionnaires municipaux, lesquels continueront d'être

The City attorney shall apply, by summary petition, to the Superior Court or to a judge thereof, to obtain the confirmation and ratification of the plan. The notices of the deposit of the plan shall specify the place, day and hour of the presentation of the petition and the delay shall be of at least thirty clear days after the publication of the public notice and the service of the special notices.

All the interested parties shall have the right to be heard on the petition, and, if all the formalities have been fulfilled, the court or judge may confirm and ratify the plan, either purely and simply, or by ordering such changes as justice may require, or by limiting the application of the plan to such or such municipality or part of a municipality.

After the confirmation of the plan, a copy, certified by the Mayor and the City Clerk, shall be deposited in the office of the protonotary of the Superior Court for the district of Montreal, in each of the registry offices of the Island of Montreal and in the office of the Provincial Secretary, and a copy shall be sent to each municipality interested. Such copies shall be further certified by the protonotary of the said Superior Court in the following terms: "Confirmed by the Superior Court of the \_\_\_\_\_ day of \_\_\_\_\_"

When such formalities are fulfilled, the plan shall be binding upon every municipality concerned.

The provisions of this article shall not apply to municipalities that have already had plans of their streets made and homologated, unless they consent thereto.

As to the other municipalities, notwithstanding any provisions to the contrary, they shall, when making a plan of their streets, comply with the provisions of the Cities and Towns Act, 1903, (articles 387, 388, 389) and shall, further, give the City of Montreal special notice of the presentation of the petition for confirmation."]

9. Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 63 Victoria, chapter 49, sections 7 and 8; 3 Edward VII, chapter 62, sections 22 and 23; 4 Edward VII, chapter 49, sections 6 and 7; 7 Edward VII, chapter 63, sections 10 and 11; and 8 Edward VII, chapter 85, section 15, is again amended by adding the following paragraph thereto:

"131. a. To oblige every engineer having charge of any engine or steam boiler in the City, to post up his certificate or license in a conspicuous place in the engine room or heating room;

b. To impose a fine on every owner or lessee of an engine or boiler, for each day he employs engineers not provided with a regular certificate."

10. Article 310 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"310. The Council may, at any time, submit, by by-law, to the electors whose names are duly entered on the electoral lists in force, or to the real estate owners only on such lists, any matter or question affecting the interests of the City, upon which the Council may deem it desirable to ascertain the opinion of the electors generally or of the real estate owners, as the case may be; but the Council shall not pass any by-law or resolution based on the opinion, so ascertained, of the electors generally or of the real estate owners in particular, without complying in all respects with the provisions of this charter.

When a by-law is to be submitted to the electors or to the owners of real estate under this article, the procedure for such purpose shall be that indicated in the thirteenth section of the charter, *mutatis mutandis*."

11. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 310:

"310a. The City is authorized to make, from time to time, a revision or consolidation of the whole or any part of all its municipal by-laws so as to unite them in one or more volumes, and to that end, to repeal, amend or modify the same, but such repeal, amendments or modifications shall not be construed as affecting any matter or thing done or required to be done, or any resolutions, decisions, orders or other proceedings of the Council, or any debentures, shares, bonds or notes issued, or any rolls of assessment or appointment, or the rights or duties of muni-



régis par les règlements antérieurs jusqu'à expiration du terme fixé."

12. L'article 334b de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 12, est amendé en en retranchant le dernier alinéa; et l'article suivant est inséré dans ladite loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 334b:

"334c. La Cité contribuera, à l'avenir, annuellement, une somme de \$25,000.00 pour l'établissement et le maintien de l'école technique de Montréal, et est autorisée à imputer ce montant sur le fonds de réserve.

La Cité peut aussi payer, à même le fonds de réserve, pour l'établissement et le maintien de toutes autres écoles techniques dans la Cité de Montréal, telles contributions annuelles que déterminera son Conseil par le vote d'une majorité de ses membres."

13. L'article 338 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, section 22, est remplacé par le suivant:

"338. Tout membre du Conseil qui autorise soit verbalement, par écrit, par son vote ou tacitement, une dépense d'argent excédant le montant préalablement voté et légalement mis à la disposition du Conseil ou d'une Commission, soit en être tenu personnellement responsable, ou être déclaré déchu de son droit de siéger comme membre du Conseil, ou être déclaré incapable d'être réélu à la charge d'échevin pendant une période de deux ans à partir de la commission de l'irrégularité ou de l'illégalité, soit être condamné à toutes ces pénalités, soit même en être déclaré indemne.

Et, dans tous les cas, les responsabilités et déchéances édictées par cet article n'auront pas lieu lorsque le Conseil, à la majorité absolue de ses voix, aura autorisé, ratifié et confirmé telle dépense d'argent comme valable et légitime.

14. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 338, tel qu'amendé par la loi 8 Edouard VII, chapitre 85, section 22:

"338a. Nonobstant toute disposition à ce contraire, le Conseil peut, par le vote des deux tiers de tous ses membres, accorder des indemnités, annuités ou gratifications à des employés du service municipal, devenus incapables de remplir leurs fonctions, et voter des sommes d'argent pour secourir les victimes de conflagrations, d'inondations ou de désastres, pour des fins non prévues d'hygiène, de charité et d'intérêt public, pour des fins artistiques et pour des oeuvres destinées à assurer le développement physique et intellectuel de la population."

15. L'article 344 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par les lois 7 Edouard VII, chapitre 63, section 13, et 8 Edouard VII, chapitre 85, section 7, est amendé en y ajoutant les alinéas suivants:

"Les fonds prélevés en vertu de l'article 343 peuvent être également employés pour faire les grosses réparations aux constructions ou bâtiments municipaux.

Il est cependant loisible au Conseil, pendant l'année 1909, de prendre, à même le montant emprunté en vertu de l'article 343, une somme n'excédant pas \$250,000.00 pour la réparation ou l'amélioration des rues."

16. L'article 364 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 3 Edouard VII, chapitre 62, sections 37 et 38, 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 13 et 14, et 7 Edouard VII, chapitre 63, sections 21 et 22, est de nouveau amendé en en remplaçant les paragraphes *f* et *z* par les suivants:

"f. Une taxe spéciale n'excédant pas \$200.00 sur les bureaux de placement, buanderies publiques, personnes tisseurs, revendeurs, marchands de bric-à-brac ou d'effets d'occasion, et tous commerçants ambulants faisant affaires dans la Cité, et une taxe spéciale n'excédant pas \$50.00 sur les agents d'immeubles.

Cette taxe spéciale ne sera pas exigible de l'avocat ni du notaire qui tient un bureau d'avocat ou de notaire et qui, occasionnellement et dans le cours ordinaire de ses affaires professionnelles, vend ou achète des immeubles pour d'autres ou les loue ou fait des placements pour ses clients;

which shall continue to be regulated by the previous by-laws until the expiry of the term fixed."

12. Article 334b of the act 62 Victoria, chapter 58, as enacted by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 12, is amended by striking out the last paragraph thereof; and the following article is inserted in the said act 62 Victoria, chapter 58, after article 334b:

"334c. The City shall in future contribute annually a sum of \$25,000.00 for the establishment and maintenance of the Montreal Technical School and it is authorized to take such amount out of the reserve fund.

The City may also pay, out of the reserve fund, for the establishment and maintenance of all other technical schools in the City of Montreal, such annual amounts as its council may determine by the vote of the majority of its members."

13. Article 338 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the act 8 Edward VII, chapter 85, section 22, is replaced by the following:

"338. Every member of the Council who authorizes, either verbally or in writing, by his vote or tacitly, any expenditure of money exceeding the amount previously voted and legally placed at the disposal of the Council or of any committee, may, at the discretion of the court according to the gravity of the irregularity or illegality, be either held personally liable therefor or be declared disqualified to sit as a member of the Council, or be declared incapable of being re-elected to the office of alderman for a period of two years from the commission of the irregularity or illegality, or be condemned to all such penalties or be declared not liable thereto.

And, in any case, the liabilities and disqualifications enacted by this article shall not exist if the Council, by an absolute majority of its votes, has authorized, ratified or confirmed such expenditure of money as valid and legal.

14. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 338, as amended by the act 8 Edward VII, chapter 85, section 22:

"338a. Notwithstanding any provision to the contrary, the Council may, by the vote of two-thirds of all its members, grant certain indemnities, annuities or gratuities to employees of the municipal service who have become unable to fulfil their duties and also vote certain sums of money for the relief of the victims of conflagrations, floods or disasters and for any other unforeseen hygienic, charitable and public interest purposes, as well as for artistic purposes, and for works designed to promote the physical and intellectual development of the population."

15. Article 344 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the acts 7 Edward VII, chapter 63, section 13; and 8 Edward VII, chapter 85, section 7, is amended by adding the following paragraphs thereto:

"The moneys levied under article 343 may also be employed in making the greater repairs to municipal structures or buildings.

It shall however be lawful for the Council during the year 1909 to take out of the amount borrowed under article 343, a sum not exceeding \$250,000.00 for the repairing and improvement of streets."

16. Article 364 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the acts 3 Edward VII, chapter 62, sections 37 and 38; 4 Edward VII, chapter 49, sections 13 and 14; and 7 Edward VII, chapter 63, sections 21 and 22, is again amended by replacing paragraphs *f* and *z* by the following:

"f. A special tax, not exceeding \$200.00 on servants' registry offices, public laundries, persons keeping private hospitals, hawkers, peddlers, canvassers, hucksters, second-hand dealers and on all itinerant traders doing business in the City, and a special tax not exceeding \$50.00 on real estate agents.

Such tax shall not be exigible from any advocate or notary having an advocate's or notary's office, and who, occasionally and in the ordinary course of his professional business, sells or purchase immovables for others, or leases the same or makes investments for his clients.



Pour les fins, du présent paragraphe, il est loisible au Conseil de définir, par règlement, la signification des mots: "colporteur, solliciteur, revendeur et commerçant ambulant"; [mais le terme "solliciteur" ne s'appliquera pas aux voyageurs de commerce.]

"z. Une taxe spéciale n'excédant pas \$500.00 sur toute salle de concert, de représentations théâtrales ou d'exhibitions de vues animées; une taxe spéciale n'excédant pas \$100.00 sur toute salle de danse; une taxe spéciale n'excédant pas \$50.00 sur tout musée ou salle d'amusement quelconque où il est payé un droit d'entrée.

Pour prévenir les incendies, la Cité peut mettre un de ses pompiers [dans les] salles de concert, de représentations théâtrales ou d'exhibitions de vues animées, pour la durée de chaque représentation donnée dans ces salles."

17. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 365a, tel qu'édicte par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 39:

"365b. Toute taxe spéciale imposée en vertu de l'article 364 est payable pour chaque établissement de commerce, tenu par la même personne, société ou compagnie, dans deux ou plusieurs bâtiments ou places d'affaires distincts ou séparés."

18. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 381:

"381a. Dans le cas où il s'élève une contestation relativement à l'évaluation d'un immeuble, cette contestation doit se rapporter à l'évaluation totale de l'immeuble et non pas seulement à l'évaluation du terrain ou à celle des bâtiments."

19. L'article 394 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"394. En tout temps après que les rôles d'évaluation, de contributions foncières et de perception des taxes municipales et scolaires ont été faits, les estimateurs font un rôle supplémentaire contenant les noms des personnes qui ont été omises dans les premiers rôles, ou qui sont devenues, depuis, sujettes au paiement des contributions foncières et des taxes scolaires et municipales, lequel rôle supplémentaire doit être clos le trente et un décembre et n'est pas sujet à la révision."

20. Les articles suivants sont insérés dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 419a, tel qu'édicte par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 30:

"419b. Lorsque les propriétaires des immeubles ayant front sur une ruelle désirent obtenir un égout, un trottoir, un pavage, ou une bordure ou chaîne de trottoir en pierre, ou lorsque les propriétaires, dans une localité quelconque, désirent obtenir l'ouverture, l'élargissement, le prolongement ou le changement d'orientation d'une ruelle, ils doivent demander à l'inspecteur de la Cité une formule de requête au Conseil à cet effet. Si la requête est signée par les deux-tiers en nombre des propriétaires représentant plus de la moitié en valeur des immeubles qui doivent bénéficier des travaux ou de l'amélioration, le Conseil peut les faire faire et en répartir le coût sur les immeubles qui en bénéficient.

Dans le cas où les signatures des deux-tiers en nombre des propriétaires, représentant plus de la moitié en valeur des immeubles, n'ont pu être obtenues, la requête peut néanmoins être présentée au Conseil, et, si ce dernier, sur recommandation de l'inspecteur de la Cité, juge que les travaux sont nécessaires et dans l'intérêt public, il peut en ordonner l'exécution, à moins que la majorité des propriétaires intéressés, représentant plus de la moitié de la valeur des immeubles à imposer, ne s'y oppose, par requête, dans le délai d'un mois après que le Conseil aura donné avis de son intention d'exécuter ces travaux.

Nonobstant toute requête à ce contraire, le Conseil, s'il juge ces travaux nécessaires dans l'intérêt public, peut, par un vote des trois-quarts de ses membres, en ordonner l'exécution et en répartir le coût sur les immeubles qui en bénéficient.

"419c. La Cité est autorisée, par règlement ou résolution de son Conseil, à acquérir à l'amiable tout immeuble sur lequel il y a des bâtiments construits entre l'ancien alignement et la nouvelle ligne homologuée d'une rue quelconque déjà partiellement élargie. Le coût total de cette acquisition est payable par les propriétaires riverains de toute telle rue, au moyen d'un rôle de répartition préparé par l'inspecteur de la Cité, en proportion de l'étendue du front

For the purposes of this paragraph, it shall be lawful for the Council to define, by by-law, the meaning of the words "peddler, canvasser, huckster and itinerant trader, [but the expression "canvasser" shall not apply to commercial travellers.]"

"z. A special tax not exceeding \$500.00 on every concert hall or hall for theatrical representations or for the exhibition of moving pictures; a special tax not exceeding \$100.00 on every dancing hall; a special tax not exceeding \$50.00 on every museum, or hall of amusement whatsoever where an entrance fee is paid.

In order to prevent fire, the City may place one of its firemen in concert halls, halls for theatrical representations or for the exhibition or moving pictures, during each representation given in such halls."

17. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 365a, as enacted by the act 3 Edward VII, chapter 62, section 39:

"365b. Any special tax imposed in virtue of article 364 shall be payable for each commercial establishment kept by the same person, firm or company in two or more distinct or separate buildings or places of business."

18. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 381:

"381a. In the event of a contestation arising as to the valuation of an immoveable, such contestation shall apply to the total valuation of the immoveable and not merely to the valuation of the land or to that of the buildings."

19. Article 394 of the act 62 Victoria, chapter 58, is replaced by the following:

"394. At any time after the completion of the valuation and assessment rolls and the municipal and school tax rolls, the assessors shall make a supplementary roll, containing the names of all persons omitted from the first rolls or who have since become liable for the payment of any assessment or municipal and school taxes, and such supplementary roll shall be closed on the thirty-first of December, and shall not be subject to any revision."

20. The following articles are inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 419a, as enacted by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 30:

"419b. When the owners of property on any lane desire a sewer, sidewalk, pavement or stone curbing, or when the property owners in any locality desire the opening, widening, extension, or diversion or any lane, application shall be made to the City surveyor for a form of petition to the Council to that effect. When such petition is signed by two-thirds in number of the owners representing more than one-half the value of the property to be benefited by the work or improvement, the Council may proceed there-with and assess the cost against the properties benefited.

If the signatures of two-thirds in number of the property owners representing more than one-half in value of the property cannot be obtained, the petition may nevertheless be presented to the Council, and if the latter, on the recommendation of the City surveyor, finds the work is necessary and in the public interest, it may direct that it be proceeded with, unless a majority of the property owners interested representing more than one-half the value of the property to be assessed, petition against the same within a month after the Council has given notice of its intention to proceed with such work.

Notwithstanding any petition to the contrary, the Council, if it deems the same necessary in the public interest, may, by a three fourths vote of the whole Council, order the work to be done and assess the cost thereof upon the properties benefited.

"419c. The City is authorized, by by-law or resolution of its Council, to acquire by mutual agreement any immoveable on which buildings are erected between the old line and the new homologated line of any street already partially widened. The total cost of such acquisition shall be payable by the owners of immoveables bordering upon any such street, by means of an assessment roll prepared by the City surveyor, in proportion to the extent of the



des immeubles riverains, telle que portée au rôle d'évaluation, indépendamment des bâtiments sus-érigés, ledit rôle dûment certifié par l'inspecteur de la Cité et déposé entre les mains du trésorier de la Cité, équivalant à un rôle final de contribution spéciale, et ayant la même force et le même effet; et les sommes y mentionnées devenant dès lors dues et étant payables dans les trente jours de la date du dépôt de ce rôle.

Dans aucun cas, le prix à être payé pour l'acquisition de tout tel immeuble ne doit excéder l'évaluation municipale alors actuelle, plus vingt pour cent."

21. L'article 533 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 4 Edouard VII, chapitre 49, section 22, est de nouveau remplacé par le suivant:

"533. Lorsqu'il est nécessaire qu'un avis public ou spécial quelconque soit donné en vertu de la loi par les journaux, cet avis doit être publié seulement une fois dans deux journaux anglais et dans deux journaux français quotidiens publiés dans la Cité, et doit être publié à titre de référence dans la *Gazette municipale*, tant qu'elle sera publiée."

22. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 545:

"545a. La Cité peut, par l'entremise de ses officiers, dûment autorisés à cet effet, acheter des immeubles vendus par autorité de justice, dans les cas jugés nécessaires pour assurer la perception de ses taxes ou cotisations, ou pour protéger ses intérêts généralement."

23. L'article suivant est inséré dans la loi 62 Victoria, chapitre 58, après l'article 546, tel que remplacé par la loi 63 Victoria, chapitre 49, section 13:

"546a. La Cité peut aussi construire, dans le parc Mont-Royal, un ou plusieurs postes de pompiers et de police."

24. La Cité est autorisée à ordonner par résolution la confection d'un rôle spécial de cotisation, par l'inspecteur de la Cité, pour répartir la moitié du coût du canal d'égout construit par la corporation du village de Lorimier, sur la rue Iberville, au Sud et au Nord de la voie du chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'à la rue Masson.

Cette répartition n'affectera que les propriétaires des immeubles qui longent le côté Nord de ladite rue Iberville, entre les limites susmentionnées, et sera faite suivant les formalités et dispositions des règlements concernant les égouts et d'après le plan préparé par l'inspecteur de la Cité.

25. Tout règlement d'une corporation municipale de l'île de Montréal à l'effet d'accorder une franchise, un droit ou un privilège pour une période de temps excédant dix ans devra être sanctionné par le lieutenant-gouverneur en Conseil, et cette sanction ne sera donnée qu'après quinze jours d'avis à la Cité de Montréal et transmission, en même temps, à ladite Cité de copie de tel règlement.

26. La Cité est autorisée à acquérir:

1. Le chemin de la Côte de la Visitation, depuis l'avenue Papineau jusqu'au chemin de la Côte Saint-Michel; le chemin de la Côte Saint-Michel, depuis le chemin de la Côte de la Visitation jusqu'à la limite séparant la municipalité de Rosemont de la paroisse du Sault-aux-Récollets; et le chemin de la Côte Saint-Michel, depuis la limite ci-dessus mentionnée jusqu'au chemin Saint-Léonard;—suivant un plan desdits chemins portant la date du 10 février 1909 et déposé au bureau de l'inspecteur de la Cité;

2. Les droits, privilèges et avantages appartenant à ou exercés par quelque personne, syndic, commission ou corporation sous le contrôle desquels seront lesdits chemins lorsque la cité en fera l'acquisition.

27. La section 52 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, telle qu'amendée par les lois 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 25 et 26; 5 Edouard VII, chapitre 40, section 1; 5 Edouard VII, chapitre 41, section 1; 7 Edouard VII, chapitre 63, section 49, et 8 Edouard VII, chapitre 85, sections 20 et 21, est de nouveau amendée en y ajoutant les paragraphes suivants:

"22. La Cité est autorisée à prolonger, par achat à l'amiable ou par voie d'expropriation, la rue Sherbrooke, de l'avenue de Lorimier jusqu'à l'avenue Papineau.

frontage of such immovables, as shown on the valuation roll, irrespective of the buildings thereon erected. The said roll, when certified by the City surveyor and filed with the City treasurer, shall be equivalent to and have the same force and effect as a final roll for a special assessment; and the amounts therein shall thereupon become due and payable within thirty days from the date of the filing of such roll.

The amount to be paid for the acquisition of any such immovable, shall, in no case, exceed the municipal valuation as shown on the assessment roll then in force, plus twenty per cent."

21. Article 533 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 4 Edward VII, chapter 49, section 22, is again replaced by the following:

"533. Whenever it is necessary that a public or special notice be given in the newspapers, in virtue of the law, such notice shall be published only once in two English and once in two French daily newspapers published in the City and shall be published in the *Municipal Gazette*, for reference as long as the said *Gazette* is published."

22. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 545:

"545a. The City may, through its officials duly authorized to that effect, purchase any immovables sold by authority of justice whenever it may deem it necessary in order to ensure the collection of its taxes and assessments or to protect its interests generally."

23. The following article is inserted in the act 62 Victoria, chapter 58, after article 546, as replaced by the act 63 Victoria, chapter 49, section 13:

"546a. The City may also build one or more fire and police stations in Mount Royal Park."

24. The City is authorized to order, by resolution, the preparation of a special assessment roll by the City surveyor for the apportionment of one-half of the cost of the sewer constructed by the corporation of the village of de Lorimier, on Iberville street, North and South of the Canadian Pacific Railway track, to Masson street.

Such apportionment shall only affect the owners of immovables bordering upon the North side of the said Iberville street between the above mentioned limits, and shall be made according to the formalities and provisions of the by-laws concerning sewers and in accordance with the plan prepared by the City surveyor.

25. Every by-law of a municipal corporation on the island of Montreal granting a right, franchise or privilege for a period of time exceeding ten years shall be sanctioned by the Lieutenant-Governor in Council and such sanction shall not be given until after a notice of fifteen days has been sent to the City of Montreal and a copy of such by-law has been forwarded to the said City at the same time.

26. The City is authorized to acquire:

1. The Côte Visitation road, from Papineau avenue, to the Côte St. Michel road; the Côte St. Michel road from the Côte Visitation road to the boundary separating the municipality of Rosemont from the parish of Sault-au-Récollet; and the Côte St. Michel road;—from the boundary above mentioned to the St. Leonard road, according to a plan of the said roads, dated the tenth February, 1909, and deposited in the office of the City surveyor;

2. The rights, privileges and advantages belonging to or exercised by any person, trustee, commission or corporation under whose control the said roads are when the City acquires them.

27. Section 52 of the act 3 Edward VII, chapter 62, as amended by the acts 4 Edward VII, chapter 49, sections 25 and 26; 5 Edward VII, chapter 40, section 1; 5 Edward VII, chapter 41, section 1; 7 Edward VII, chapter 63, section 49; and 8 Edward VII, chapter 85, sections 20 and 21, is again amended by adding the following paragraphs thereto:

"22. The City is authorized to extend, by purchase, by mutual agreement or by expropriation, Sherbrooke street, from de Lorimier avenue to Papineau avenue.



Le coût de cette amélioration sera payé moitié par les propriétaires d'immeubles aboutissant à la rue Sherbrooke entre l'avenue de Lorimier et l'avenue ou chemin Papineau, et moitié par la Cité.]

"23. Ouvrir la rue Elizabeth, depuis la rue Fullum jusqu'à la partie de cette rue appartenant à la Cité, suivant un plan préparé à cette fin.

Le coût total de cette amélioration sera payé comme suit: \$1,000.00 par la Cité, et la balance au moyen d'une répartition prélevée sur les propriétaires des immeubles situés de chaque côté de la partie du territoire exproprié:

"24. Ouvrir, pendant l'année courante, par achat à l'amiable ou par voie d'expropriation, la rue Johnstone, depuis la ruelle St-Christophe jusqu'à la rue St-Hubert.

Le coût total de cette amélioration sera payé comme suit: \$200.00 par les propriétaires des immeubles aboutissant à ou longeant cette partie de la rue appartenant à la Cité; \$200.00 par les propriétaires des immeubles longeant cette partie de la rue à être expropriée, et la balance par la Cité;

"25. Elargir la rue Rivard, depuis l'avenue Laurier, jusqu'à la rue Lamoricière au coût approximatif de \$14,217.17.

Le coût de cette amélioration sera payable par les propriétaires des immeubles situés sur les deux côtés de la rue Rivard entre l'avenue Mont-Royal et la rue Lamoricière:

["26. La Cité devra ouvrir, pendant l'année courante, l'avenue Laurier depuis la section de cette rue dont la Cité est propriétaire jusqu'à et y compris la rue Brébeuf, suivant le plan homologué.

Le coût de cette amélioration sera payé comme suit: \$500.00 par les propriétaires des immeubles aboutissant sur cette partie de la rue appartenant à la Cité, et la balance par la Cité. L'indemnité payable pour cette expropriation comprendra, nonobstant toute loi à l'effet contraire, la valeur réelle de la propriété expropriée et les dommages causés par suite de l'expropriation, s'il y en a, et sera déterminée conformément aux dispositions de la loi 54 Victoria, chapitre 38."]

28. 1 La Cité est autorisée à décréter par résolution [adoptée par la majorité absolue des membres de tout le Conseil,] et à faire exécuter les améliorations suivantes:

a. Agrandir le parc La Fontaine sur le côté Est, en expropriant les immeubles situés dans le quartier Duvernay [au Sud de l'avenue du parc LaFontaine, ci-devant la rue Rachel,] et dans le quartier Papineau, à l'ouest de l'avenue Papineau.

Le délai mentionné dans l'article 427a de la charte est prolongé jusqu'au premier janvier 1910, sans affecter toutefois les droits résultant des causes pendantes;

(b. Elargir l'avenue Papineau aux coins Sud-est et Sud-ouest de la rue Dorchester, par l'expropriation des lots Nos 231, 228, partie du lot No 229 et partie du lot No 227 du cadastre du quartier Sainte-Marie.

Le coût des deux améliorations ci-dessus décrites aux paragraphes a et b est payable par la Cité, à même les fonds du pouvoir d'emprunt que la Cité est déjà autorisée à faire dans l'intérêt public;

c. Acquérir à l'amiable ou par voie d'expropriation, le terrain requis pour donner un accès additionnel au parc Mont-Royal vis-à-vis de la rue de la Montagne.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de ladite propriété sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

d. Acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, le terrain requis pour donner un accès additionnel au parc Mont-Royal vis-à-vis de la rue de la Montagne.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par l'expropriation de ladite propriété sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

The cost of such improvement shall be paid one-half by the owners of immovables fronting on Sherbrooke street between de Lorimier avenue and Papineau avenue or road, and one-half by the City.]

"23. To open Elizabeth street, from Fullum street to that part of the said street belonging to the City, according to a plan prepared for the purpose.

The total cost of such improvement shall be paid as follows: \$1,000.00 by the City and the balance by means of an apportionment on the proprietors of immovables situate on each side of the portion of the expropriated territory;

"24. To open, during the current year, by purchase, by mutual agreement or by expropriation, Johnstone street from St. Christophe lane to St. Hubert street.

The total cost of such improvement shall be paid as follows: \$200.00 by the proprietors of immovables fronting or bordering on that portion of the street belonging to the City; \$200.00 by the proprietors of immovables bordering on the portion of the road to be expropriated, and the balance by the City;

"25. To widen Rivard street from Laurier avenue to Lamoricière street, at the approximate cost of \$14,217.17.

The cost of such improvement shall be payable by the proprietors of the immovables situate on both sides of Rivard street between Mount-Royal avenue and Lamoricière street.

["26. The City shall, during the current year, open Laurier avenue from the section of that street owned by the City up to and including Brebeuf street, according to the homologated plan.

The cost of such improvement shall be paid as follows: \$500.00 by the owners of immovables fronting on that part of the street belonging to the City and the balance by the City. The indemnity payable for such expropriation shall, notwithstanding any law to the contrary, comprise the real value of the property expropriated and the damages caused by the expropriation, if any, and it shall be determined in accordance with the provisions of the act 54 Victoria, chapter 38."]

28. The City is authorized to order by resolution [adopted by the majority of the members of the whole Council] and to have the following improvements carried out:

a. To enlarge La Fontaine Park on the east by expropriating the immovables situate in Duvernay ward [to the South of La Fontaine Park Avenue, formerly Rachel street] and in Papineau ward, West of Papineau avenue.

The delay mentioned in article 427a of the charter is extended to the first of January, 1910, without however affecting rights resulting from pending cases;

b. To widen Papineau avenue at the Southeastern and Southwestern corners of Dorchester street, by expropriating lots Nos. 231, 228, part of lot No. 229 and part of lot No. 227 of the cadastre of St. Mary's ward.

The cost of the two above improvements described in paragraphs a and b, shall be payable by the City out of the funds of the loan the City is already authorized to affect in the public interest;

c. To acquire, by mutual agreement or by expropriation, for the purpose of enlarging Mount Royal Park, the property now belonging to the J. Redpath estate, situate above Pine avenue and known as part of lot No. 1755 of the official plan and book of reference of St. Antoine ward of the City of Montreal.

The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the said property shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovable at the time of its acquisition by mutual agreement or of its expropriation, and, in the case of expropriation, the compensation to be paid to the proprietor shall be determined in accordance with the provisions of the act 54 Victoria, chapter 38;

d. To acquire, by mutual agreement or by expropriation, the land required to give additional access to Mount-Royal Park, opposite Mountain street.

The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the said property shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovable at the time of its acquisition by mutual agreement, the compensation to be paid to



e. Ouvrir le boulevard Saint-Laurent depuis la rue Notre-Dame jusqu'à la rue des Commissaires, et acquérir les terrains requis pour cette ouverture, ainsi que les terrains aboutissant à la rue projetée.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de ladite propriété sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

f. Exproprier les immeubles nécessaires pour redresser la ligne de la rue Roy, dans le quartier La Fontaine, depuis la rue Saint-André jusqu'à la rue Saint-Christophe, conformément au plan homologué.

Le paragraphe 5 de la section 52 de la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, telle qu'amendée par les lois 4 Edouard VII, chapitre 49, sections 25 et 26; 5 Edouard VII, chapitre 40, section 1; 5 Edouard VII, chapitre 41, section 1; 7 Edouard VII, chapitre 63, section 49, et 8 Edouard VII, chapitre 85, sections 20 et 21, est abrogé;

g. Ouvrir la rue Drolet depuis la rue du Palais jusqu'à l'avenue Laurier;

h. Elargir la rue Dorchester, sur le côté Nord-ouest, entre le boulevard Saint-Laurent et la rue Cadieux, par expropriation d'une lisière de terrain d'environ dix-huit pieds de profondeur sur la rue Cadieux, et d'environ dix-neuf pieds sur le boulevard Saint-Laurent, pour être converti à la largeur de la rue Dorchester à l'Ouest du boulevard Saint-Laurent;

[Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de ladite lisière de terrain sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;]

i. Acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, pour agrandir le parc Mont-Royal, suivant plan préparé par l'inspecteur de la cité, un terrain appartenant à la succession Alexis Brunet, borné au Nord et à l'Ouest par le cimetière de Notre-Dame-des-Neiges et le chemin de la Côte-des-Neiges, et au Sud et à l'Est par le chemin de la Côte-des-Neiges et le parc Mont-Royal, et s'étendant le long du chemin de la Côte-des-Neiges, à partir du chemin Shakes-des-Neiges jusqu'au chemin conduisant du chemin de la Côte-des-Neiges dans le parc, près de l'avenue Westmount, et comprenant en tout environ 800,000 pieds carrés.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de ladite propriété sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

j. Acquérir, à l'amiable ou par voie d'expropriation, partie des lots ou tous les lots qui suivent faisant front sur l'avenue des Pins ou contigus au parc Mont-Royal, et portant les numéros suivants du cadastre: 1862, 1-B, 1-A, 1-2-A, 2-1, 2-2, 2-3, 2-4, 2-5 et 2-6.

Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation de ladite propriété sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38;

k. Compléter l'élargissement de la rue de la Montagne, depuis la rue Notre-Dame à la rue Dorchester, suivant le plan homologué de la Cité;

[l. Compléter l'élargissement de la rue Guy depuis la rue Saint-Jacques à la rue Dorchester, suivant le plan homologué de la Cité;]

[m. Compléter l'élargissement de la rue Roy depuis la rue Notre-Dame à la rue Saint-Jacques, suivant le plan homologué de la Cité;]

[n. Compléter l'élargissement de la rue Saint-David de-

the proprietor shall be determined in accordance with the provisions of the act 54 Victoria, chapter 38;

e. To open St. Lawrence boulevard from Notre-Dame street to Commissioners' street and to acquire the necessary land for such opening, as well as the land fronting on the proposed street.

The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the said property, shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovable at the time of its acquisition by mutual agreement or of its expropriation, and, in the case of expropriation, the compensation to be paid to the proprietor shall be determined in accordance with the provisions of the act 54 Victoria, chapter 38;

f. To expropriate the immovables required for straightening the line of Roy street in La Fontaine ward, [ ] from St. Andrew street to St. Christophe street, according to the homologated plan.

Paragraph 5 of section 52 of the act 3 Edward VII, chapter 62, as amended by the acts 4 Edward VII, chapter 49, sections 25 and 26; 5 Edward VII, chapter 40, section 1; 5 Edward VII, chapter 41, section 1; 7 Edward VII, chapter 63, section 49; and 8 Edward VII, chapter 85, sections 20 and 21, is repealed;

g. To open Drolet street, from Palace street to Laurier avenue;

h. To widen Dorchester street, on the North-west side, between St. Lawrence boulevard and Cadieux street by the expropriation of a strip of land about eighteen feet wide on Cadieux street and about nineteen feet wide on St. Lawrence boulevard, to conform to the width of Dorchester street, West of St. Lawrence boulevard;

[The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the said strip of land shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovable at the time of its acquisition by mutual agreement or of its expropriation and, in the event of expropriation, the compensation to be paid to the owner shall be determined according to the provisions of the act 54 Victoria, chapter 38.]

i. To acquire, by mutual agreement or by expropriation, for the purpose of enlarging Mount Royal Park, according to the plan prepared by the City surveyor, a piece of land belonging to the estate of Alexis Brunet, bounded to the North and West by Notre-Dame des Neiges cemetery and by the Côte-des-Neiges road, and to the South and East by Côte-des-Neiges road and Mount Royal Park, extending along Côte-des-Neiges road from Shakespeare road to the road leading from Côte-des-Neiges road into the park, near Westmount avenue, and comprising in all about 800,000 square feet.

The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the said property shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovable at the time of its acquisition by mutual agreement or of its expropriation, and, in the case of expropriation, the compensation to be paid to the proprietors shall be determined in accordance with the provisions of the act 54 Victoria, chapter 38;

j. To acquire by mutual agreement or by expropriation, part of the following lots or all the said lots fronting on Pine avenue or contiguous to Mount Royal Park and bearing the following numbers of the cadastre: 1862, 1B, 1A, 1-2-A, 2-1, 2-2, 2-3, 2-4, 2-5, and 2-6.

The price to be paid for the acquisition by mutual agreement or by expropriation of the said property shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovable at the time of its acquisition by mutual agreement or of its expropriation, and, in the case of expropriation, the compensation to be paid to the proprietor shall be determined in accordance with the provisions of the act 54 Victoria, chapter 38;

k. To complete the widening of Mountain street from Notre Dame street to Dorchester street, according to the homologated plan of the City.

[l. To complete the widening of Guy street from St. James street to Dorchester street, according to the homologated plan of the City;]

[m. To complete the widening of Roy street from Notre Dame street to St. James street, according to the homologated plan of the City;]

[n. To complete the widening of St. David street from



puis la rue Notre-Dame à la rue Saint-Antoine, suivant le plan homologué de la Cité.]

[Le prix à être payé pour l'acquisition à l'amiable ou par expropriation des propriétés requises pour les fins des sous-sections *k*, *l*, *m*, et *n* sera, nonobstant toute loi à ce contraire, la valeur réelle et actuelle de l'immeuble au temps de son acquisition à l'amiable ou de son expropriation, et, au cas d'expropriation, l'indemnité à être payée au propriétaire sera déterminée suivant les prescriptions de la loi 54 Victoria, chapitre 38.]

2. Le coût de chacune des améliorations autorisées par la présente section, [sauf les sous-sections *a* et *b*], sera payé au moyen d'un emprunt contracté conformément à l'article 348 de la charte, pourvu, cependant, qu'il ne soit pas nécessaire de soumettre aucun tel emprunt à l'approbation des propriétaires des immeubles imposables dans les limites de la Cité.

3. Toutes les sommes d'argent provenant de la vente des matériaux, bâtiments et terrains expropriés, devront être employés, dans chaque cas, à défrayer pour autant le coût de l'amélioration. Cette vente pourra être faite par encaissement public ou de gré à gré.

29. La Cité est autorisée [par règlement] à acquérir, par voie d'expropriation, [comme un tout complet (*as a going concern*) toute l'exploitation [et] le matériel [ ] de la *Montreal Water & Power Company* avec toutes les servitudes actives ou passives lui appartenant par contrats ou actes d'arrangement intervenus entre elle et toutes compagnies, corporations, sociétés ou personnes en ladite cité ou ailleurs en ce pays, ou à l'étranger, ainsi que tous les pouvoirs, droits et actions que ladite compagnie a pu acquérir par charte du Parlement ou des Législatures, de manière à transférer à ladite Cité tous ses meubles, immeubles, réservoirs, canaux, tuyaux, égouts et toutes ses autres propriétés généralement quelconques constituant l'actif et le passif de ladite compagnie, et de permettre à ladite Cité d'exercer tous les droits et actions, pouvoirs d'emprunt, émission de débentures, bons et souscriptions des municipalités et autres corps publics, appartenant à ladite compagnie, soit en vertu des susdites chartes et actes d'arrangement intervenus comme susdit, et aussi, après l'expropriation ou l'acquisition, à fournir l'eau aux municipalités qui ne sont pas annexées à la Cité [et qui ne sont pas actuellement pourvues d'un système d'aqueduc,] et à leurs citoyens, moyennant considération, aux termes de la charte de ladite compagnie; [et la Cité est autorisée à emprunter, pour cette fin, pour une période de quarante ans, avec un fonds d'amortissement et un intérêt annuel de pas plus de quatre pour cent, une somme n'excédant pas le montant de la sentence arbitrale et des frais et dépens.]

[La Cité est en outre autorisée à acheter après qu'un rapport des évaluations, fait conformément à la présente clause fixant la somme totale qui doit être payée et les obligations qui doivent être assumées par la Cité pour ladite propriété, aura été déposé devant le Conseil et adopté par règlement, les actions du capital-actions de la *Montreal Water & Power Company*, et, dès qu'elle aura acquis pas moins que quatre-vingt-quinze pour cent de l'émission totale desdites actions, à exproprier la balance.]

[La Cité est autorisée à emprunter, pour cette fin, une somme n'excédant pas un million vingt mille piastres pour une période de quarante ans, avec un fonds d'amortissement, à un intérêt de pas plus de quatre pour cent par année.]

Si la Cité fait l'acquisition à laquelle il est pourvu par la présente section par voie d'expropriation, la valeur de cette acquisition sera estimée par arbitres nommés comme suit: un par la Cité, un par la Compagnie, un troisième par les deux premiers ou, s'ils ne peuvent s'entendre, par un juge de la Cour supérieure.

Dans tous les cas, la Cité devra respecter et exécuter les contrats [de la compagnie et les conventions particulières] intervenus entre ladite Compagnie et les autres municipalités actuellement desservies par elle.

30. La Cité est autorisée à répartir la somme [de \$1,500.00 étant la moitié du prix] de \$3,000 qu'elle a payée pour la partie Sud-est du lot No 1139 du cadastre du quartier Sainte-Marie, acquise de madame Mann et destinée à servir au prolongement de la rue Gauthier, sur les pro-

Notre Dame street to St. Antoine street, according to the homologated plan of the City.]

[The price to be paid for the acquisition, by mutual agreement or by expropriation, of the properties required for the purposes of subsections *k*, *l*, *m* and *n* shall, notwithstanding any law to the contrary, be the real and actual value of the immovable at the time of its acquisition by mutual agreement or of its expropriation; and, in the event of expropriation, the compensation to be paid the owner shall be determined according to the provisions of the act 54 Victoria, chapter 38.]

2. The cost of each of the improvements authorized by this section [with the exception of subsections *a* and *b*] shall be paid by means of a loan contracted in accordance with article 348 of the charter, provided, however, that it shall not be necessary to submit any such loan to the approval of the proprietors of taxable immovables within the City limits.

3. All sums of money derived from the sale of expropriated materials, buildings and land shall be used, in each case, to defray so much of the cost of such improvement. Such sale shall be by public auction or by mutual agreement.

29. The City is authorized [by by-law] to acquire, by expropriation, [as a going concern] the whole of the [undertaking and] working plant [ ] of the *Montreal Water and Power Company*, with all the active and passive servitudes belonging to said company, either under contracts or agreement entered into between the latter and any companies, corporations, firms or persons, in the said City or elsewhere, in this country or abroad, as well as all the powers, rights and actions which the said company may have acquired by charter from Parliament or the Legislature, so as to transfer to the said City all its moveable and immovable properties, reservoirs, canals, pipes, sewers and all its other properties whatsoever, constituting the assets and liabilities of such company and to allow the said City to exercise all the rights, actions, borrowing powers, issues of stock, bonds, and subscriptions of municipalities and other public bodies belonging to said company, either under the aforesaid charters and agreements entered into as aforesaid, and also, after the expropriation or acquisition thereof, to supply water to the City [and not to the municipalities which have not been annexed to the City] and to the inhabitants thereof for a consideration, under the terms of the charter of the said company and the City is authorized to borrow for that purpose, [for a period of forty years with a sinking fund and at a yearly rate of interest of not more than four per cent per annum, a sum not exceeding the amount of the arbitrators' award and of the costs and expenses.]

[The City is further authorized to acquire after a report of valuers made according to this clause determining the total amount to be paid and liabilities to be assumed by the City for the said property has been laid before the Council and adopted by by-law, the shares in the capital stock of the *Montreal Water and Power Company* and as soon as the City shall have acquired not less than ninety-five per cent of the total issued stock of the company, the City is then authorized to expropriate any shares remaining.]

[The City is further authorized to borrow, for such purpose, a sum not exceeding one million and twenty thousand dollars for a period of forty years with a sinking fund at a rate of interest not exceeding four per cent per annum.]

Should the City make the acquisition provided for by this section by means of expropriation, the value of such acquisition shall be estimated by arbitrators appointed as follows: one by the City, one by the company and a third by the two former or, if they cannot agree, by a judge of the Superior Court.

In any case, the City shall respect and carry out the contracts [of the company and the individual agreements] entered into between the said company and the other municipalities now served by it.

30. The City is authorized to apportion the sum of \$1,500.00, being one half of the price of \$3,000.00, it has paid for the Southeastern portion of lot No. 1,139 of the cadastre of St. Mary's ward, acquired from Mrs Mann and intended for the extension of Gauthier street, on the



propriétaires des immeubles situés de chaque côté du prolongement de ladite rue. Cette répartition sera faite suivant les dispositions de la charte concernant les expropriations pour améliorations locales.

31. Les contrats intervenus tant avec la compagnie du chemin de fer canadien du Pacifique qu'avec la *Montreal Land and Improvement Company*, le 7 janvier 1904, et ratifiés et confirmés, et la prescription de la taxe ou contribution foncière spéciale imposée suivant les dispositions de la charte de la Cité pour payer le coût de l'égout construit sur la rue Nicolet, de la rue Ontario à la rue Nolan, ne commencera à courir en faveur de la *Montreal Land and Improvement Company*, ses ayants cause et ayant droit, qu'à compter du terme de dix années dont il est question dans le contrat ci-dessus mentionné entre la Cité et la *Montreal Land and Improvement Company*, et, lorsqu'elle sera exigible, ladite taxe sera payable par privilège aux termes de l'article 405 de la charte, et, au cas de non-paiement d'icelle, la Cité pourra faire vendre les immeubles qui y seront sujets, en suivant les formalités prescrites par la charte en semblable matière.

32. La Cité est autorisée à adopter un règlement pour garantir les obligations, en capital et intérêts, de l'association connue sous le nom de "Association de l'exposition industrielle de Montréal" jusqu'à concurrence d'une somme de \$600,000.00; pourvu que la Cité ait une première hypothèque pour toute somme dont elle garantira le paiement, enregistrée sur les terrains et les bâtiments de l'association.

33. Le rôle de perception daté le 20 juin 1902, concernant l'expropriation annuelle de la rue Hutchison, est ratifié et confirmé, mais la Cité est tenue de payer les frais de la contestation actuellement pendante devant la Cour supérieure.

34. Relativement à l'expropriation pour le prolongement de la rue Lemoine, le rôle de répartition spécial actuellement en vigueur, en date du 6 octobre 1903 est annulé et abrogé, et la Cité doit immédiatement payer les frais de la contestation s'y rapportant, actuellement pendante devant la Cour supérieure de Montréal, et elle pourra alors prélever le coût de l'expropriation sur les propriétaires du quartier Ouest, en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés, telles qu'indiquées au rôle d'évaluation, sans tenir compte des bâtiments qui y sont érigés, et l'inspecteur de la Cité est autorisé à préparer un rôle de perception à cet effet conformément aux dispositions de l'article 450.

35. Le rôle préparé par l'inspecteur de la Cité conformément aux prescriptions de l'article 450 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, section 37, répartissant la moitié du coût de ladite expropriation sur les propriétaires du quartier Saint-André, en proportion de l'étendue du front de leurs propriétés telles que portées au rôle d'évaluation, indépendamment des bâtiments qui s'y trouvent érigés, est ratifié et confirmé, et la Cité est autorisée à faire tout ce qui est nécessaire pour y donner effet.

La Cité paiera tous les frais encourus par la contestation dudit rôle devant la Cour, y compris une somme additionnelle n'excédant pas deux cent cinquante piastres, pour solder les honoraires et déboursés du procureur des opposants devant la Législature.

36. Le règlement No 384, intitulé: "Règlement pour établir un système d'eau à haute pression dans le district No 1 de la Cité, adopté conditionnellement le 21 octobre 1908, et dont copie certifiée est reproduite dans la cédule C de la présente loi, est ratifié et confirmé, sauf en ce qui concerne la section 4 dudit règlement, laquelle est remplacée comme suit:

"4. Le coût de l'établissement dudit système et toutes les dépenses encourues pour cette fin seront répartis, par l'inspecteur de la Cité, au moyen d'un rôle de répartition fait *mutatis mutandis*, suivant les dispositions de l'article 450 de la charte, imposant annuellement, sur les propriétaires d'immeubles situés dans ledit district, en proportion de l'évaluation desdits immeubles, telle que portée au rôle d'évaluation, une contribution suffisante pour payer l'intérêt et la partie du fonds d'amortissement exigibles chaque année.

proprietors of immoveables situate on both sides of the extension of such street. Such apportionment shall be made in accordance with the provisions of the charter respecting expropriations for local improvements.

31. The contracts entered into with both the Canadian Pacific Railway Company and with the Montreal Land and Improvement Company, on the seventh of January, 1904, and reproduced in schedules A and B to this act, are hereby ratified and confirmed, and the prescription of the special tax or assessment imposed in accordance with the provisions of the City charter for the purpose of paying the cost of the sewer constructed on Nicolet street, from Ontario street to Nolan street, shall begin to run in favor of the Montreal Land and Improvement Company, its representatives and assigns, only from the end of the period of ten years mentioned in the above deed between the City and the Montreal Land and Improvement Company, and when the said tax becomes exigible, the same shall be payable by privilege as provided in article 405 of the charter, and in case of non-payment thereof, the City may have the immoveables subject thereto sold, by observing the formalities prescribed by the charter in such cases.

32. The City is authorized to pass a by-law to guarantee the principal and interest of the bonds of the association known as "The Montreal Industrial Exposition Association" to the amount of \$600,000.00 provided the City shall have a first mortgage for all sums, the payment whereof it shall guarantee, registered against the grounds and buildings of the association.

33. The collection roll dated the twentieth of June 1902, respecting the annual expropriation of Hutchinson street, is ratified and confirmed, but the City shall pay the cost of the contestation now pending before the Superior Court.

34. In the matter of the expropriations for extension of Lemoine street, the existing roll of special assessment, dated the sixth of October 1903, is cancelled and revoked, and the City shall forthwith pay the costs of the contestation thereto relating now pending before the Superior Court in Montreal, and may, thereupon, levy the cost of the expropriation on the proprietors of the West Ward, in proportion to the frontages of their properties, as indicated on the valuation roll of assessment to such effect in accordance with the provisions of article 450.

35. The roll prepared by the City surveyor in accordance with the prescriptions of article 450 of the act 62 Victoria, chapter 58, as amended by the act 7 Edward VII, chapter 63, section 37, apportioning one-half the cost of the said expropriation on the proprietors of St. Andrew's ward in proportion to the frontage of their properties, as indicated on the valuation roll, irrespective of the buildings erected thereon, is ratified and confirmed and the City is authorized to take all steps necessary for giving effect thereto.

The City shall pay all the costs incurred through the contestation of the said roll before the Court, including an additional amount not exceeding \$250.00 to pay the fees and disbursements of the attorney of the opposants before the Legislature.

36. By-law No. 384 intituled: "By-law to establish a high pressure water system in district No. 1 of the City", adopted conditionally on the twenty-first of October 1908, and a copy whereof is reproduced in schedule C to this act, is ratified and confirmed, except as regards section 4 of the said by-law, which is replaced by the following:

"4. The cost of establishing the said system and all expenses incurred for such purpose shall be apportioned, by the City surveyor, by means of a roll of apportionment made, *mutatis mutandis*, according to the provisions of article 450 of the charter imposing annually on the proprietors of immoveables situate in the said district, in proportion to the valuation of such immoveables as entered on the valuation roll, a contribution sufficient to pay the interest and the portion of the sinking fund exigible every year."



La taxe imposée par la section 4 du susdit règlement, tel qu'amendé, sur les propriétaires d'immeubles ne sera pas purgée par la vente judiciaire desdits immeubles ni éteinte par prescription.

[37. La Cité est autorisée à construire, acheter ou autrement acquérir et exploiter des usines pour la production d'électricité par la consommation des déchets ou du charbon, ou par pouvoir hydraulique, et à fabriquer et acheter de l'électricité pour l'éclairage des rues, parcs et squares de la Cité aussi bien que des divers édifices municipaux, et généralement pour toutes autres fins pour lesquelles la cité peut avoir besoin d'énergie électrique.

Afin d'obtenir les fonds nécessaires pour mettre à exécution les pouvoirs qui lui sont ainsi conférés, la Cité est autorisée à émettre des débiteures, obligations ou rentes inscrites jusqu'à concurrence de \$2,000,000.00.

Les pouvoirs et l'emprunt autorisés par le présent article seront sujet à l'approbation préalable des propriétaires, suivant les dispositions de l'article 348 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 3 Edouard VII, chapitre 62, section 32.]

38. Les articles 566 et 567 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les articles 62, 63, 64, 65, 66, 67 [et 69 quant aux conduits souterrains seulement,] et 70 de la loi 7 Edouard VII, chapitre 63, [et l'article 23 de la loi 8 Edouard VII, chapitre 85,] sont abrogés.

39. 1. La Cité est autorisée à construire, [administrer] et entretenir, avec droit d'en réglementer l'usage, un système de conduits souterrains où devront être placés tous les fils de télégraphe, de téléphone et d'éclairage électrique, les fils servant à la distribution de la force motrice, les fils d'alimentation des tramways et autres et les autres fils (à l'exception de "trolley"), ainsi que les câbles et lignes de transmission appartenant à toute personne, société, syndicat, compagnie ou corporation quelconque ayant ou exerçant actuellement, ou qui aura ou exercera plus tard des droits ou privilèges dans, sur ou au-dessus des rues, ruelles publiques ou privées, voies publiques ou autres endroits, lesdits conduits devant être d'une dimension et d'une capacité suffisantes non-seulement pour répondre amplement aux besoins actuels, mais encore pour pourvoir à toutes les exigences futures, dans une mesure raisonnable.

[Au fur et à mesure que la Cité décidera de construire des conduits souterrains dans aucune partie de la Cité, lesdites compagnies, personnes, sociétés, syndicats ou corporations, devront, après avoir été notifiés à cet effet, fournir les renseignements nécessaires qui seront demandés par la Cité, et devront déclarer quelle portion des conduits souterrains ils désirent réserver.

La Cité est autorisée à imposer une amende de \$25.00 pour chaque journée durant laquelle lesdites compagnies resteront en défaut après soixante jours de la date de ladite notification.

La présente section ne sera pas interprétée comme permettant à la Cité d'administrer les installations des diverses compagnies.]

2. A mesure que la Cité construira ces conduits souterrains ou des parties d'iceux, dans certaines rues ou parties de rue, dans des ruelles publiques ou privées, voies publiques ou autres endroits, le Conseil pourra forcer les personnes, sociétés, syndicats, compagnies, ou corporations possédant, employant ou entretenant des fils ou câbles aériens, des poteaux et des lignes de transmission, de faire disparaître lesdits fils et câbles aériens, poteaux et lignes de transmission (sauf les fils de "trolley") [on n'installera dans lesdits conduits souterrains, que des fils conducteurs convenables et de la manière spécifiée par le Conseil.]

[Dans le cas où une personne, société, syndicat, compagnie ou corporation refuserait de poser de tels fils dans lesdits conduits souterrains dans les rues, ruelles ou places publiques où elle avait auparavant des fils aériens, il y aura appel à la Commission des services d'utilité publique qui pourra l'y contraindre si elle le juge raisonnable.

Des regards séparés ou des compartiments séparés dans les regards devront être accordés à chaque compagnie ou personne se servant desdits conduits lorsqu'elles en feront la demande et pourvu que la chose soit pratiquement réalisable. Dans le cas où la Commission des services électri-

The tax imposed by section 4 of the said by-law, as amended, on the proprietors of immovables shall not be discharged by the judicial sale of the said immovables nor be extinguished by prescription.

[37. The City is authorized to erect, purchase or otherwise acquire and operate works for producing electricity by the incineration of garbage or by means of coal or by means of water power and to manufacture and purchase electricity for lighting the streets, parks and public squares of the City as well as the various municipal buildings and generally for all other purposes for which the City may require electric power.

To obtain the necessary funds for carrying out the powers conferred on it by this section, the City is authorized to issue bonds, debentures or inscribed stock to the amount of \$2,000,000.00.

The powers and loan authorized by this section shall be subject to the previously obtained approval of the property owners in accordance with the provisions of article 348 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 3 Edward VII, chapter 62, section 32.]

38. Articles 566 and 567 of the act 62 Victoria, chapter 58 and articles 62, 63, 64, 65, 66, 67 and 69—[as regards underground conduits only—] and 70 of the act 7 Edward VII, chapter 63, [and article 23 of the act 8 Edward VII, chapter 85], are repealed.

39. 1. The City is authorized to construct, [administer] and maintain, with the right to regulate the use thereof, a system of underground conduits, wherein shall be placed all telegraph, telephone, electric light and power wires, street railway feeder and other lines (exclusive of trolley wires) and cables and transmission lines belonging to any person, firm, syndicate, company or corporation, now or in the future, having or exercising rights or privileges in, on or above the streets, public or private lanes, thoroughfares or other places; such conduits to be of sufficient size and capacity not only to fulfil the present requirements, but to provide to a reasonable extent for future requirements.

[As the City decides to construct underground conduits in any part of the City, the said companies, persons, firms, syndicates or corporations shall, upon notification, furnish such necessary information as may be asked for by the City and shall state what portion of the underground conduits they wish to reserve.

The City is authorized to impose a fine of \$25.00 for each day such companies remain in default after sixty days from the date of such notification.

This section shall not be interpreted as allowing the City to administer the installations of the various companies.]

2. As the City shall construct such underground conduits, or portions of the same, in certain streets or portions of streets, public or private lanes, thoroughfares or other places, the Council may compel the persons, firms, syndicates, companies or corporations having, operating or maintaining overhead wires or cables, poles and transmission lines, to remove the said overhead wires and cables, poles and transmission lines (exclusive of trolley wires), [and only suitable conductors shall be installed in such underground conduit system, in the manner specified by the Council.]

[Should any person, firm, syndicate, company or corporation refuse to place such wires in the said underground conduits in the streets, lanes or public squares where he or it previously had overhead wires, an appeal shall lie to the Public Utilities Commission which may compel him or it to do so if it considers it reasonable.

Separate openings or separate compartments in the said conduits when asked for and provided the same is practicable. If the Electrical Commission of the City of Montreal should refuse separate openings to a person



ques de la Cité de Montréal refuserait des regards séparés à une personne ou une compagnie d'une façon générale, ou dans des cas particuliers, il y aura appel à la Commission des services d'utilité publique qui décidera la question et déterminera qui en supportera les charges.]

Les conduits devront être construits de manière qu'un mur permanent de brique ou autres matériaux non conducteurs séparent complètement et effectivement cette partie des conduits dans laquelle sont placés les fils de lumière électrique ou de force motrice et la partie dans laquelle sont placés les fils de lumière électrique ou de force motrice de la partie dans laquelle les fils de télégraphe, de téléphone ou de signaux sont placés, et l'entrée de chaque partie du conduit devra se faire par des ouvertures séparées.

3.—Nonobstant toute loi à ce contraire [ni la Cité ni] aucune personne, société, syndicat, compagnie ou corporation n'aura à l'avenir le droit de planter des poteaux ou de poser des fils ou des câbles, [et aucune personne, société, syndicat, compagnie ou corporation, sauf la Cité de Montréal, n'aura le droit] de construire des conduits souterrains ou à travers les rues, parties de rues, squares publics et places publiques où des conduits municipaux auront été construits ou seront en voie de construction; et le Conseil de la Cité n'aura pas le pouvoir d'accorder pareil droit à qui que ce soit, sauf en ce qui concerne les poteaux de trolley, les poteaux pour lampes des rues, et les poteaux de distribution qui seront jugés nécessaires par la Cité.

4. Lorsque la Cité aura ordonné l'enlèvement des poteaux fils et installations aériennes, une indemnité pour la valeur réelle, à ce moment, du matériel, [y compris l'installation] qui aura été ainsi [exproprié,] devra être accordée aux propriétaires desdits poteaux, fils et installations aériennes, telle indemnité devant être déterminée par trois arbitres compétents nommés de la manière indiquée au paragraphe 6 de cette section. Après que cette indemnité aura été payée, lesdits poteaux, fils et installations aériennes et tout le matériel exproprié deviendront la propriété absolue de la Cité [qui devra les faire enlever].

5. Lorsque la Cité aura décidé d'enfouir les fils électriques dans certaines rues, ruelles, squares publics et places publiques ou parties d'iceux, elle prendra possession des conduits souterrains existant dans telles rues, ruelles, squares ou places publiques ou parties d'iceux, et appartenant à, ou employés par une personne, société, syndicat, compagnie ou corporation, et paiera une indemnité raisonnable pour lesdits conduits souterrains ainsi que pour les câbles et autres choses qui seront ainsi rendues inutiles.

Après que cette indemnité aura été payée, les conduits souterrains et tout le matériel exproprié deviendront la propriété absolue de la Cité. L'indemnité à accorder pour les conduits et le matériel sera déterminée de la manière indiquée au paragraphe 6 de cette section.

6. Toutes les indemnités seront fixées et déterminées [en la manière prévue par les dispositions des Statuts relatifs au chemin de fer, article 5164 desdits statuts.] Lorsque la Cité donnera avis aux personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations de son intention de construire des conduits souterrains, dans une partie de la Cité, elle devra déposer sa requête pour la nomination desdits arbitres entre les mains d'un juge de la Cour supérieure.

Les arbitres entendront les parties intéressées et rendront leur sentence dans les quatre mois de la date de [leur nomination, sauf si ce délai est prolongé par les arbitres.] La décision de la majorité des arbitres sera finale et liera la Cité et les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations.

7. La Cité est autorisée à déterminer comment les lignes principales devront être reliées aux lignes de distribution et comment devront se faire les raccordements avec les locaux desservis. Elle pourra construire, [administrer] et entretenir des conduits de distribution et exiger une redevance pour l'usage d'iceux—redevance qui sera déterminée de la manière ci-après indiquée—ou elle pourra permettre aux personnes, sociétés, syndicats, compagnies et corporations de construire leurs propres conduits de distribution sous la surveillance et avec l'approbation du Conseil, et leur déléguer, dans des cas particuliers, les pouvoirs que lui confèrent la présente loi ou des lois antérieures.

or company generally or in particular cases, an appeal shall lie to the Public Utilities Commission which shall decide the question and determine who shall bear the costs.]

The conduits shall be so constructed that a permanent wall of brick or other non-conducting material shall separate completely and effectively that part of the conduits in which the electric light or power wires are placed from that part in which the telegraph, telephone and signal wires are carried and the entrance to each part of the conduit shall be by separate manhole openings.

3. Notwithstanding any law to the contrary, [neither the City nor any] person, firm, syndicate, company or corporation shall hereafter have any right to plant poles or string wires, or cables, [and no person, firm, syndicate, company or corporation, except the City of Montreal shall have the right to] construct underground conduits in or across the streets, parts of streets, public squares and thoroughfares where municipal conduits have been or are being built, nor shall the City Council have the authority to grant any such rights to any one whomsoever, excepting for trolley poles, street lamp poles, and such distribution poles as may be found necessary by the City.

4. Whenever the City shall have ordered the removal of poles, wires and overhead constructions, compensation shall be awarded the owners of such poles, wires and overhead constructions for the real value, at that time of the materials [including the installation] so expropriated, such compensation to be determined by three competent arbitrators appointed as set forth in paragraph 6 of this section. After such compensation has been paid, the said poles, wires and overhead constructions and all materials expropriated shall become the absolute property of the City [which shall have them removed.]

5. Whenever the City has decided to place the electric service underground in any streets, lanes, public squares and places or portions thereof, it shall take over the existing underground conduits in such streets, lanes, public squares or places or portions thereof, owned or operated by any person, firm, syndicate, company or corporation, and shall pay reasonable compensation for such underground conduits and also for cables and appurtenances so rendered useless.

After such compensation has been paid, the underground conduits and all materials so expropriated shall become the absolute property of the City. The compensation for the conduits and materials shall be determined as set forth in paragraph 6 of this section.

6. All compensations shall be fixed and determined [in the manner provided by the provisions of the Revised Statutes governing expropriations by railway companies, article 5164 of the said Statutes.]. When the City notifies the persons, firms, syndicates, companies or corporations of its intention to construct underground conduits in a portion of the City, it shall file its application for the appointment of the said arbitrators with a judge of the Superior Court.

The arbitrators shall hear the interested parties and give their award within four months from the date of [their appointment unless such delay be extended by the arbitrators.] The decision of the majority of the arbitrators shall be final and binding upon the City and persons, firms, syndicates, companies or corporations.

7. The City is authorized to determine the method and means of connecting the main trunk lines with the distributing lines and of making the service connections. It may construct, [administer] and maintain distributing ducts, charging a rental therefor, to be determined as hereinafter set forth, or it may allow the persons, firms, syndicates, companies or corporations to construct their own distributing ducts under the supervision and with the approval of the Council, and delegate to them, in particular instances, its powers granted by this or previous acts.



8. La Cité est autorisée à fixer, déterminer, exiger et recevoir des redevances pour toutes les installations souterraines réservées par les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations, ainsi que sur les installations aériennes appartenant à la Cité. Ces redevances seront fixées, d'année en année, de manière à couvrir le coût de [l'administration] et de l'entretien de ces installations, l'intérêt et le fonds d'amortissement, [calculé de manière à éteindre la dette en pas moins de quarante ans,] sur le capital engagé par la Cité pour la construction ou l'achat des conduits souterrains [ainsi que les salaires et les dépenses de la Commission des services électriques. Quand ladite dette aura été ainsi éteinte la redevance exigible ne devra plus comprendre ledit intérêt et ledit fonds d'amortissement sur la dette ainsi éteinte;] mais le montant de ces redevances pour chaque personne ou compagnie sera proportionnel à la partie des conduits occupée ou réservée par elle.

[Des soumissions seront demandées pour la construction desdits conduits, et il sera loisible à toute compagnie tombant sous l'opération de cette section de soumissionner pour la construction desdits conduits, et il y aura appel de la décision acceptant une soumission à la Commission des services d'utilité publique.]

9. La cité est autorisée à pénétrer dans et sur les propriétés privées, y compris les ruelles, passages, cours et bâtiments, dans le but d'y poser des fils aériens ou souterrains avec leurs accessoires, sans le consentement des propriétaires; mais une indemnité devra être payée, de la manière indiquée dans le paragraphe 6 de cette section, pour tous dommages réels subis à raison des travaux exécutés ou par suite de la présence des obstructions ainsi créées.

10.—Le Conseil de la Cité, afin d'obtenir les fonds nécessaires pour l'indemnité payable par suite de l'expropriation et pour la construction, l'établissement, l'administration et l'entretien dudit système de conduits, pourra émettre des débetures, obligations ou rentes inscrites jusqu'à concurrence de \$5,000,000.00, en la manière prescrite par l'article 345 de la charte.

11.—Pour mettre à exécution cette entreprise, la Cité adoptera un règlement pourvoyant à la nomination d'une commission qui sera appelée "Commission des services électriques de la Cité de Montréal". Cette commission exercera tous les droits de la Cité au fur et à mesure qu'ils lui seront délégués par le Conseil pour les fins de cette entreprise.

[Cette commission sera composée de trois ingénieurs compétents, tel que ci-après prescrit, pour préparer et formuler des plans, dessins et devis complets de conduits souterrains pour la partie de la Cité de Montréal dans laquelle on se propose de construire des conduits souterrains, lesquels plans, dessins et devis, une fois préparés, devront être soumis à l'approbation de la Commission des services d'utilité publique qui pourra, après avoir entendu les parties intéressées, approuver et adopter ou modifier lesdits plans, dessins et devis.

La commission des ingénieurs chargée de la préparation de ces plans, dessins et devis, devra être nommée comme suit: un membre sera nommé par la Cité de Montréal; un autre par les compagnies ayant, en vertu d'une charte, le droit d'ériger des poteaux et des fils dans la Cité de Montréal, et qui, dans un délai d'un mois à compter de l'avis public publié dans un journal anglais et un journal français, enregistrera un avis de ce droit au bureau du greffier de la Cité de Montréal, chaque compagnie ayant un vote à la nomination de cet ingénieur; et le troisième membre devra être nommé par la Commission des services d'utilité publique.

Dans le cas où les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations ne se seraient pas conformées aux dispositions du paragraphe précédent, la Cité s'adressera à un juge de la Cour supérieure et lui demandera de nommer le troisième commissaire pour représenter les personnes, sociétés, syndicats, compagnies ou corporations.

Cette commission devra préparer des règles et règlements concernant l'usage, l'administration et l'entretien de ces conduits, lesquels règles et règlements, une fois approuvés ou modifiés par la Commission des services d'utilité publique, auront pleine valeur et effet.

Aussitôt que lesdits plans, dessins et devis de conduits souterrains et les règles et règlements mentionnés dans le paragraphe précédent auront été approuvés par la Commission des services d'utilité publique, et que le ou les

8. The City is authorized to fix, determine, charge and receive rentals on all underground constructions reserved by the persons, firms, syndicates, companies or corporations, and all overhead constructions owned by the City. Such rentals shall be fixed from year to year to cover the costs of maintenance [and administration of the same], the interest and sinking fund [calculated in such manner as to extinguish the debt in not less than forty years] on the capital invested by the City for the construction or the purchase of such underground conduits, [as well as the salaries and expenses of the Electrical Commission. When the said debt has been extinguished, the rental shall no longer include the interest and sinking fund on the extinguished debt]; but the amount of such rentals for each person or company shall be in proportion to the portion of the conduits occupied or reserved by him or it.

[Tenders shall be called for for the construction of the said conduits and any company coming under the operation of this section may tender for the construction of the said conduits, and an appeal shall lie from the acceptance of such tender to the Public Utilities Commission.]

9. The City is authorized to enter in and upon any private property, including lanes, courts, yards and buildings, for the purpose of placing overhead or underground wires with their appurtenances, without the consent of the proprietors thereof; but compensation shall be given in the manner set forth in paragraph 6 of this section for all real damages caused by the work done or in consequence, of such obstructions.

10. The City Council, in order to provide funds for the compensation payable in consequence of the expropriation and for the construction, establishment, administration and maintenance of the said conduit system, may issue bonds, debentures, or inscribed stock, to the amount of \$5,000,000.00, in the manner prescribed by article 345 of the charter.

11. To carry out this undertaking, the City shall pass a by-law providing for the appointment of a commission to be known as "The Electrical Commission of the City of Montreal". Such commission shall exercise all the rights of the City as they are delegated to it by the Council for the purpose of this undertaking.

[Such commission shall consist of three competent engineers, as hereinafter provided, to prepare and draw up complete plans, drawings and specifications of underground conduits for such portion of the City of Montreal, in which it is intended to construct underground conduits, which plans, drawings and specifications, when prepared, shall be submitted to the approval of the Public Utilities Commission which may, after hearing the interested parties, approve and adopt or amend the said plans, drawings and specifications.

The commission of engineers charged with the preparation of such plans, drawings and specifications, shall be appointed as follows: one member shall be appointed by the City of Montreal, another by the companies having the right, under a charter, to put up poles and wires in the City of Montreal and which, within a delay of one month from the public notice published in a French and in an English newspaper, register a notice of such right in the office of the clerk of the City of Montreal, each company to have a vote in the appointment of such engineer; and the third member shall be appointed by the Public Utilities Commission.

Whenever the persons, firms, syndicates, companies or corporations do not comply with the provisions of the foregoing paragraph, the City shall apply to a judge of the Superior Court and request him to appoint the third commissioner to represent the persons, firms, syndicates, companies or corporations.

Such commission shall draw up the rules and regulations respecting the use, management and maintenance of such conduits, which rules and regulations, when approved or amended by the Public Utilities Commission shall have full force and effect.

As soon as the said plans, drawings, and specifications of the underground conduits and the rules and regulations mentioned in the foregoing paragraph are approved by the Public Utilities Commission and the contract or con-



contrats pour la construction des conduits souterrains auront été accordés par la Cité de Montréal, la Cité, avec l'approbation de la Commission des services d'utilité publique, nommera un ingénieur compétent qui aura seul la direction et la surveillance de la construction et de l'entretien desdits conduits souterrains, et, dès que cette nomination aura été faite, les fonctions des trois membres composant ladite commission des services électriques cesseront et prendront fin, et cette commission sera alors composée de l'ingénieur ainsi nommé.

Les traitements des membres de ladite commission chargée de préparer ces plans, dessins et devis, règles et règlements, et celui de l'ingénieur permanent chargé de surveiller la construction et l'entretien de ces conduits seront fixés par la Cité, sujet à l'approbation de la Commission des services d'utilité publique, et aucun desdits ingénieurs ne devra être révoqué si ce n'est par la Commission des services d'utilité publique, après audition des parties intéressées.

Les vacances qui se produiront dans ladite commission chargée de la préparation desdits plans, dessins et règlements, et règlements, devront être remplies de la même manière que se serait faite la nomination en premier lieu.

Il y aura appel à la Commission des services d'utilité publique, par la Cité de Montréal, ou par les personnes et compagnies intéressées, de toute règle, de tout règlement, de toute décision rendue et de tout acte fait par la Commission des services électriques de la Cité de Montréal, ou par la Cité de Montréal.]

[40. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucune personne, compagnie ou corporation exerçant des franchises et ayant des droits acquis, ne pourra faire des travaux dans les rues de la Cité de Montréal et y poser des rails, fils, poteaux et conduits sans en donner avis à la Cité, et à moins que ces travaux ne soient faits sous la direction, de la manière et dans les endroits indiqués par l'inspecteur de la Cité, savoir: dans toute rue, ruelle, place ou voie publique; et la Cité aura toujours le droit de forcer ces personnes et compagnies à faire disparaître leurs fils et câbles aériens, poteaux et lignes de transmission comme il est pourvu par la présente loi.]

[41. Sauf et excepté ce qui est contenu dans les articles devenus 39 et 40, rien dans la présente loi ne sera interprété comme ajoutant ou préjudiciant aux droits acquis par des compagnies par contrats légalement en vigueur ou par actes de la Législature.]

[42. La présente loi ne modifiera en aucune manière les droits et obligations de la Cité en vertu de son contrat avec la compagnie du chemin de fer urbain de Montréal.]

[43. La résolution du Conseil de la Cité, adoptée le 16 novembre 1908 et reproduite dans la cédule D de la présente loi, concernant l'octroi d'une année de salaire à Z. Benoit, chef du service des incendies et démissionnaire après au-delà de vingt années de service, est ratifiée et confirmée, lequel octroi sera payé à même le fonds de réserve de la Cité.]

44. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Copie conforme du Statut de Québec, sanctionné le 29 mai 1909, et dont l'original est aux archives du Conseil Législatif.

R. CAMPBELL,  
G. L., P. Q.

tracts for the construction of the underground conduits are given out by the City of Montreal, the City shall, with the approval of the Public Utilities Commission, appoint a competent engineer who shall alone have the direction and supervision of the construction and maintenance of the said underground conduits and as soon as such appointment is made, the duties of the three members composing the Electrical Commission shall cease and determine and such commission shall then consist of the engineer so appointed.

The salaries of the members of the said commission charged with the preparations of the plans, drawings and specifications, rules and regulations and that of the permanent engineer charged with the supervision of the construction and maintenance of such conduits shall be fixed by the City, subject to the approval of the Public Utilities Commission and none of the said engineers shall be dismissed except by the Public Utilities Commission, after hearing the interested parties.

Vacancies occurring in the said commission charged with the preparation of the said plans, drawings and specifications, rules and regulations, shall be filled in the same manner as the appointment was first made.

An appeal shall lie to the Public Utilities Commission by the City of Montreal, or by the persons or companies interested from any rule and regulation or from any decision rendered and any act done by the Electrical Commission of the City of Montreal or by the City of Montreal.]

[40. Notwithstanding any law to the contrary, no person, company or corporation exercising franchises and having acquired rights, shall do any work in the streets of the City of Montreal or lay rails, put up wires or poles or construct conduits without giving notice to the City and unless such work be done under the direction, in the manner and in the places indicated by the City surveyor, namely: in any street, lane or thoroughfare, and the City shall always have the right to compel such persons and companies to remove their overhead wires and cables, poles and transmission lines, as provided by this act.]

[41. Save and except what is contained in sections 39 and 40, nothing in this act shall be interpreted as adding or as being prejudicial to the rights acquired by companies under contracts lawfully in force or under acts of the Legislature.]

42. This act shall in nowise affect the rights and obligations of the City under its contract with the Montreal Street Railway Company.

[43. The resolution of the City Council adopted on the 16th November, 1908, and reproduced in Schedule D to this act, respecting the granting of a year's salary to Z. Benoit, chief of the fire-brigade and who resigned after more than twenty years' service, is ratified and confirmed, and such grant shall be paid out of the reserve fund of the City.]

44. This act shall come into force on the day of its sanction.

True copy of the Statute of Quebec assented to on the 29th of May 1909, the original whereof remains of record in the Legislative Council.

R. CAMPBELL,  
C. L., P. Q.



# DELIBERATIONS

## COMMISSION DES FINANCES

*Compte rendu de l'assemblée du 3 juin.*

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, président, Lavolette, Fraser, Guay, J.-B.-A. Martin, Robinson et Séguin.

Les procès-verbaux de la dernière séance sont lus et ratifiés.

1.—Les procès-verbaux de la sous-commission des Réclamations, assemblée tenue le 2 juin 1909, sont lus et confirmés.

M. l'échevin Robinson prend son siège.

2.—Soumise une lettre de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal demandant qu'une somme de \$3,000 soit votée en rapport avec la célébration du 75ième anniversaire de la fondation de l'Association St-Jean-Baptiste de Montréal, le 24 juin courant, pour permettre aux comités qui ont été nommés à ce sujet de recevoir les délégations qui se proposent de visiter Montréal dans cette circonstance.

MM. Thos. Gauthier et J.-C. Beauchamp expliquent à la Commission les bénéfices que la Ville en général retirera par suite du grand nombre de visiteurs que ces fêtes attireront dans cette ville.

M. l'échevin Robinson propose alors,

Vu qu'il serait de l'intérêt public et dans l'intérêt de la Ville en général de souscrire un certain montant pour assurer le succès de ces fêtes et pour permettre de faire aux nombreuses délégations qui doivent venir de toutes les parties de l'Amérique, qu'il soit

*Résolu:* Qu'une somme de \$3,000 soit votée pour ces fins, sauf néanmoins l'approbation des avocats de la Cité.

3.—Soumises et lues une résolution de la Commission spéciale des réceptions et une lettre du secrétaire de cette Commission, demandant que certains montants soient votés pour des fins de réceptions, à savoir:

Pour recevoir les délégués, au nombre d'à peu près 300 qui doivent prendre part au Congrès Quinquennal du Conseil International des Femmes, le 11 courant . . . . .	\$ 600
Pour parfaire certains arrangements en rapport avec la prochaine Convention de l'Union des Municipalités Américaines, qui doit avoir lieu à Montréal dans le mois d'août prochain . . . . .	500
Pour dépenses imprévues . . . . .	400
	\$1,500

M. l'échevin Séguin prend son siège.

M. l'échevin Sadler, président de la Commission Spéciale des réceptions comparait devant la Commission et appuie cette demande.

Il est alors

*Résolu:* De voter ces montants à même le crédit pour "Réceptions".

4.—Soumise une lettre signée par M. Simon Glazer et Louis Salomon demandant qu'une école juive située au No 152 rue Elgin, soit exemptée du paiement de la taxe foncière.

Renvoyée au trésorier et aux avocats de la Cité pour rapport.

5.—Soumise une lettre de M. Joseph Pusenger demandant une indemnité pour blessures qu'il s'est infligées par suite du mauvais état du trottoir rue Ste-Cécile.

Soumise aussi une lettre de M. Fabre Surveyer, avocat approuvant cette demande.

*Résolu:* De renvoyer ces lettres à la sous-commission des Réclamations et aux avocats de la Cité, pour rapport.

6.—Soumise une lettre de MM. Brown, Montgomery & McMichael, avocats, au nom de la Cie Montreal Light,

## FINANCE COMMITTEE

*Report of meeting held the 3rd of June.*

Present: Ald. L. A. Lapointe, chairman, Lavolette, Fraser, Guay, J. B. A. Martin, Robinson and Séguin.

The minutes of the last meeting were read and confirmed.

1.—The minutes of the sub-committee on Claims, held the 2nd of June 1909, were read and confirmed.

Ald. Robinson took his seat.

2.—Submitted a letter from the "Association St. Jean-Baptiste" of Montreal, asking that a sum of \$3,000 be voted in connection with the celebration of the 75th anniversary of its foundation, on the 24th of June instant, so as to enable the said association to receive the delegations who intend to visit Montreal on that occasion.

Messrs Thos. Gauthier and J. C. Beauchamp explained to the Committee that the City will benefit by the large number of persons who will visit Montreal on this occasion.

Ald. Robinson then moved:

Whereas it would be in the public interest and in the interest of the City generally to contribute a certain sum in order to make this festival a success and to allow the City to extend official receptions to the numerous delegations who are coming to visit from all the parts of America.

Be it Resolved:

That a sum of \$3,000 be voted for said purpose, subject nevertheless, to the City attorneys' approval.

3.—Submitted and read a resolution adopted by the Special Committee on Receptions and a letter from the secretary of the Committee asking that certain sums be voted for receptions, as follows:

For the reception of delegates (about 300 in number), who will attend the fifth congress of the International Council of Women, on the 11th instant . . . . .	\$ 600
To make certain arrangements in connection with the coming convention of the Union of American Municipalities, to be held in Montreal, in the month of August next . . . . .	500
Unforeseen expenditure . . . . .	400
	\$1,500

Ald. Séguin took his seat.

Ald. Sadler, chairman of the Special Committee on Receptions, appeared before the Committee and supported the said requisition.

It was then

*Resolved:* That the said sums be voted and charged against the appropriation for "Receptions".

4.—Submitted a letter signed by Mr. Simon Glazer and Louis Salomon asking that a Jewish school situated No 152 Elgin street, be exempted from taxation.

Referred to the City treasurer and to the City attorneys for a report.

5.—Submitted a letter from Mr. Joseph Pusenger asking for an indemnity for injuries caused by the bad state of sidewalks on Ste-Cécile street.

Submitted also a letter from Mr. Fabre Surveyer, advocate, in support of said claim.

*Resolved:* That said letters be referred to the sub-committee on Claims and to the City attorneys for a report.

6.—Submitted a letter from Messrs. Brown, Montgomery & McMichael, advocates, on behalf of the Montreal Light



Heat and Power, réclamant le paiement d'un compte de 2,238 pour éclairage des rues de la municipalité de de Lorimier, maintenant quartier de Lorimier.

Renvoyée aux avocats de la Cité et au contrôleur pour rapport.

7.—Soumis un rapport du surintendant de l'Aqueduc au sujet de la demande de M. A. Mailhot, pour la pose d'un tuyau à l'eau rue Papineau, entre l'avenue Mont-Royal et la rue Gilford, à peu près 276 pieds.

Résolu: De recommander qu'ordre soit donné à la Compagnie Montreal Water and Power de poser ce tuyau conformément aux contrats passés entre la Cité et ladite Compagnie.

8.—Soumise une lettre de Mad. M. Gibb, présidente de l'Institution Ladies Benevolent, demandant que soit augmentée l'allocation mensuelle que la Ville paie pour l'entretien des enfants qu'elle envoie à ladite institution.

Renvoyée au surintendant du département de l'Assistance municipale pour rapport et pour qu'il mette devant la Commission une copie de l'arrangement intervenu entre la Cité et l'Institution en question.

9.—Soumis un extrait des procès-verbaux de la Commission des Incendies et de l'Eclairage, transmettant certains comptes du département de la Voirie pour réparations à des drains en face des casernes de pompiers.

Renvoyé à la Commission des Incendies et de l'Eclairage avec prière de fournir des renseignements et des explications au chef du service au sujet de ces comptes.

10.—Soumis (a) Une lettre de M. Z. Benoit, ex-chef du département des Incendies, demandant à la Commission des Finances de faire la procédure nécessaire afin de lui permettre de toucher la somme de \$3,500 qui lui a été votée par le Conseil le 16 novembre 1908, lequel vote vient d'être ratifié par la Législature.

(b) Certificat de l'avocat en chef de la Cité, à ce sujet. Résolu: De faire rapport au Conseil, l'informant de l'adoption de la loi en question et recommandant que conformément à cette loi, ladite somme de \$3,500 soit payée à l'ex-chef Benoit, à même le Fonds de Réserve.

11.—Soumis l'état de la caisse pour la semaine finissant le 2 juin 1909.

Encaisse aux banques au 29 mai 1909 . . . . .	\$2,579,643
Recettes . . . . .	78,090
	<hr/>
	\$2,657,733
Déboursés . . . . .	103,984
	<hr/>
Balance . . . . .	\$2,553,749

Encaisse aux banques comme suit:

Banque de Montréal . . . . .	\$1,750,396
Banque d'Hochelaga . . . . .	503,353
Banque de Québec . . . . .	300,000
	<hr/>
	\$2,553,749

12.—Soumise une lettre de M. Jos. Normandin demandant de l'emploi. Déposée sur le bureau.

13.—Soumises des lettres de MM. Bauset, asst. greffier et J. Charlebois, au sujet de la préparation de plans des nouveaux quartiers. Renvoyées à la Commission de la Voirie pour son opinion sur cette question.

14.—Soumis un extrait des procès-verbaux du Conseil, assemblée tenue le 25 mai 1909, au sujet de la prochaine convention de l'Union des Municipalités Canadiennes qui doit avoir lieu à Medicine Hat. Délibération remise.

15.—Soumis un extrait des procès-verbaux du Conseil, assemblée tenue le 25 mai 1909, transmettant une communication du département en Loi, au sujet du remboursement des frais de voyage à Ottawa aux personnes qui ont comparu devant la Commission des Chemins de fer dans la cause de la Cité vs Montreal Park and Island Ry Co. Résolu: De prier le contrôleur de mettre devant la Commission, à la prochaine séance, tous les comptes à ce sujet.

16.—Soumis le rapport de MM. A. Langevin et Wm. C. Owens, estimateurs, au sujet de la valeur du terrain à

Heat & Power Co., asking for the payment of an account of \$2,238.00 for the lighting of the streets in the town of deLorimier, now deLorimier ward.

Referred to the City attorneys and to the comptroller for a report.

7.—Submitted a report from the superintendent of the Water Works, anent Mr. A. Mailhot's request for the laying of a water pipe in Papineau street, between Mount Royal avenue and Gilford street, about 276 feet.

Resolved: To recommend that orders be given to the Montreal Water and Power Co., to lay said pipe as per agreements entered into between the City and said Company.

8.—Submitted a letter from Mrs. M. Gibbs, president of the Ladies Benevolent Institution, asking that the monthly allowance paid by the City for the maintenance of children sent to said institution, be increased.

Referred to the superintendent of the department of Municipal Assistance for a report and with instructions to lay before the Committee a copy of the agreement entered into between the City and the said Institution.

9.—Submitted an extract from the minutes of the Fire and Light Committee transmitting certain accounts from the Road department for repairs to drains opposite fire stations.

Referred to the Fire and Light Committee with a request that explanations be given by the chief of the Fire department anent said accounts.

10.—Submitted (a) A letter from Mr. Z. Benoit, ex-chief of the Fire department, requesting the Finance Committee to take the necessary legal steps so that he may be paid the sum of \$3,500 which was voted to him by Council on the 16th of November 1908, which resolution was confirmed by the Legislature.

(b) Certificate from the chief City attorney in this connection.

Resolved: That a report be made to Council informing its members that the law in question has been adopted and recommending that in accordance with the same, the said sum of \$3,500 be paid to ex-chief Benoit and charged against the Reserve Fund.

11.—Submitted the statement of cash for week ending the 2nd of June 1909.

Cash in banks, May 29, 1909 . . . . .	\$2,579,643
Receipts . . . . .	78,090
	<hr/>
	\$2,657,733
Disbursements . . . . .	103,984
	<hr/>
Balance . . . . .	\$2,553,749

Cash in Banks as follows:

Bank of Montreal . . . . .	\$1,750,396
Banque d'Hochelaga . . . . .	503,353
Quebec Bank . . . . .	300,000
	<hr/>
	\$2,553,749

12.—Submitted a letter from Mr. Jos. Normandin applying for a position. Laid on the table.

13.—Submitted letters from Messrs. R. Bauset, asst. City clerk and J. Charlebois anent plans for the new wards.

Referred to the Road Committee for their opinion thereon.

14.—Submitted an extract from the minutes of Council, at the meeting held on the 25th of May 1909, anent the coming convention of the Union of Canadian Municipalities to be held at Medicine Hat.

Consideration deferred.

15.—Submitted an extract from the minutes of a meeting of the City Council, held the 25th of May 1909, transmitting a communication from the Law Department, anent the refund of travelling expenses to Ottawa, to parties who appeared before the Railway Commissioners in the case of the City vs The Montreal Park and Island Ry. Co.

Resolved: That the comptroller be instructed to lay before the Committee, at its next meeting, all the accounts in this connection.

16.—Submitted the report from Messrs. A. Langevin and Wm. C. Owens, assessors, anent the value of the piece of



Verdun, que la Ville loue au Grand Trunk Boating Club, ainsi que du morceau de terrain voisin qui appartient aussi à la Ville.

Et un débat s'engageant, il est

**Résolu:** De faire rapport au Conseil recommandant que le bail passé entre la Cité et ledit club devant Victor Morin, en 1897, soit annulé et que le Département en Loi reçoive instruction de donner au Grand Trunk Boating Club l'avis de 6 mois requis par une des clauses dudit bail.

17.—M. J.-M.-M. Duff se présente devant la Commission et se plaint de l'état de choses causé par l'expropriation de la 5ième section de la rue St-Antoine.

M. l'échevin Sadler adresse aussi la Commission sur cette question.

M. O. Lavallée, avocat de la Cité, explique les difficultés qui sont survenues et qui ont causé les retards dont on se plaint.

Il est alors

**Résolu:** De demander aux avocats de la Cité s'il serait possible de déposer en Cour un montant approximatif pour couvrir le montant des indemnités qui sont réclamées et prendre possession immédiate de la partie élargie de la rue St-Antoine.

18.—Soumis un projet de bail entre le Département des Chemins de fer et Canaux et la Cité, pour la location d'un morceau de terrain faisant partie de la réserve du Canal Lachine, dans le but d'y ériger une caserne de pompiers.

Soumis aussi le rapport du contrôleur de la Cité et du secrétaire de la Commission à ce sujet.

M. Tremblay, chef du département des Incendies, explique que des démarches ont été faites par l'échevin Gallery et par la Commission pour obtenir un bail emphytéotique de ce terrain, à un loyer nominal.

Il est alors,

**Résolu:** De recommander au Conseil de remercier le Département des Chemins de fer et Canaux de son offre, vu qu'il ne peut être question pour la Ville de construire une caserne de pompiers sur un terrain loué à des conditions aussi onéreuses que celles mentionnées dans le projet de bail en question.

19.—Soumis un rapport de la Commission de la Voirie, demandant un crédit de \$1,200 pour réparer cette partie du chemin Victoria ou avenue Papineau, s'étendant de l'Avenue Mont-Royal à la rue des Carrières. Ainsi que cette partie du chemin de la Côte Ste-Catherine ou rue des Carrières, s'étendant de l'avenue Papineau à la rue St-Denis.

A ce sujet soumise une communication du département en Loi, informant la Commission qu'une requête pour bref de mandamus a été présenté et que l'audition de cette requête est fixée pour le 7 du courant.

M. le président informe alors la Commission que le Conseil, à une assemblée tenue le 15 mars 1909, a ordonné à la Commission de la Voirie de procéder aux réparations en question et a voté pour cette fin une somme de \$1,200 à même le crédit pour réparations au macadam des rues.

Il est en conséquence,

**Résolu:** D'attirer l'attention de la Commission de la Voirie sur cette résolution et la prier d'ordonner que lesdites réparations soient exécutées sans délai.

20.—Soumise une lettre de M. D. Forget, offrant de vendre des exemplaires de l'Histoire de Montréal, publiée en 1903.

Renvoyée à la Commission de l'Hôtel de Ville.

21.—Soumise une communication du Département en Loi recommandant d'accepter sous toute réserve l'offre de M. J.-A. Gougeon jr., de céder à la Cité moyennant le paiement d'une somme de \$2,550, certains lots lui appartenant, qui doivent être expropriés pour le prolongement de l'avenue de la Montagne entre l'avenue Maplewood et le Chemin de la Côte Ste-Catherine dans le quartier Mont-Royal.

**Résolu:** De faire rapport au Conseil recommandant d'accepter l'offre de M. Gougeon aux conditions mentionnées dans la communication du Département en Loi. Ladite somme devant être imputée sur le crédit voté à cette fin (\$6,000.)

A la demande de MM. les échevins Leclair et Sadler, il est,

**Résolu:** De prier la Commission de l'Aqueduc de soumettre un nouveau rapport et un estimé des crédits absolument nécessaires pour travaux permanents.

land at Verdun, rented to the Grand Trunk Boating Club, and of the adjoining piece of land which is also owned by the City.

And a debate arising, it was

**Resolved:** That a report be made to Council, recommending that the lease made between the City and the said Club, before Victor Morin, in 1897, be annulled and that the Law Department be instructed to give the Grand Trunk Boating Club, the six months' notice required by one of the clauses of said lease.

17.—Mr. J. M. M. Duff appeared before the Committee and complained of the state of things caused by the expropriation of St-Antoine street, 5th section.

Ald. Sadler also addressed the Committee on said question.

Mr. O. Lavallée, City attorney, explained the difficulties which had arisen and caused the delays complained of.

It was then

**Resolved:** That the City attorneys be requested to state whether it would be possible to deposit in Court an approximate sum to cover the amount of indemnities which are claimed and take immediate possession of the widened part of St. Antoine street.

18.—Submitted a proposed lease between the Department of Railways and Canals and the City, for the renting of a piece of land forming part of the reserve of Lachine Canal, for the purpose of erecting thereon a fire-station.

Submitted also the report of the City comptroller and the secretary of the Committee in this connection.

Mr. Tremblay, chief of the Fire department, explained that steps were being taken by Ald. Gallery and by the Committee to obtain an emphyteutic lease for the said piece of land at a nominal rent.

It was also

**Resolved:** That a report be made to Council recommending that the Department of Railways and Canals be informed that the City cannot accept their offer, inasmuch as it would be impossible for the City to undertake to erect a fire-station on a piece of land rented on such onerous conditions.

19.—Submitted a report from the Road Committee asking that an appropriation of \$1,200 be voted to repair Victoria road or Papineau avenue, from Mount-Royal avenue to Carrières street; also that part of Côte Ste. Catherine road or Carrières street, extending from Papineau avenue to St. Denis street.

In this connection, submitted a letter from the Law Department, informing the Committee that a petition for a writ of *mandamus* was presented and that the hearing of said petition had been fixed for the 7th instant.

The chairman then informed the Committee that Council, at a meeting held the 15th of March 1909, had ordered the Road Committee to proceed with the said repairs and voted for said purpose a sum of \$1,200 from the appropriation for repairs to macadamized streets.

It was accordingly

**Resolved:** That the Road Committee's attention be called to the said resolution and with a request that they order the said repairs to be made without delay.

20.—Submitted a letter from Mr. D. Forget offering to sell copies of the History of Montreal, published in 1903.

Referred to the City Hall Committee.

21.—Submitted a letter from the Law Department recommending to accept under reserve the offer made by Mr. J. A. Gougeon to cede to the City for the sum of \$2,550 certain lots owned by him, and which are to be expropriated for the extension of Mountain avenue, between Maplewood avenue and Côte Ste. Catherine road, in Mount Royal ward.

**Resolved:** That a report be made to Council, recommending that Mr. Gougeon's offer be accepted upon the conditions mentioned in the communication of the Law Department. The said sum to be charged against the appropriation voted for said purpose (\$6,000.)

At the request of Ald. Leclair and Sadler, it was

**Resolved:** That the Water Committee be requested to submit another report and estimate for appropriations absolutely necessary for permanent works.



Soumise une lettre du trésorier de la Cité, déclarant que M. E. Lavallée, un des fonctionnaires sous ses ordres, est encore malade et incapable de reprendre son travail.

Une lettre de M. E. Lavallée est soumise demandant un nouveau congé jusqu'au 1er octobre prochain, en par la Cité ne lui payant aucun salaire durant ce congé.

*Résolu:* D'acquiescer à la demande de M. Lavallée.

Soumise les comptes suivants pour travaux en rapport avec les amendements à la charte.

C. Lindsay . . . . .	\$ 25
A. Dionne, sténographe . . . . .	100
J.-A. Grenier, copiste . . . . .	5
Hector Poitras . . . . .	100
Chs.-G. Delagrave . . . . .	40
	<hr/>
	\$270

Ces comptes étant approuvés par l'avocat en chef de la Cité, il est,

*Résolu:* De les payer.

Soumis les tableaux d'assiduité des fonctionnaires des départements des Licences et du Revenu pour le mois de mai.

Déposés aux archives.

M. l'échevin Laviolette, appuyé par M. l'échevin Séguin,

*Propose:* Que les amendements à la charte de la Cité de Montréal ayant été adoptés par la Législature de Québec le 29 mai dernier, cette Commission recommande au Conseil d'ordonner l'élargissement de l'avenue Papineau, aux coins sud-est et sud-ouest de l'avenue Dorchester, par l'expropriation des lots Nos. 231, 228, partie de 229 et partie de 227 du cadastre du quartier Ste-Marie, le coût de cette expropriation étant payable par la Cité à même le fonds du dans l'intérêt public, et de plus qu'instructions soient données à l'Inspecteur et aux avocats de la Cité de préparer les plans et instituer les procédures nécessaires pour donner effet à ladite loi.

Et un débat s'engageant, il est

*Résolu:* De faire rapport au Conseil recommandant qu'instructions soient données à l'Inspecteur de la Cité de préparer des plans, et aux estimateurs de la Cité de soumettre des estimés des améliorations suivantes qui sont autorisés par la loi.

1. Agrandir le parc LaFontaine sur le côté Est, en expropriant les immeubles situés dans le quartier Duvernay (au Sud de l'Avenue du parc LaFontaine, ci-devant la rue Rachel) et dans le quartier Papineau à l'Ouest de l'avenue Papineau.

2. Elargir l'avenue Papineau aux coins Sud-est et Sud-ouest de la rue Dorchester, par l'expropriation des lots Nos 231, 228, partie du lot No 229 et partie du lot No 227 du cadastre du quartier Ste-Marie.

3. Prolonger la rue Sherbrooke, de l'avenue de Lorimier jusqu'à l'avenue Papineau.

4. Ouvrir la rue Johnstone depuis la ruelle St. Christophe jusqu'à la rue St-Hubert.

5. Ouvrir l'avenue Laurier depuis la section de cette rue dont la Cité est propriétaire jusqu'à et y compris la rue Brébeuf, suivant le plan homologué de la Cité.

6. Compléter l'élargissement de la rue de la Montagne, depuis la rue Notre-Dame à la rue Dorchester, suivant le plan homologué de la Cité.

7. Compléter l'agrandissement de la rue Guy, depuis la rue St-Jacques à la rue Dorchester, suivant le plan homologué de la Cité.

8. Compléter l'élargissement de la rue Saint-David, depuis la rue Notre-Dame à la rue Saint-Antoine, suivant le plan homologué de la Cité.

9. Compléter l'élargissement de la rue Roy, depuis la rue Notre-Dame à la rue Saint-Jacques, suivant le plan homologué de la Cité.

*Résolu:* De faire rapport au Conseil, recommandant qu'instruction soit donnée à l'inspecteur de la Cité de préparer suivant les dispositions de la charte concernant les expropriations pour améliorations locales, un rôle pour la répartition de la somme de \$1,500, étant la moitié du prix de \$3,000 qu'elle a payée pour la partie Sud-est du lot No. 1139 du cadastre du quartier Ste-Marie, acquise de Madame Mann et destiné à servir au prolongement de la rue Gauthier, sur les propriétaires des immeubles situés de chaque

Submitted a letter from the City treasurer stating that Mr. E. Lavallée, one of the officials under his control was still ill and unable to resume his duties.

Submitted a letter from M. E. Lavallée asking for an other leave of absence until the 1st of October next, the City not to pay him any salary during his absence.

*Resolved:* That Mr. Lavallée's request be granted.

Submitted the following accounts for work in connection with the amendments to the City charter.

C. Lindsay . . . . .	\$ 25
A. Dionne, stenographer . . . . .	100
J. A. Grenier, copyist . . . . .	5
Hector Poitras . . . . .	100
Chs. G. Delagrave . . . . .	40
	<hr/>
	\$270

The said accounts having been approved by the chief City attorney, it was

*Resolved:* That the same be paid.

Submitted record of attendance of employes of the License and Revenue departments, for the month of May.

Filed of record.

Ald. Laviolette, seconded by Ald. Séguin,

*Moved:* That the amendments to the charter of the City of Montreal having been adopted by the Quebec Legislature, on the 29th of May last, this Committee recommend to Council to order the widening of Papineau avenue, at the southeastern and southwestern corners of Dorchester street, by expropriating lots Nos 231, 228, part of lot No. 229 and part of lot No. 227 of the cadastre of St. Mary's ward, the cost of said expropriation payable by the City out of the proceeds of the loan the City is authorized to raise in the public interest, and furthermore, that instructions be given to the City attorneys and to the City surveyor to prepare plans and take the necessary legal steps to give effect to the said law.

And a debate arising, it was

*Resolved:* That a report be made to Council recommending that instructions be given to the City surveyor to prepare plans and to the City assessors to submit estimates for the following improvements which are authorized by law.

1. To enlarge La Fontaine Park, to the East, by expropriating the immoveables situate in Duvernay ward (to the South of La Fontaine Park avenue, formerly Rachel street) and in Papineau ward, West of Papineau avenue.

2. To widen Papineau avenue at the southeastern and southwestern corners of Dorchester street, by expropriating lots Nos. 231, 228, part of lot No. 229 and part of lot No. 227 of the cadastre of St. Mary's ward.

3. To extend Sherbrooke street, from deLorimier avenue to Papineau avenue.

4. To open Johnstone street, from St. Christophe lane to St. Hubert street.

5. To open Laurier avenue, from the section of that street owned by the City up to and including Brébeuf street according to the homologated plan of the City.

6. To complete the widening of Mountain street, from Notre-Dame to Dorchester street, according to the homologated plan of the City.

7. To complete the widening of Guy street, from St. James to Dorchester street, according to the homologated plan of the City.

8. To complete the widening of St. David street, from Notre-Dame to St. Antoine street, according to the homologated plan of the City.

9. To complete the widening of Roy street, from Notre-Dame to St. James street, according to the homologated plan of the City.

*Resolved:* That a report be made to Council recommending that instructions be given to the City surveyor to prepare, according to the provisions of the charter concerning local improvements, a roll of assessment for the sum of \$1,500 representing one half the sum of \$3,000 paid by the City for the southeastern part of lot No. 1139 of the cadastre for St. Mary's ward, purchased from Mrs. Mann and intended for the extension of Gauthier street, on the



côté du prolongement de ladite rue. La contribution foncière pour le coût de cette expropriation pourra être payée par les propriétaires intéressés par paiements annuels durant une période de temps de pas plus de 5 ans avec intérêt légal sur toute balance restant non payée.

**Résolu:** De faire rapport au Conseil, recommandant qu'instruction soit donnée à l'Inspecteur de la Cité de préparer, conformément aux dispositions de l'article 450 de la charte, un rôle pour la perception du coût de l'expropriation pour le prolongement de la rue Lemoine, lequel coût, d'après la loi qui vient d'être adoptée par la Législature de Québec, peut être prélevé sur les propriétaires du quartier Ouest en proportion de l'étendue de front de leurs propriétés.

**Résolu:** De faire rapport au Conseil, recommandant que l'Inspecteur de la Cité reçoive ordre de faire un rôle spécial de cotisation, pour répartir la moitié du coût du canal d'égout construit par la corporation du Village de Lorimier, sur la rue Iberville, au Sud et au Nord de la voie du chemin de fer Canadien du Pacifique, jusqu'à la rue Masson.

Cette répartition ne devant pas affecter les propriétaires des immeubles qui longent le côté Nord de ladite rue Iberville, entre les limites susmentionnées, et devant être faite suivant les formalités et dispositions des règlements concernant les égouts et d'après le plan préparé par l'Inspecteur de la Cité.

Soumise une communication du Département en Loi, au sujet des comptes pour l'érection d'une cheminée à la station de pompe du réservoir du bas niveau, suivant les ordres de l'ex-maire Ekers, déclarant qu'il importe à la Commission des Finances d'approuver le paiement desdits comptes, en faisant constater que ces travaux ont été faits pour et dans l'intérêt de la Cité de Montréal, et de recommander au Conseil de reconnaître et ratifier ladite dépense d'argent comme valable et légitime et en ordonner le paiement.

Et un débat s'engageant,

Attendu que d'après le rapport de l'inspecteur des chaudières, M. O. Champagne, il est établi que l'érection de cette cheminée a été faite pour et dans l'intérêt de la Cité et que tous ces travaux ont été faits sous sa surveillance et qu'il a contrôlé toute la dépense;

Attendu que tous les comptes à ce sujet, qui s'élèvent à \$2,970.71, sont approuvés et certifiés par ledit M. Champagne, il est

**Résolu:** De recommander au Conseil de ratifier et confirmer telle dépense d'argent comme valable et légitime (MM. les échevins Laviolette et Séguin dissidents).

Soumis un état préparé par le trésorier de la Cité, montrant la balance de cotisations foncières annuelles non perçues au 1er juin 1909.

Déposé sur le bureau.

Soumis un rapport du contrôleur de la Cité et du secrétaire du Bureau des Estimateurs, démontrant les sommes à payer en vertu du règlement No. 362 par MM. J. Robinson et A. Gauthier, pour permis de construire des voûtes sous les trottoirs en face de leurs propriétés respectives, s'élevant à, comme suit:

M. J. Robinson, 295 Bleury . . . . .	\$19.50
M. J. Robinson, 196 Ste-Catherine-Ouest . . . . .	11.18
M. A. Gauthier, 21 Charbonneau . . . . .	62

Les rapports de la Commission de la Voirie à ce sujet, sont alors soumis et approuvés aux conditions suivantes.

(1) Ledit J. Robinson payera à la Cité la taxe annuelle imposée en vertu du règlement No 362, ladite taxe étant fixée à \$30.68 pour l'année courante et devant être inscrite au rôle de perception des taxes;

(2) Ledit J. Robinson sera responsable de tous accidents et dommages à la personne ou à la propriété, tant privée que publique, qui pourront résulter de l'usage desdites portions de trottoir, et défendra la Ville et la tiendra indemne de toute responsabilité ou de toutes réclamations qui pourront être faites contre cette dernière;

(3) Le présent privilège ne sera pas considéré comme constituant une renonciation au droit de la Cité de faire, en aucun temps, si le Conseil le décide, disparaître lesdites voûtes et soute à charbon, et ledit J. Robinson n'aura droit, dans ce cas, à aucune compensation quelconque.

Un acte notarié sera aussi préparé à cet effet et signé par les parties intéressées ainsi que par Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité, au nom de la Cité. Ledit

owners of real estate situate on each side of the extension of said street. The assessment required for the cost of said expropriation may be paid by interested proprietors by annual instalments during a period of not more than 5 years with legal interest on any balance left unpaid.

**Resolved:** That a report be made to Council recommending that instructions be given to the City surveyor to prepare, according to the provisions of article 450 of the charter, a roll for the collection of the cost of expropriation for the extension of Lemoine street, which cost, according to the law just adopted by the Quebec Legislature, may be levied on the proprietors of the West ward, in proportion to the frontages of their properties.

**Resolved:** That a report be made to Council recommending that the City surveyor be ordered to prepare a special assessment roll for the apportionment of one-half of the cost of the sewer constructed by the corporation of the village of deLorimier, on Iberville street, North and South of the Canadian Pacific Railway track, to Masson street.

Such apportionment shall only affect the owners of moveables bordering upon the North side of the said Iberville street between the above mentioned limits, and shall be made according to the formalities and provisions of the by-laws concerning sewers and in accordance with the plan prepared by the City surveyor.

Submitted a communication from the Law Department anent the accounts for the erection of a chimney at the low level pumping station, according to orders from ex-mayor Ekers, stating that the Finance Committee should approve the payment of said accounts, inasmuch as said work were done for and in the interest of the City of Montreal, and recommend to Council that they should acknowledge and ratify the said expenditure as valid and legitimate and to order payment of same.

An a debate arising,

Whereas, in the report made by the Boiler inspector, Mr. E. O. Champagne, it is stated that the said chimney was erected for and in the interest of the City, and that all the work was done under his supervision, and that he had controlled all the expenditure;

Whereas all the accounts connected therewith amounting to \$2,970.71, are approved of and certified by the said Mr. Champagne, it was

**Resolved:** That a report be made to Council recommending that said expenditure be ratified and confirmed as valid and legitimate. (Ald. Laviolette and Séguin dissenting).

Submitted a statement prepared by the City treasurer showing the balance of annual assessments uncollected up to the 1st of June 1909.

Laid on the table.

Submitted a report from the City comptroller and the secretary of the Board of Assessors, stating that the sums to be paid under by-law No. 362, by Messrs. J. Robinson and A. Gauthier for permission to build vaults under the sidewalks opposite their respective properties are as follows:

Mr. J. Robinson, 295 Bleury . . . . .	\$19.50
Mr. J. Robinson, 196 Ste. Catherine W. . . . .	11.18
Mr. A. Gauthier, 21 Charbonneau . . . . .	62

The reports from the Road Committee in this connection were then submitted and approved of, on the following conditions:

(1) The said J. Robinson shall pay the City the annual tax provided for in by-law No. 362, the same being fixed at \$30.68 for the current year and to be inscribed on the tax collection roll;

(2) The said J. Robinson shall be liable for all accidents and damages resulting from the use of said parts of the sidewalk, which may be occasioned to any person or property, private or public, and shall be held to defend and hold the City harmless against all responsibility or claims which may be made against the City;

(3) The present privilege shall not be construed as being a waiver of the rights of the City to have the said vaults and coal chute removed, whenever the Council so decides, and the said J. Robinson shall not be entitled in such event to any compensation whatsoever.

A notarial deed shall also be prepared to that effect and shall be signed by interested parties, and by His Worship



acte ainsi qu'une copie pour la Cité sera payable par ledit M. Jas. Robinson.

Ledit acte devra être enregistré sur l'immeuble dudit J. Robinson.

(1) Ledit A. Gauthier payera à la Cité la taxe annuelle imposée en vertu du règlement No 362, ladite taxe étant fixée à \$1.00 pour l'année courante et devant être inscrite au rôle de perception des taxes;

(2) Ledit A. Gauthier sera responsable de tous accidents et dommages à la personne ou à la propriété, tant privée que publique, qui pourront résulter de l'usage de ladite portion de trottoir, et défendra la Ville et la tiendra indemne de toute responsabilité ou de toutes réclamations qui pourront être faites contre cette dernière;

(3) Le présent privilège ne sera pas considéré comme constituant une renonciation au droit de la Cité de faire, en aucun temps, si le Conseil le décide, disparaître ladite voie, et ledit A. Gauthier n'aura droit, dans ce cas, à aucune compensation quelconque.

Un acte notarié sera aussi préparé à cet effet et signé par les parties intéressées ainsi que par Son Honneur le Maire et le greffier de la Cité, au nom de la Cité.

Ledit acte devra être enregistré sur l'immeuble dudit A. Gauthier et le coût dudit acte et d'une copie pour la Cité sera payé par ledit M. Gauthier.

**Résolu:** De demander aux avocats et à l'inspecteur de la Cité de faire rapport relativement à la résolution du Conseil ordonnant à la Cie Sherwin-Williams de démolir un pont qu'elle avait construit sans autorisation, au-dessus de la rue Atwater.

Soumis un rapport de la Commission des Marchés demandant un crédit de \$37.50 pour réparer la bascule du marché à foin.

**Résolu:** D'approuver ce rapport.

Soumis les rapports suivants de la Commission des Incendies et de l'Eclairage,

(a) Demandant qu'une somme de \$498.00, soit prise sur le crédit voté pour le "lavage des postes" et appliqué à l'achat de certains meubles pour la nouvelle caserne centrale.

**Résolu:** D'approuver ce rapport.

(b) Recommandant d'acheter des uniformes pour certains officiers du département.

**Résolu:** De renvoyer ce rapport à la Commission des Incendies et de l'Eclairage pour plus amples renseignements.

(c) Recommandant qu'une police acquittée de \$1,000, payable à ses héritiers, lors de son décès, soit accordée à M. Thos. McMahon qui a été membre de la brigade des incendies pendant au-delà de 20 ans.

Une opinion des avocats de la Cité, favorable à cette demande, étant attachée à ce rapport, il est

**Résolu:** De l'approuver.

(d) Recommandant que le chef de la brigade des Incendies soit autorisé à commander des uniformes pour les 3 hommes employés de la boutique qui s'occupe de réparations aux postes et, que le montant nécessaire soit imputé sur le crédit voté pour uniformes.

M. l'échevin Laviolette propose:

Que ce rapport soit approuvé pourvu que le montant à être dépensé pour ces uniformes ne s'élève pas à plus de \$25 pour chaque homme.

La Commission se partage:

**Pour:** J.-B.-A. Martin, Guay, Laviolette et Séguin—4.

**Contre:** Robinson, Fraser et L.-A. Lapointe—3.

Ainsi elle est adoptée et, il est

**Résolu:** En conséquence.

(e) Recommandant que certains comptes en souffrance pour entretien des chevaux soient payés à même les crédits de l'année courante pour "Entretien des chevaux".

Ce rapport est renvoyé au contrôleur de la Cité et au chef du département des Incendies pour rapport et pour qu'ils annexent les comptes que l'on recommande de payer.

(f) Recommandant qu'une somme de \$200 soit prise sur le crédit pour "salaire des pompiers" et appliquée au salaire de MM. A. Desrochers et Bruno Brunet.

Et un débat s'engageant, il est

**Résolu:** De remettre l'étude de ce rapport à la prochaine séance.

the Mayor and the City clerk, on behalf of the City. The said deed and a copy of same for the City to be paid by the said Mr. Jas. Robinson. The said deed to be registered on the property of the said J. Robinson.

(1) The said A. Gauthier shall pay the City the annual tax provided for in by-law No. 362, the same being fixed at \$1.00 for the current year and to be inscribed on the tax collection roll;

(2) The said A. Gauthier shall be liable for all accidents and damages resulting from the use of any part of the sidewalk, which may be occasioned to any person or property, private or public, and shall be held to defend and hold the City harmless against all responsibility or claims which may be made against the City;

(3) The present privilege shall not be construed as being a waiver of the rights of the City to have the said vault removed whenever the Council decide to do so, and the said A. Gauthier shall not be entitled, in such event, to any compensation whatsoever.

A notarial deed shall also be prepared to that effect and shall be signed by interested parties and by His Worship the Mayor and the City clerk, on behalf of the City. The said deed and a copy of same for the City to be paid by the said A. Gauthier.

The said deed to be registered on the property of the said A. Gauthier.

**Resolved:** That the City attorneys and the City surveyor be requested to state what action has been taken in connection with the resolution of Council ordering the Sherwin Williams Co. to demolish a bridge erected by said company without authorization, over Atwater street.

Submitted a report from the Market Committee asking for an appropriation of \$37.50 to repair the hay market scale.

**Resolved:** To concur in said report.

Submitted the following reports from the Fire and Light Committee:

(a) Asking that a sum of \$498.00 be varied from the appropriation voted for "washing stations" and applied to the purchase of certain furniture for the new central station.

**Resolved:** To concur in said report.

(b) Recommending that uniforms for certain officers be purchased.

**Resolved:** That the said report be referred back to the Fire and Light Committee for further information.

(c) Recommending that a paid-up policy of \$1,000 be granted to Mr. Thos. McMahon, who has been a member of the Fire brigade for over 20 years, the said policy to be payable to his legal heirs, at his death.

An opinion from the City attorneys in favor of said request being annexed to said report, it was

**Resolved:** To concur in said report.

(d) Recommending that the chief of the Fire brigade be authorized to order uniforms for the three men employed in repairing stations, and that the said sum be charged against the appropriation voted for uniforms.

Ald. Laviolette

**Moved:** That the said report be approved of, provided the sum to be spent for the said uniforms does not exceed \$25.00 for each man.

The Committee divided:

**Yeas:** J. B. A. Martin, Guay, Laviolette, Séguin—4.

**Nays:** Robinson, Fraser, L. A. Lapointe—3.

So it was carried and

**Resolved:** Accordingly.

(e) Recommending that certain outstanding accounts for horsekeep be paid out of the appropriations voted for the current year for "Horsekeep".

**Resolved:** That said report be referred to the City controller and to the chief of the Fire department for a report, and that the accounts the payment of which is recommended be annexed to the same.

(f) Recommending that a sum of \$200 be varied from the appropriation voted for "firemen's wages" and applied to the salaries of Messrs A. Desrochers and Bruno Brunet.

And a debate arising, it was

**Resolved:** That consideration of said report be deferred until the next meeting.



(g) Recommandant qu'une somme de \$612.50 soit prise sur le crédit voté pour "uniformes" et appliquée à l'achat de faux cols, cravates et salopettes pour les pompiers.

*Résolu:* D'approuver ce rapport.

(h) Demandant certains crédits pour travaux permanents s'élevant à \$112,600, à savoir entre autres,

Pour construire un poste sur l'avenue des Cèdres, Parc Mont-Royal . . . . .	\$15,000
Pour construire une écurie en arrière du poste No 4, square Chaboillez . . . . .	2,000
Pour agrandir le poste No 10 . . . . .	3,200

*Résolu:* De recommander que la Commission des Incendies et de l'Eclairage soit autorisé à faire préparer des plans et des devis pour ces travaux et à demander des soumissions.

Pour construire un poste dans le quartier Mont-Royal.

Bâtisse . . . . .	\$20,000
Terrain . . . . .	3,000
	\$23,000

Pour construire un poste dans le quartier Ste-Marie (Rosemont).

Bâtisse . . . . .	\$20,000
Terrain . . . . .	1,200
	\$21,200

Pour construire un poste dans le quartier St-Denis (Villeray).

Bâtisse . . . . .	\$15,000
Terrain . . . . .	1,200
	\$16,200

*Résolu:* De recommander au Conseil de prier la Commission de Police et la Commission des Incendies et de l'Eclairage de préparer un rapport conjoint sur l'opportunité de ne construire qu'une seule bâtisse à chaque endroit qui servira de poste de police et de poste de pompiers.

Pour construire un poste rue Mill sur un terrain que la Ville louerait du Gouvernement Fédéral, à raison de \$150 par année . . . . .

\$32,000

*Résolu:* Que cette Commission ne peut approuver la construction d'un poste sur un terrain loué.

(i) Recommandant qu'une somme de \$500 soit votée pour certaines dépenses imprévues du département de l'Eclairage.

*Résolu:* D'approuver ce rapport.

(j) Recommandant qu'une somme de \$1,734 soit votée au département des Alarmes pour des fins d'administration.

*Résolu:* De recommander que les montants suivants soient votés.

Pour acheter 1,000 lbs de papier à registre	\$100
Pour réparations générales	500
Pour salaires des réparateurs de fils . . . . .	160
Energie électrique . . . . .	376
Ameublement . . . . .	50
Dépenses casuelles . . . . .	25
	\$1,211

(k) Demandant des crédits s'élevant à \$39,727 pour des fins d'administration.

Délibération remise.

(1) Demandant un crédit de \$5,000 pour acheter des lampes.

Délibération remise.

L'échevin Laviolette propose:

Vu l'opinion du Département en Loi, présentée à cette Commission le 21 du courant sur le cas de M. Louvigny de Montigny,

Qu'il soit *Résolu:*

Que soient ratifiés les virements de crédits recommandés par la résolution du Conseil en date du 29 mars dernier, réintégrant M. Louvigny de Montigny dans ses fonctions de directeur de la *Gazette Municipale* et de secrétaire de la Commission de l'Hôtel de Ville, et que soit présenté au Conseil un rapport en conséquence avec le certificat du contrôleur de la Cité.

(g) Recommending that a sum of \$612.50 be varied from the appropriation voted for "uniforms" and applied to the purchase of collars, neckties and overalls for firemen.

*Resolved:* To concur in said report.

(h) Asking for certain appropriations for permanent works amounting to \$112,600, to wit:

To construct a fire station on Cedar avenue, Mount-Royal Park . . . . .	\$15,000
For a stable in rear of No. 4 station, Chaboillez square . . . . .	2,000
For the extension of No. 10 station . . . . .	3,200

*Resolved:* That the Fire and Light Committee be authorized to prepare plans and specifications for the said works and to call for tender for same.

To build a station in Mount-Royal ward,

Building . . . . .	\$20,000
Land . . . . .	3,000
	\$23,000

To construct a station in St. Mary's ward, (Rosemont),

Building . . . . .	\$20,000
Land . . . . .	1,200
	\$21,200

To construct a station in St. Denis ward, (Villeray),

Building . . . . .	\$15,000
Land . . . . .	1,200
	\$16,200

*Resolved:* That a report be made to Council recommending that the Police and the Fire and Light Committees be instructed to prepare a joint report on the advisability of constructing but one building in each place, to be used as a combined police and fire station.

To construct a station on Mill street on a piece of land to be rented from the Federal Government, at \$150.00 per annum . . . . .

\$32,000

*Resolved:* That this Committee cannot approve of the erection of a station on a rented land.

(i) Recommending that a sum of \$500 be voted for certain unforeseen expenses in the Light department.

*Resolved:* To concur in said report.

(j) Recommending that a sum of \$1,734 be voted for the Fire alarm department for administration purposes.

*Resolved:* That the following sums be voted:

To purchase 1000 lbs register paper . . . . .	\$100
General repairs . . . . .	500
Salaries of linemen . . . . .	160
Electrical energy . . . . .	376
Furniture . . . . .	50
Contingencies . . . . .	25
	\$1,211

(k) Asking for appropriations amounting to \$39,727 for administration purposes.

Consideration deferred.

(1) Asking for an appropriation of \$5,000 to purchase lamps.

Consideration deferred.

Ald. Laviolette moved:

In view of the Law Department's opinion, submitted to this Committee on the 21st instant, in the case of Mr. Louvigny de Montigny,

Be it *Resolved:*

That the variation of appropriation recommended by a resolution of Council dated the 29th of March last reinstating Mr. Louvigny de Montigny in his position as director of the *Municipal Gazette* and as secretary of the City Hall Committee, be ratified; and that a report be made to Council accordingly with the City comptroller's certificate.



M. l'échevin L.-A. Lapointe donne alors certaines explications à la Commission et soumet les documents suivants:

\* \* \*

Montreal, le 12 mars 1909.

M. l'échevin L.-A. Lapointe,  
Président de la Commission des Finances,  
Montréal.

Cher Monsieur Lapointe,

Je reçois à l'instant une lettre de M. de Montigny au sujet de son renvoi de l'Hôtel de Ville.

Je me suis donné la peine de faire un examen de son cas, et je constate que dans le remaniement du mois de décembre, l'on a négligé de pourvoir au traitement de monsieur de Montigny et que sans raison d'un caractère officiel, il s'est trouvé en disponibilité le 1er janvier suivant.

Il me soumet sa cause et me prie de faire motiver son renvoi, afin qu'il ne puisse pas être donné de signification injurieuse à l'acte de la Commission des Finances, en date du 15 décembre dernier.

Je préférerais ne pas user des droits d'investigation que me confère la charte, et ne pas intervenir dans les décisions des échevins, et vous m'obligeriez beaucoup en tâchant de faire cesser aussitôt que possible une anomalie dont souffre M. de Montigny depuis bientôt trois mois.

Croyez-moi,

Cher monsieur Lapointe,

Votre dévoué serviteur,

LOUIS PAYETTE,  
Maire.

\* \* \*

Montréal, 13 mars 1909.

Monsieur Louis Payette,  
Maire de Montréal,

Montréal.

Monsieur le Maire,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre honorée en date du 12 mars courant concernant Monsieur L. de Montigny.

Vous vous êtes, dites-vous, donné la peine de faire un examen de son cas et vous auriez constaté que l'on aurait négligé de pourvoir au traitement de ce monsieur.

Ceci est vrai, si on lit littéralement les prévisions budgétaires de décembre dernier, mais si, en certains quartiers, l'on voulait mettre un peu de bonne volonté, on constaterait que la Commission des Finances, en faisant le retranchement qu'elle a fait, s'inspirait principalement de l'idée qu'il fallait, pour assurer le maintient de la *Gazette Municipale*, diminuer les dépenses qu'elle occasionnait, et en second lieu, de l'idée qu'il fallait réorganiser la bibliothèque technique.

Ces deux raisons avaient fait l'objet de discussions dans les Commissions, dans le Conseil, dans la presse et dans le public.

La Commission des Finances a recommandé, pour la Bibliothèque Technique, une appropriation plus élevée que celle que demandait la Commission de l'Hôtel de Ville, et j'ai déclaré à maintes reprises dans la Commission des Finances, dans le Conseil et dans les journaux que la Commission des Finances ne voulait pas s'immiscer dans la réorganisation du personnel du département de la Bibliothèque, et que la Commission de l'Hôtel de Ville avait tout l'argent nécessaire à sa disposition pour opérer les réformes désirées dans ce département; j'ai même déclaré, dans les mêmes circonstances, que la place de bibliothécaire, dans mon humble opinion, convenait bien mieux à M. de Montigny que celle qu'il avait auparavant, et vous le savez vous-même, Monsieur le Maire!

Le déplacement de M. de Montigny n'est attribuable qu'aux raisons ci-dessus exprimées qui sont d'un caractère purement administratif et d'économie en ce qui touche l'administration de la *Gazette Municipale*.

La Commission de l'Hôtel de Ville a discuté cette question de la réorganisation du personnel de la bibliothèque plusieurs fois depuis le commencement de cette année, mais elle n'a pas encore pris de décision définitive. Serait-ce parce que M. de Montigny déclarait qu'il n'était pas can-

Ald. L. A. Lapointe then gave the Committee certain explanations and submitted the following documents:

\* \* \*

Montreal, 12th March 1909.

Ald. L. A. Lapointe,  
Chairman of the Finance Committee,  
Montreal.

Dear Mr. Lapointe,

I have just received a letter from Mr. de Montigny anent his dismissal. I took the trouble of looking into his case, and I ascertained that when the appropriations were voted in the month of December, the salary of Mr. de Montigny was omitted and, that without any reason of an official character, he was left without any position on the 1st of January.

He submitted his case to me and asked that the reasons for which he has been dismissed be stated, so that no injurious interpretation may be given to the action taken by the Finance Committee on the 15th of December last.

I would prefer not avail myself of the rights of investigation conferred upon me by the charter, and not to interfere with the decision of the Aldermen, and you would greatly oblige me by endeavoring to put an end as soon as possible to an anomaly from which Mr. de Montigny has been suffering for nearly three months.

Believe me,

Dear Mr. Lapointe,

Yours truly

LOUIS PAYETTE,  
Mayor.

\* \* \*

Montreal, 13th March 1909.

Mr. Louis Payette,  
Mayor of Montreal,  
Montreal.

Mr. the Mayor,

I beg to acknowledge receipt of your favor, dated the 12th of March, concerning Mr. L. de Montigny.

You state that you took the trouble of examining his case and that you ascertained that we had neglected to provide for his salary.

This is true, if the budget voted in December last is read literally, but, if certain parties would show some good will, it would be found that the Finance Committee, in making their retrenchment, had in mind more particularly the fact that, in order to ensure the maintenance of the *Municipal Gazette*, it was necessary to curtail expenses connected therewith and, in the second place, that the technical library required to be reorganized. The two above reasons were the subject of discussions, in the Council, in the newspapers and in the public.

The Finance Committee recommended for the Technical Library a higher appropriation than that asked for by the City Hall Committee, and I repeatedly stated before the Finance Committee, before the Council and in the newspapers that the Finance Committee did not want to meddle with the reorganization of the staff of the Library, and that the City Hall Committee had all the necessary money at their disposal to effect the desired reforms in that department. I even stated, under the same circumstances, that the position of librarian, in my humble opinion, would better suit Mr. de Montigny than the position he formerly occupied, and you know it yourself, Mr. the Mayor!

The removal of Mr. de Montigny is attributed to the above mentioned reasons which are of purely administrative and economical character as regards the management of the *Municipal Gazette*.

The City Hall Committee have discussed the question of reorganizing the staff of the library several times since the beginning of this year, but they have not yet come to any definite decision. Is it because Mr. de Montigny stated that he would not be a candidate for the position



didat à la place de bibliothécaire et qu'il n'accepterait pas cette position? Je l'ignore.

Monsieur le Maire, tout en reconnaissant les pouvoirs que vous confère la charte, je ne peux admettre aucune anomalie de la part de la Commission des Finances sur cette question, et je crois que les motifs exprimés plus haut vous démontreront à l'évidence que la Commission des Finances, dans tout ceci, n'a eu en vue que le bien public.

J'ai lu votre lettre avec beaucoup de soin et j'arrive à la conclusion que tout ce que vous me demandez, c'est de bien vouloir faire cesser aussitôt que possible, une "anomalie" dont souffre M. de Montigny depuis bientôt trois mois. Je m'estimerais heureux si les motifs donnés plus haut peuvent faire disparaître cette "anomalie".

Si je n'ai pas saisi toute votre pensée et que votre désir soit de donner suite aux déclarations que j'ai souvent faites dans le Conseil et devant la Commission de l'Hôtel de Ville qu'il conviendrait de nommer M. de Montigny à la position de Bibliothécaire, vous pouvez compter sur mon plus entier concours.

J'ai l'honneur d'être,

Monsieur le Maire,

Votre bien dévoué,

L.-A. LAPOINTE.

\* \* \*

Sont aussi soumis les documents suivants:

(1) Une requête de M. de Montigny soumettant à la Commission Royale le cas de son renvoi du service municipal;

(2) Une requête de M. de Montigny *re* Clifford Smith.

M. l'échevin L.-A. Lapointe propose ensuite en amendement:

Vu qu'une plainte a été formulée par M. Louvigny de Montigny, devant la Commission Royale, accusant six des membres de la Commission des Finances de 1908, dont 4 sont membres de la Commission des Finances actuelle, à savoir MM. les échevins L.-A. Lapointe, Robinson, Fraser et Guay, d'avoir effectué son renvoi par malice et demandant à ladite Commission Royale de tenir une enquête à ce sujet;

Vu que le Conseil, à une assemblée tenue le 15 avril 1909, a demandé à la Commission de l'Hôtel de Ville certains renseignements, lesquels n'ont pas encore été fournis;

Qu'il soit *Résolu*:

De demander aux avocats de la Cité et à l'avocat consultant si la Commission des Finances doit dans les circonstances prendre une décision sur la question de M. de Montigny ou si elle doit attendre le jugement de la Commission Royale ainsi que la réponse aux renseignements qui ont été demandés à la Commission de l'Hôtel de Ville.

Qu'il soit aussi *Résolu*:

De renvoyer aux avocats de la Cité leur opinion en date du 14 mai et de leur demander d'expliquer le premier paragraphe de la page 4 de cette opinion, et de déclarer si la Commission des Finances est tenue de faire un rapport favorable au virement de crédits autorisé par le Conseil ou si elle peut refuser d'approuver ce virement de crédits en donnant les raisons qui pourraient porter ladite Commission à agir ainsi.

Cet amendement est adopté unanimement.

L'offre faite par la Banque de Montréal, le 8 mai courant relativement au service des Emprunts, étant de nouveau discutée,

Sur proposition de M. l'échevin J.-B.-A. Martin, il est

*Résolu*: Que, en ce qui concerne la lettre de la Banque de Montréal, offrant de réduire le taux de sa commission pour les paiements d'intérêt et de capital sur les emprunts contractés par le passé, à condition qu'elle soit nommée agent de la Cité pour les emprunts futurs aux taux réduits, savoir:

Sur les obligations nominatives,  $\frac{1}{8}\%$  sur rachats de capital,  $\frac{1}{2}\%$  sur intérêt semi-annuel.

Sur obligations à coupons:

$\frac{1}{8}\%$  sur rachats de capital,

$\frac{1}{4}\%$  sur intérêt semi-annuel.

Que le Conseil n'a pas le pouvoir de lier la Cité pour l'avenir, et elle déclare qu'elle ne peut pas changer ce

of librarian and that he would not accept the position? I do not know.

Mr. the Mayor, while recognizing the powers conferred upon you by the charter, I cannot admit that the action taken by the Finance Committee has brought about any anomaly, and I hope that the reasons above stated will convince you that the Finance Committee, in this matter, had only in view the public interest.

I have read your letter very carefully and I come to the conclusion that all you ask from me, is to put an end, as soon as possible, to an "anomaly" from which Mr. de Montigny has been suffering for nearly three months. I shall be most pleased if the above stated motives can remove this "anomaly".

If I have not thoroughly understood what you mean and if it is your desire to give effect to the suggestion I have often made in the Council and before the City Hall Committee, that Mr. de Montigny should be appointed librarian, you may rely on my entire support.

I have the honor to be,

Mr. the Mayor,

Yours very truly,

L. A. LAPOINTE.

\* \* \*

Were also submitted the following documents:

(1) A petition from Mr. de Montigny submitting his dismissal to the Royal Commission;

(2) A petition from Mr. de Montigny *re* Clifford Smith.

Ald. L. A. Lapointe then moved in

*Amendment*: "Whereas a complaint has been made by Mr. Louvigny de Montigny, before the Royal Commission, charging six of the members of the Finance Committee 1908, four of whom are members of the present Finance Committee, to wit, Ald. L. A. Lapointe, Robinson, Fraser and Guay, with having brought about his dismissal through malice and asking the Royal Commission to hold an investigation thereon;

Whereas the Council, at a meeting held the 5th of April 1909 has asked the City Hall Committee for certain information which have not yet been furnished;

Be it *Resolved*:

That the City attorneys and the consulting attorney be requested to state whether the Finance Committee should, under the circumstances, take a decision in the case of Mr. de Montigny or if they should wait until the judgment of the Royal Commission has been rendered and until the information sought for have been given by the City Hall Committee.

Be it also *Resolved*:

That the City attorneys' opinion dated the 14th of May be referred back to them, with a request that they explain the first paragraph on the 4th page of said opinion, and that they state whether the Finance Committee are bound to make a favorable report concerning the variation of appropriations authorized by Council or if they can decline to approve the varying of said appropriations giving the reasons why they refuse so to do.

The said amendment was unanimously carried.

The offer made by the Bank of Montreal on the 8th of May instant, concerning the service of loans, being again discussed,

Ald. J. B. A. Martin moved and it was

*Resolved*: That in reference to the letter of the Bank of Montreal offering to reduce the rate of their commission for payments of interest and capital on the past loans already issued on condition that they be the agents of the City for the future loans at the reduced rates, viz:

On registered stock:

$\frac{1}{8}\%$  on redemption of capital;  $\frac{1}{2}\%$  on semi-annual interest.

On bonds or debentures:

$\frac{1}{8}\%$  on redemption of capital;  $\frac{1}{4}\%$  on semi-annual interest.

That the Committee have no authority to engage the



qui s'est fait par le passé et qu'elle désire avoir les taux pour les emprunts futurs seulement.

La Commission s'ajourne alors à lundi le 7 courant à 9 heures a. m.

JULES CREPEAU,  
Secrétaire.

## COMMISSION DE L'HOTEL DE VILLE

Compte rendu de l'assemblée du 16 juin.

Sont présents: MM. les échevins L'Espérance, président, O'Connell, Ward, Prud'homme et Leclaire.

1.—M. Gonzalve Desaulniers, avocat, se présente devant la Commission et demande que Madame Côté, vu les services qu'elle a rendus depuis la fondation de la bibliothèque municipale, soit nommée assistante bibliothécaire.

Avant de prendre cette demande en considération, M. l'échevin Prud'homme demande que soit reconsidéré le vote donné à la dernière assemblée au sujet de la nomination de M. Prince comme bibliothécaire.

La Commission se partage sur cette proposition:

Pour: O'Connell, Prud'homme—2.

Contre: Ward, Leclaire, L'Espérance—3.

Ladite proposition est ainsi rejetée.

M. l'échevin L'Espérance déclare alors à M. Desaulniers que sa demande sera prise en sérieuse considération.

La question de la nomination d'un assistant bibliothécaire étant soulevée, il est

**Résolu:** De présenter au Conseil un rapport à l'effet d'opérer le virement d'un montant de \$175, balance restant sur le crédit voté pour le salaire de feu J.-N. Lamarre, messager du Maire, et d'appliquer ce montant au paiement d'un assistant bibliothécaire, à raison de \$25 par mois, pour sept mois.

**Résolu:** De donner avis à Mde Côté, bibliothécaire, et à Melle Paiement, son assistante, qu'à compter de samedi le 19 du courant, elles cesseront d'être à l'emploi de la Ville.

2.—Soumise et lue une lettre de la "Canadian Official Railway Guide", en date du 9 juin 1909, offrant d'annoncer la Ville de Montréal à raison de \$150 pour une page durant une année; 25 copies de ladite publication devant être livrées à la Ville pour ses bureaux.

**Résolu:** De présenter au Conseil un rapport demandant un crédit de \$125 pour publier pendant un an, dans le "Canadian Official Railway Guide" une annonce à l'effet de faire connaître la Ville de Montréal; cette annonce devra couvrir une page entière de cette publication pendant une année, et de plus, que 15 copies devront en être adressées au greffier de la Ville de Montréal pour qu'il en fasse la distribution; cette Commission se réservant le droit de faire des changements dans cette annonce si elle le juge à propos.

3.—M. J. A. E. Dion se présente devant la Commission et demande l'usage de la salle municipale de deLorimier pour ce soir, pour fins d'élections municipales.

**Résolu:** D'autoriser M. le président à accorder l'usage de ladite salle aux deux candidats durant l'élection qui se fait actuellement et aux partisans de M. Jeffrey pour ce soir.

4.—**Résolu:** D'adjuger la confection de 2 registres et 2 index re Emprunt, formule 123, à la Gazette Printing Co. Ltd., à raison de \$52, suivant sa soumission.

5.—**Résolu:** D'autoriser M. Faille de faire les impressions et acheter les articles mentionnés dans une liste soumise.

6.—**Résolu:** D'autoriser le secrétaire à livrer des volumes de la *Gazette Municipale* pour 1907, au Maire et aux échevins.

7.—Soumise et lue une demande de crédits supplémentaires requis par le surintendant de l'Hôtel de Ville.

**Résolu:** De demander de nouveau au Conseil un crédit de \$3,615 avec liste et détails à l'appui.

8.—Etant de nouveau soulevée la question de la construction d'une chambre de toilette,

sur proposition de M. l'échevin Ward, il est

City for the future and are desirous to leave the past as it is, and wish to have the rates only for the future loans.

The Committee adjourned until Monday the 7th instant, at 9 a. m.

JULES CREPEAU,  
Secretary.

## CITY HALL COMMITTEE

Report of meeting held the 16th of June.

Present: Ald. L'Espérance chairman, O'Connell, Ward, Prud'homme and Leclaire.

1.—Mr. Gonzalve Desaulniers, advocate, appeared before the Committee and asked that Mrs Côté, in view of the services she has rendered since the foundation of the civic library, be appointed assistant librarian.

Before considering the said application, Ald. Prud'homme moved the reconsideration of the vote given at the last meeting anent the appointment of Mr Prince as librarian.

The Committee divided thereon:

Yeas: O'Connell, Prud'homme—2.

Nays: Ward, Leclaire, L'Espérance—3.

So it passed in the negative.

Ald. L'Espérance then stated that Mr. Desaulniers's request would be seriously considered.

The question of the appointment of an assistant librarian being taken up, it was

**Resolved:** That a report be made to Council for permission to vary a sum of \$175 balance unexpended on the appropriation voted for the salary of the late J. N. Lamarre, mayor's messenger, and apply said sum to pay an assistant librarian, at \$25 per month, for seven months.

**Resolved:** That Mrs. Côté, librarian, and Miss Paiement, her assistant, be notified, that, from Saturday the 19th instant, they shall cease to be in the City's employ.

2.—Submitted and read a letter from the Canadian Official Railway Guide, dated the 9th of June 1909, offering to advertise the City of Montreal for one year, at \$150 for a page; 25 copies of said guide to be delivered to the City for the different departments.

**Resolved:** That a report be made to Council asking for an appropriation of \$125 to publish for one year, in the Canadian Official Railway Guide, an advertisement for the purpose of making known the City of Montreal; the said advertisement to cover a whole page during one year; and, furthermore, 15 copies of said guide to be sent to the City clerk of Montreal for distribution; the Committee reserving the right to make changes in said advertisement whenever they may deem it advisable.

3.—Mr. J. A. E. Dion appeared before the Committee and asked for the use of the town hall of de Lorimier for to-night, for election purposes.

**Resolved:** That the chairman be authorized to grant the use of said hall to the candidates during the present election and to Mr. Jeffrey and his friends for to-night.

4.—**Resolved:** That the printing of 2 registers and indexes re Loan, form 123, be awarded to the Gazette Printing Co. Ltd., at \$52, according to its tender.

5.—**Resolved:** That Mr. Faille be authorized to have the required printing done and to purchase the articles mentioned in the list submitted by him.

6.—**Resolved:** That the secretary be authorized to deliver the volumes of the *Municipal Gazette* for 1907, to the Mayor and Aldermen.

7.—Submitted and read a request for supplementary appropriations required by the City Hall superintendent.

**Resolved:** That the Council be again requested to vote for such purpose an appropriation of \$3,615, a list and details to be submitted in support of said request.

8.—The question of building a toilet room being again brought up,

On motion of Ald. Ward, it was



*Résolu:* De demander de nouvelles soumissions.

9.—Soumis et lu un rapport du surintendant de l'Hôtel de Ville au sujet de l'inventaire de l'hôtel de ville de de Lorimier.

Renvoyé à la sous-commission de l'Hôtel de Ville.

10.—Soumise et lue une soumission de M. F. Laurent pour réparations au Château de Ramesay.

Déposée sur le bureau.

11.—Soumis et lu le cahier de charges pour les réparations à faire à la salle du Conseil et aux anti-chambres.

*Résolu:* De demander des soumissions pour lesdites réparations. Ces soumissions devront être accompagnées d'un dépôt de \$500 au lieu du dépôt ordinaire.

12.—Soumis et lu un extrait des minutes d'une assemblée de la Commission des Finances re lettre de M. D. Forget offrant de vendre des exemplaires de l'Histoire de la Cité de Montréal, publiée en 1903.

A ce sujet, le surintendant des Impressions et de la Papeterie déclare qu'il a encore en mains une quinzaine d'exemplaires de cet ouvrage.

Déposé sur le bureau.

13.—Soumise et lue une lettre de M. J. Campbell au sujet d'un téléphone.

Renvoyée à la Commission des Finances.

14.—Soumise et lue une lettre de M. C. H. Gould, bibliothécaire de l'Université McGill, re livraison de la *Gazette Municipale*.

*Résolu:* Que le secrétaire soit prié d'envoyer à ce monsieur les numéros demandés.

15.—Soumise et lue une lettre de la Ligue des citoyens du nouveau quartier de Lorimier, demandant la permission de se réunir dans l'hôtel de ville de ce quartier les premiers lundis de chaque mois, à compter du premier juillet 1909 jusqu'au premier février 1910.

Renvoyée à la sous-commission de l'Hôtel de Ville.

*Ajournement.*

CHS.-E. GAGNON,  
Secrétaire.

## COMMISSION DES INCENDIES ET DE L'ECLAIRAGE

*Compte rendu de l'assemblée du 17 juin.*

Sont présents: MM. les échevins Yates, président, Larivière, Robillard, Mercier et Nault.

1.—Soumis et lus les rapports suivants du chef du service des Incendies.

(a) Informant la Commission qu'il a reçu une lettre de l'Institut du Baron de Hirsch, demandant que soit réparée la clôture, entre la propriété de la Ville et la leur, laquelle clôture a été endommagée lors de la construction du poste de pompiers No 5, rue Berthelet, et recommandant au Comité de prendre de nouveau cette question en considération.

*Résolu:* Que le secrétaire reçoive instruction d'écrire à M. Stanislas Rochon, entrepreneur des travaux en brique à la caserne de pompiers No 5, pour lui demander de remettre cette clôture dans le même état où elle était, lors de la construction de ladite caserne, et ce, dans le plus court délai possible.

(b) Soumettant une lettre de la Compagnie "Dominion Guarantee" demandant de placer une cloche d'alarme, etc., dans la nouvelle caserne de pompiers No 5 et de remettre la cloche d'alarme et les boîtes dans la caserne des pompiers No 20, et, recommandant que la permission demandée soit accordée, pourvu que le surintendant du service des Alarmes d'incendie y consente.

*Résolu:* Que la permission demandée soit accordée.

(c) Demandant l'autorisation d'acheter 50 douzaines de collets en caoutchouc, de la Compagnie "Miller Bros." à \$1.50 la douzaine, \$75.00; 25 douzaines faux-cols noirs, de la Compagnie "Crescent Manufacturing" à \$2.00 la douzaine \$50.00 et 25 douzaines de Salopettes (khaki overalls and jackets) de la Compagnie "Robert C. Wilkins Limited" à \$10.50 la douzaine et blouses à \$9.00 la douzaine, \$487.50,

*Resolved:* That new tenders be called for.

9.—Submitted and read a report from the City Hall superintendent anent the inventory of de Lorimier town hall.

Referred to the City Hall sub-committee.

10.—Submitted and read a tender from Mr. F. Laurent for repairs to Château de Ramesay.

Laid on the table.

11.—Submitted and read specifications for repairs to be made in the Council chamber and ante-rooms.

*Resolved:* That tenders be called for said repairs. The said tenders to be accompanied by a deposit of \$500 instead of the ordinary deposit.

12.—Submitted and read an extract from the minutes of a meeting of the Finance Committee re letter from Mr. Forget, offering to sell copies of the History of the City of Montreal, published in 1903.

In this connection, the superintendent on Printing and Stationery stated he had still on hand about fifteen copies of said book.

Laid on the table.

13.—Submitted and read a letter from Mr. J. Campbell a telephone.

Referred to the Finance Committee.

14.—Submitted and read a letter from Mr. C. H. Gould, librarian of McGill University, re delivery of the *Municipal Gazette*.

*Resolved:* That the secretary be instructed to transmit to Mr. Gould the missing numbers asked for.

15.—Submitted and read a letter from the Citizens League of the new de Lorimier ward, asking for permission to hold a meeting in the town hall of said ward on the first Monday of each month, from the 1st July 1909 to the 1st of February 1910.

Referred to the City Hall sub-committee.

*Adjourned.*

CHS.-E. GAGNON,  
Secretary.

## FIRE AND LIGHT COMMITTEE

*Report of meeting held the 17th of June*

Present: Ald. Yates, chairman, Larivière, Robillard, Mercier and Nault.

1.—Submitted and read the following reports from the chief of the Fire Department:

(a) Informing the Committee that he received a letter from the Baron de Hirsch Institute, requesting the department to have the fence between the City property and their own repaired, said fence having been damaged during the construction of No. 5 Fire Station, Berthelet street, and the chief asked that the Committee reconsider the question.

*Resolved:* That the secretary be instructed to write and request Mr. Stanislas Rochon, contractor for the brick work, at No. 5 Fire Station, to put back the said fence in the same condition as it was, when he removed it, at the time of the construction of said station, within the shortest possible delay.

(b) Submitting a letter from the Dominion Guarantee Co., asking to place a small gong, etc., in the new No. 5 Fire Station, and to replace the gong and cases in No. 20 Fire Station, and recommending that the permission sought for be granted, subject to the approval of the Superintendent of the Fire Alarm Department.

*Resolved:* That the permission sought for be granted.

(c) Asking that he be authorized to purchase 50 dozens celluloid collars, from Miller Bros. & Co., at \$1.50 per dozen, \$75; 25 dozens black neckties, from the Crescent Manufacturing Co., at \$2 per dozen, \$50, and 25 dozens overalls (khaki overalls and jackets), from C. Wilkins Co., Ltd., at \$10.50 per dozen, and blouses at \$9 per dozen, \$487.50.



soit en tout \$612.50. Ce montant devant être imputé sur le crédit pour "Uniformes".

*Résolu:* D'accéder à la demande du chef.

(d) Demandant que soit nommé un architecte pour la construction d'un poste de pompiers du Haut Niveau et d'une écurie, en arrière de la caserne de pompiers No 4, square Chaboillez, et pour des réparations à la caserne de pompiers No 10.

Après délibération, sur proposition de M. l'échevin Robillard, il est

*Résolu:* De nommer M. L. R. Montbriant, architecte pour la construction de la caserne de pompiers du Haut Niveau, et pour les réparations au poste de pompiers No 10, et de prier M. Montbriant de préparer des plans et devis pour cette construction et ces réparations, et de les soumettre aussitôt que possible.

Il est aussi

*Résolu:* Que l'inspecteur des Edifices reçoive instruction de préparer des plans et devis pour la construction d'une écurie, en arrière de la caserne de pompiers No 4. Ces plans et devis devant être soumis à la Commission aussitôt que possible.

(e) Recommandant que le titre de *lieutenant* soit donné aux officiers du service des Incendies désignés actuellement comme *contremaitre*.

*Résolu:* De souscrire à la recommandation du chef, et de présenter au Conseil un rapport en conséquence.

2.—Soumises et lues les lettres suivantes:

(a) De M. L. R. Montbriant, architecte, confirmant l'offre verbale qu'il a fait à la Commission, le 28 mai dernier, à l'effet de faire des plans et devis gratuitement pour la construction et la réparation des postes de pompiers.

Déposée aux archives.

(b) De M. C. A. Reeves, architecte offrant ses services comme architecte pour la construction des postes projetés.

(c) De M. A. Faille, agent pour la Compagnie "Northmount land" offrant certain terrain pour la construction d'une caserne de pompiers, à l'angle de la rue Lacombe et du chemin de la Côte-des-Neiges, quartier Mont-Royal, et soumettant une requête de propriétaires et de locataires dudit quartier approuvant cette offre.

Déposée sur le bureau.

3.—Soumis et lu un rapport du Département en Loi au sujet d'un cheval qui a été tué par accident, déclarant que dans les circonstances M. T. Cartier, en la possession de qui se trouvait le chien au moment de l'accident—est responsable du dommage subi par le département, par suite de la perte du cheval.

Après mûre délibération, et

"Attendu que le chef du service des Incendies prétend que M. S. Cartier devrait être tenu responsable des dommages subis par le département lors de cet accident, et

"Attendu que le Dr. Patterson, médecin vétérinaire du service des Incendies, certifie que le cheval a dû être tué, vu qu'il s'était fracturé la patte droite de devant, et

"Attendu que le Département en Loi dans le rapport ci-annexé déclare que M. S. Cartier est responsable de la perte du cheval en question, il est

*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant que le Département en Loi reçoive instruction de prendre sans retard, une action en dommages contre M. Cartier.

4.—Soumise une lettre de MM. Stephens & Harvey, avocats, et une requête signée par plusieurs propriétaires et locataires résidant dans le voisinage de la rue Ontario, à l'angle de la rue Bleury, protestant contre la construction d'une écurie, en arrière des Nos 387 et 391 de la rue Bleury, quartier St-Laurent.

Renvoyées à la Commission d'Hygiène et de Statistiques.

5.—Est de nouveau prise en considération la lettre de la Compagnie "Saraguay Electric & Water" offrant d'éclairer les rues dans les quartiers Duvernay, St-Jean-Baptiste, St-Louis et LaFontaine au lieu des quartiers St-Georges, St-André et St-Joseph, etc.

Après délibération et attendu que la lettre de la Compagnie "Saraguay Electric and Water" contenant ladite offre est annexée au rapport de la minorité de la Commission et vu que ledit rapport est maintenant devant le Con-

amounting to \$612.50, said amount to be charged against the appropriation for "Uniforms."

*Resolved:* That the chief's request be acceded to.

(d) Asking the Committee to appoint an architect for the constructions of the High Level Station, for the erection of a stable in rear of No. 4 Fire Station, Chaboillez Square, and for the repairs to No. 10 Fire Station.

After deliberation, on motion of Ald. Robillard, it was

*Resolved:* That Mr. L. R. Montbriant be appointed architect, for the construction of the High Level Station, and for the repairs of No. 10 Station, and that he be instructed to prepare plans and specifications for the said construction and repairs and to submit the same to the Committee within the shortest possible delay.

It was also

*Resolved:* That the Building Inspector be instructed to prepare plans and specifications for the construction of a stable, in rear of No. 4 Fire Station, said plans and specifications to be submitted to the Committee as soon as possible.

(e) Recommending that the title of officers of the Fire Department known as Foremen, be changed to that of Lieutenants.

*Resolved:* To concur in the chief's recommendation, and that a report be made to Council accordingly.

2.—Submitted and read the following letters:

(a) From Mr. L. R. Montbriant, architect, confirming his verbal offer made to the Committee, on the 28th May last, to gratuitously draw the plans and specifications, for the proposed constructions and repairs of stations.

Filed of record.

(b) From Mr. C. A. Reeves, architect, offering his services as architect for the construction of one of the proposed stations.

Laid on the table.

(c) From Mr. A. Faille, agent for the Northmount Land Company, offering certain property for the erection of a fire station, corner of Lacombe street and Côte des Neiges Road, Mount Royal ward, and submitting a petition from proprietors and tenants of said ward, approving of said offer.

Laid on the table.

3.—Submitted and read a report from the Law Department *re* horse killed through an accident, stating that under the circumstances Mr. S. Cartier, who had the dog in his possession at the time of the accident, was responsible for the damage incurred by the Fire Department, through the loss of the horse.

After due deliberation, and

"Whereas the Chief of the Fire Department states that Mr. S. Cartier should be held responsible for the damages incurred by the department, through such accident, and

"Whereas Dr. Patterson, veterinary surgeon of the Fire Department, certifies that the horse had to be destroyed as the result of a fracture of the right front leg, and

"Whereas the Law Department in the hereunto attached report declare that Mr. S. Cartier is responsible for the loss of the horse in question, it was

*Resolved:* That a report be made to Council recommending that the Law Department be instructed to take an action against Mr. S. Cartier, without delay, for the damage incurred by the department.

4.—Submitted a letter from Messrs. Stephens & Harvey, advocates, and a petition signed by several proprietors and tenants of property in the vicinity of Ontario street, corner of Bleury, protesting against the erection of a stable, in rear of Nos. 387 and 391 Bleury street, St. Lawrence ward.

Referred to the Hygiene and Statistics Committee.

5.—The letter from the Saraguay Electric & Water Co., offering to supply street lighting service for Duvernay, St. Jean-Baptiste, St. Louis and La Fontaine wards, instead of St. George's, St. Andrew's and St. Joseph's wards, etc., was again considered.

After deliberation, and whereas the Saraguay Electric & Water Co.'s letter concerning the said offer was annexed to the minority report of the Fire and Light Committee, and whereas the said report is now before Council,

On motion of Ald. Nault, it was

Sur proposition de M. l'échevin Ward, il est



*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport demandant la permission d'annexer ladite lettre au rapport de la minorité, et recommandant qu'elle soit prise en considération en même temps que ce rapport.

6.—Soumis et lu un extrait des minutes d'une assemblée du Conseil au sujet d'un rapport de la Commission des Finances recommandant que la Commission de Police et la Commission des Incendies et de l'Éclairage soient priés de préparer un rapport conjoint sur l'opportunité de la construction d'un seul édifice, à chaque endroit pour les postes de police et de pompiers, qu'il s'agit d'établir.

Après délibération, sur proposition de M. l'échevin Mercier, il est

*Résolu:* Qu'une sous-commission composée de MM. les échevins Yates, président, Nault et Robillard soit nommée avec instruction de s'entendre avec la Commission de Police pour convoquer une assemblée conjointe des deux Commissions à l'effet de discuter l'opportunité de construire conjointement, un seul édifice pour servir de poste de police et de pompiers, et que les membres de la Commission reçoivent avis de la date de l'assemblée, et qu'un rapport soit fait à ce sujet aussitôt que possible.

7.—M. Lavergne, président du Comité des citoyens de Rosemont, se présente devant la Commission, et demande qu'un avertisseur soit installé dans Rosemont.

*Résolu:* D'accéder à cette demande, et que le surintendant reçoive instruction d'agir en conséquence.

Il est aussi

*Résolu:* Que le surintendant du service des Alarmes d'incendie reçoive instruction de préparer un rapport, pour la prochaine assemblée, donnant le nombre d'avertisseurs requis dans Rosemont, l'endroit où ils devront être placés, ainsi que le coût de l'installation, le surintendant devant dire de plus si la Ville pourra se servir des poteaux actuels pour l'installation desdits avertisseurs.

8.—Soumis un état de compte de MM. Wm.-J. O'Leary & Co., au montant de \$61.50 re caserne de pompiers No 5.

*Résolu:* Que le secrétaire reçoive instruction de soumettre pour la prochaine assemblée, les documents concernant ce compte.

9.—Soumises les requêtes suivantes:

(a) De citoyens du quartier St-Joseph, au sujet d'un certain règlement du service des Incendies.

Déposée sur le bureau.

(b) De MM. Hutchison, Wood et Miller, architectes, demandant au nom de MM. W.-H. Scroggie, limited, la permission d'ajouter un autre étage à l'édifice situé sur le côté Sud-est des rues Ste-Catherine et Peel, pour servir de salle à dîner pour les employés du magasin.

L'inspecteur des Edifices déclare qu'il a examiné les plans, et qu'il a inspecté l'édifice ci-haut mentionné, et que s'il est construit suivant les plans soumis, l'étage projetée sera solide, et il recommande que lesdits plans soient approuvés par le Conseil.

Après délibération, et aucune objection n'étant soulevée, il est

*Résolu:* De présenter au Conseil un rapport recommandant que la permission demandée soit accordée, sauf néanmoins, la surveillance et l'approbation de l'inspecteur des Edifices.

10.—Sur proposition de M. l'échevin Larivière, il est

*Résolu:* De remettre leurs dépôts respectifs, aux soumissionnaires suivants, dont les offres n'ont pas été acceptées pour la fourniture de charbon (Egg):

Tancrède Trudel, J.-E. Desrochers, W. Lamarre & Cie, Joseph Galarneau, P. McCrory, Andrew Bayle, Joseph Rivet, McGoldrick & O'Rourke, L. Cohen & Sons et R. Richardson.

Il est aussi

*Résolu:* De retenir la somme de \$50.00 sur les dépôts faits par les soumissionnaires suivants, pour la fourniture de charbon (Egg) et de leur remettre la balance de leursdits dépôts, leurs soumissions n'ayant été acceptées que pour une partie de la quantité requise (425 tonnes) par le département:

Lackawanna Coal Co., Wilson & Frère, The Merchants Coal Co., Marand & Guillot, Jos. Elie & Co. Ernest Lemire, J.-O. Labrecque & Co., Jos. Lefebvre & Co., Evans Bros.

11.—Soumise et lue une lettre de la Compagnie Montreal Light, Heat & Power Co., au sujet des requêtes pour pose de conduites à gaz dans les rues St-Jacques, Delisle et la

*Resolved:* That a report be made to Council recommending that permission be granted to attach the said letter to the minority report, and that it be considered at the same time as the said report.

6.—Submitted and read an extract from the minutes of a meeting of the Council anent a report from the Finance Committee recommending that the Police and Fire and Light Committees be requested to prepare a joint report on the opportunity of constructing one building, in such place, for the proposed Police and Fire Stations.

After deliberation, on motion of Ald. Mercier, it was

*Resolved:* That a sub-committee composed of Ald. Yates, Nault and Robillard be appointed with instructions to confer with the Police Committee with a view of calling a joint meeting of both Committees to consider the question of the construction of combined Police and Fire Stations, and that the members of the Committee be notified of the date of said meeting, and that a report be made thereon as soon as possible.

7.—Mr. Lavergne, président of the citizens' Committee of Rosemont appeared before the Committee and asked that a fire alarm box be placed in Rosemont.

*Resolved:* That said request be acceded to, and that the Superintendent be instructed accordingly.

It was also

*Resolved:* That the Superintendent of the Fire Alarm Department be constructed to prepare a report for next meeting, giving the number of fire alarm boxes required in Rosemont, the locality where these boxes should be placed, and the cost of the installation of same, the Superintendent also to state whether the City can use the existing poles for the placing of said boxes.

8.—Submitted a statement of account from Messrs. Wm. J. O'Leary & Co., to the amount of \$61.50 re No. 5 Fire Station.

*Resolved:* That the secretary be instructed to submit all documents concerning said account for next meeting.

9.—Submitted the following petitions:

(a) From citizens of St. Joseph's ward protesting against certain rule of the Fire Department.

Laid on the table.

(b) From Messrs. Hutchison, Wood & Miller, architects, asking on behalf of Messrs. W. H. Scroggie, Limited, permission to erect an additional story to the building situated on the South East corner of Ste. Catherine and Peel streets, to be used as a dining-room for the employees of the store.

The Building Inspector reporting that he had examined the plans and inspected the above mentioned building, and that the proposed additional story will be safe, if erected according to the plans submitted, and recommending that the said plans be approved of by the Council.

After deliberation, and there being no opposition, it was

*Resolved:* That a report be made to Council recommending that the permission sought for be granted, subject however, to the superintendence and approval of the Building Inspector.

10.—On motion of Ald. Larivière, it was

*Resolved:* That the following unsuccessful tenderers for the supply of Egg coal, be refunded their respective deposits:

Tancrède Trudel, J.-E. Desrochers, W. Lamarre & Co, Jos. Galarneau, P. McCrory, Andrew Bayle, Jos. Rivet, McGoldrick & O'Rourke, L. Cohen & Sons and R. Richardson.

It was also

*Resolved:* That the sum of \$50.00 be retained on the deposits of the following tenderers, for the supply of Egg coal and the balance of said deposits returned, their tenderers having been accepted only for part of the amount required (425 tons) by the Fire Department:

Lackawanna Coal Co., Wilson & Frère, The Merchants Coal Co., Marand & Guillot, Jos. Elie & Co., Ernest Lemire, J.-O. Labrecque & Co., Jos. Lefebvre & Co., Evans Bros.

11.—Submitted and read a letter from the Montreal



terrace Iberville, quartier Ste-Cunégonde, et dans les rues Lasalle et Gilford, quartier St-Denis, déclarant que ces requêtes ont été renvoyées au surintendant du service des conduites à gaz, avec instruction de faire rapport indiquant les dates approximatives où les conduites en question pourront être posées.

Déposée aux archives.

Ajournement.

Z.-S. MELOCHE,  
Secrétaire.

**CONSEIL MUNICIPAL**

Compte rendu de l'assemblée spéciale ajournée du 18 juin.

M. l'échevin Major, Maire-suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins Giroux, Yates, Clearihue, Lévesque, Turner, Bumbray, Larivière, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, J.-B.-A. Martin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Lamoureux, Prud'homme, Resther.

**ORDRE DU JOUR.**

Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération les rapports suivants:

1.—Commission de la Voirie—Demandant un crédit de \$53,777.50 pour l'exécution de travaux permanents.

2.—Commissions des Finances et de la Voirie—Demandant un crédit de \$361,600 pour le pavage de certaines rues.

Sur proposition de M. l'échevin GIROUX, appuyé par M. l'échevin GUAY, il est

*Résolu:* Que lesdits rapports des Commissions de la Voirie et des Finances constituant les deux premiers items de l'ordre du jour, soient renvoyés à la Commission de la Voirie (M. l'échevin Larivière dissident).

Sur proposition de M. l'échevin GIROUX, appuyé par M. l'échevin CLEARIHUE, le Conseil s'ajourne.

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,  
Sous-greffier de la Ville.

**CONSEIL MUNICIPAL**

Compte rendu de l'assemblée spéciale du 21 juin.

Son Honneur le Maire Louis Payette occupe le fauteuil de la présidence.

Sont présents: MM. les échevins L.-A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclair, Mercier, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Resther.

**ORDRE DU JOUR.**

1.—Etant lu l'ordre du jour pour prendre en considération les rapports des Commissions des Finances et de la Voirie pour la confection de trottoirs permanents dans certaines rues,

M. l'échevin J.-B.-A. MARTIN, appuyé par M. l'échevin GIROUX,

Propose: Que lesdits rapports soient adoptés.  
Et un débat s'engageant,

Light, Heat & Power Co., re petitions for gas service in St. James street, Delisle street and Iberville Terrace, Ste-Cunégonde ward, and Lasalle and Gilford streets, St. Denis ward, stating that the matter has been referred to the superintendent of main services for a report as to the prospective date of fulfilling these orders.

Filed of record.

Adjourned.

Z. S. MELOCHE,  
Secretary.

**CITY COUNCIL**

Report of adjourned special meeting held the 18th June.

Ald. Major, acting Mayor, in the chair.

Present: Ald. Giroux, Yates, Clearihue, Lévesque, Turner, Bumbray, Larivière, Couture, Laviolette, Gadbois, Robinson, J. B. A. Martin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Lamoureux, Prud'homme, Resther.

**ORDER OF THE DAY.**

The order of the day being read to consider reports from

1.—Road Committee—For an appropriation of \$53,777.50 for permanent sidewalks.

2.—Finance and Road Committees—For an appropriation of \$361,600 to pave certain streets.

On motion of Ald. GIROUX, seconded by Ald. GUAY, it was

*Resolved:* That said reports of the Road and Finance Committees constituting the two first items of the order of the day be referred to the Road Committee (Ald. Larivière dissenting).

On motion of Ald. GIROUX, seconded by Ald. CLEARIHUE,

The Council adjourned.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Ass't. City Clerk.

**CITY COUNCIL**

Report of special meeting held the 21st June.

His Worship the Mayor Louis Payette Esq., in the chair.

Present: Ald. L. A. Lapointe, Giroux, Proulx, Yates, Clearihue, Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclair, Mercier, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, Prud'homme, McKenna, Resther.

**ORDER OF THE DAY.**

1.—The order of the day being read to consider reports from the Finance and Road Committees to lay permanent sidewalks in certain streets,

Ald. J. B. A. MARTIN, moved, seconded by Ald. GIROUX,

"That said reports be adopted".

And a debate arising,



M. l'échevin MARTIN, appuyé par M. l'échevin LAVIOLETTE,

*Propose:* Que le Conseil se forme maintenant en Comité général pour prendre en considération les rapports maintenant devant le Conseil.

Le Conseil se partage sur cette proposition:

*Pour:* Giroux, Proulx, Clearihue, M. Martin, Turner, Gallery, Laviolette, Gadbois, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Duquette, Major, David, Prud'homme—16.

*Contre:* L.-A. Lapointe, Yates, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Sadler, Bumbray, Robillard, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, Couture, Marin, Guay, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, McKenna, Resther—20.

Ladite proposition est ainsi négative.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin Lavallée entre dans la salle du Conseil.

M. l'échevin Guay demande que soit posée la question préalable.

M. l'échevin L.-A. Lapointe prétend que l'opportunité de poser la question préalable peut être discutée par le Conseil.

Son Honneur le Maire décide que le vote sur la question préalable doit être pris immédiatement,

et,

Son Honneur le Maire ayant ordonné de prendre le vote sur la question préalable, le Conseil se partage:

*Pour:* Giroux, Proulx, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Couture, Laviolette, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Prud'homme—16.

*Contre:* L.-A. Lapointe, Yates, Clearihue, Lévesque, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, Gadbois, Ward, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, McKenna, Resther—21.

Ladite proposition est ainsi négative.

Et un nouveau débat s'engageant,

Son Honneur le Maire quitte son siège, déclarant qu'il considère qu'il est inutile pour lui de continuer à présider une assemblée vu la discussion futile et hors de propos à laquelle se livrent les membres du Conseil.

Son Honneur le Maire ayant quitté la salle du Conseil, M. l'échevin Major, maire-suppléant, occupe le fauteuil de la présidence.

Et un nouveau débat s'engageant,

M. l'échevin CARTER, appuyé par M. l'échevin SADLER, propose en

*Amendement:* Que les rapports maintenant devant le Conseil soient amendés en substituant les dalles de pierre "New York bluestone" ou le ciment, suivant la recommandation de l'inspecteur de la Ville là où il conviendrait de faire ce changement, les pavages en ciment devant être confectionnés par le département de la Voirie.

Et un nouveau débat s'engageant.

M. l'échevin LEVESQUE, appuyé par M. l'échevin WARD,

*Propose:* Que le Conseil s'ajourne maintenant à trois heures, vendredi, pour prendre en considération les 2ième, 3ième, 4ième, 5ième et 6ième item de l'ordre du jour, seulement.

Le Conseil se partage sur ladite motion d'ajournement:

*Pour:* Giroux, Proulx, Yates, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Sadler, N. Lapointe, Mercier, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J.-B.-A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Carter, Prud'homme, Resther—26.

*Contre:* L.-A. Lapointe, Clearihue, Turner, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, Leclaire, Lamoureux, McKenna—11.

Ladite proposition est ainsi adoptée, et il est

*Résolu:* En conséquence.

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Ville.

RENE BAUSET,  
Sous-greffier de la Ville.

Ald. MARTIN moved, seconded by Ald. LAVIOLETTE, "That the Council do now resolve itself into a Committee of the whole to consider the reports now before the Council."

The Council divided thereon:

*Yeas:* Giroux, Proulx, Clearihue, M. Martin, Turner, Gallery, Laviolette, Gadbois, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Duquette, Major, David, Prud'homme—16.

*Nays:* L. A. Lapointe, Yates, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Sadler, Bumbray, Robillard, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, Couture, Marin, Guay, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, McKenna, Resther—20.

So it passed in the negative.

And a further debate arising,

Ald. Lavallée entered the Council chamber and took his seat.

Ald. Guay asked that the previous question be now put.

Ald. L. A. Lapointe contended that the advisability of putting a previous question could be discussed by Council.

His Worship the Mayor decided that the vote on the previous question must be taken forthwith.

and,

His Worship the Mayor having ordered that the vote be taken on the previous question, the Council divided:

*Yeas:* Giroux, Proulx, M. Martin, Dagenais, L'Espérance, Couture, Laviolette, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Prud'homme—16.

*Nays:* L. A. Lapointe, Yates, Clearihue, Lévesque, Turner, Sadler, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, N. Lapointe, Leclaire, Gadbois, Ward, Roy, Fraser, Carter, Lamoureux, McKenna, Resther—21.

So it passed in the negative.

And a further debate arising,

His Worship the Mayor left the chair declaring that it was useless to continue to preside over the meeting in view of the needless and irrelevant discussion carried on by the members of Council.

His Worship the Mayor having left the Council chamber, Ald. Major, acting mayor, took the chair.

And a further debate arising,

Moved in amendment by Ald. CARTER, seconded by Ald. SADLER,

That the reports now before the Council be amended by substituting New York bluestone or cement as the City surveyor would recommend where suitable, such cement work to be done by the Road department.

And a further debate arising,

Moved by Ald. LEVESQUE, seconded by Ald. WARD,

That the Council do now adjourn until three o'clock on Friday, to consider the 2nd, 3rd, 4th, 5th and 6th items of the order of the day, only.

The Council divided on said motion of adjournment.

*Yeas:* Giroux, Proulx, Yates, M. Martin, Dagenais, Lévesque, L'Espérance, Sadler, N. Lapointe, Mercier, Couture, Laviolette, Gadbois, Ward, J. B. A. Martin, Nault, Séguin, Marin, Duquette, Major, Guay, David, Roy, Fraser, Carter, Prud'homme, Resther—26.

*Nays:* L. A. Lapointe, Clearihue, Turner, Bumbray, Gallery, Robillard, Lavallée, Larivière, Leclaire, Lamoureux, McKenna—11.

So it was carried and

*Resolved:* Accordingly.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

RENE BAUSET,  
Asst. City Clerk.





# EGOUTS

## Avis aux Contribuables.

AVIS PUBLIC est par les présentes donné que les rôles spéciaux pour les égouts construits dans les rues sous mentionnées dans la Ville de Montréal, à savoir :

- RUE BERCY—(Ci-devant rue DeLevis), entre Hochelaga et Sherbrooke.
- RUE RESTHER—De la rue Gilford à 120 pieds au sud de l'avenue Laurier.

Sont complétés, et les rôles sont maintenant déposés au bureau du soussigné à l'Hôtel de Ville.

Toutes les personnes y mentionnées comme sujettes au paiement de quelque taxe ou contribution foncière sont par les présentes sommées d'en payer le montant au soussigné à son bureau dans les dix jours de cette date sans autre avis.

Wm. ROBB,  
*Trésorier de la Cité.*

BUREAU DU TRÉSORIER DE LA CITÉ,  
HOTEL DE VILLE,  
Montréal, 22 juin 1909.



# EGOUTS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les rôles spéciaux pour la construction d'égouts sont terminés dans les rues ci-dessous mentionnées de la Cité de Montréal, savoir :

- RUE BALMORAL—Du partage des eaux vers le Nord à la rue Ontario.
- RUE DEMONTIGNY—De la rue Parthenais à la rue Fullum.
- RUE ROSAIRE—De la rue Saint-Hubert au lot cadastral No. 487.
- RUE BOYER—Au Sud de la rue DeFleurimont à la rue Beau-bien.

Et que lesdits rôles ont été déposés en son bureau, à l'Hôtel de Ville, où les intéressés peuvent les voir et les consulter jusqu'à lundi, le 5ème jour de juillet 1909, à midi, et qu'il sera alors prescrit pour recevoir et examiner toutes plaintes relatives auxdits rôles avant que les comptes soient placés entre les mains du trésorier de la Ville pour perception suivant la loi.

JOHN-R. BARLOW,  
*Inspecteur de la Cité.*

BUREAU DE L'INSPECTEUR DE LA CITÉ,  
HOTEL DE VILLE,  
Montréal, 19 juin 1909.



# HOTEL DE VILLE

## REPARATIONS

Des soumissions cachetées, portant la suscription "Réparations à la Salle du Conseil", adressées au greffier de la Cité et déposées au bureau de ce dernier, à l'Hôtel de Ville, seront reçues jusqu'à midi, mercredi, le 30 juin 1909, pour l'exécution des travaux de réparations à faire à la salle du Conseil et aux anti-chambres de cette salle, consistant surtout en peintures et décors.



# SEWERS

## Notice to Ratepayers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the special rolls for Sewers constructed in the undermentioned streets in the City of Montreal, viz :

- BERCY STREET—(Formerly DeLevis Street) between Hochelaga Street and Sherbrooke Street.
- RESTHER STREET—Between Gilford Street to a point 120 feet south of Laurier Avenue.

Are completed and are now deposited in the office of the undersigned, City Hall.

All persons whose names appear therein as liable for any tax or assessment, are hereby required to pay the amount thereof to the undersigned, at his said office within ten days from this date, without further notice.

Wm. ROBB,  
*City Treasurer.*

CITY TREASURER'S OFFICE,  
CITY HALL,  
Montreal, 22nd June, 1909.



# SEWERS

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undersigned City Surveyor has completed the special assessment rolls for sewers constructed in the undermentioned streets in the City of Montreal, viz :

- BALMORAL STREET—From the height of land Northwards to Ontario street.
- DEMONTIGNY STREET—From Parthenais street to Fullum street.
- ROSAIRE STREET—From St. Hubert street to lot cad. No. 487.
- BOYER STREET—South of DeFleurimont street to Beau-bien street.

And that they have been deposited in his office, in the City Hall where they may be seen and examined by all parties interested until Monday, the 5th of July 1909, at noon, that he will then and there hear and examine all complaints in relation to such special rolls of assessment before the amounts are delivered to the City Treasurer, in accordance with the law.

JOHN R. BARLOW,  
*City Surveyor.*

CITY SURVEYOR'S OFFICE,  
CITY HALL,  
Montreal, 19th June, 1909.



# CITY HALL

## REPAIRS

Sealed tenders, endorsed "Repairs to the Council Chambers", addressed to the City Clerk and deposited in the office of the said City Clerk, City Hall, will be received until 12 o'clock noon, on Wednesday, the 30th June 1909 for repairs to be made in the Council chambers and ante-rooms, consisting specially of painting and decorating.



Les plans et devis pour ces travaux pourront être examinés au bureau du surintendant de l'Hôtel de Ville, où tous les renseignements dont on aura besoin pourront aussi être obtenus entre neuf et dix heures a.m.

Un certificat de dépôt, entre les mains du Trésorier de la Cité, de la somme de \$500, devra accompagner chaque soumission.

Les soumissions seront décachetées en présence des intéressés à la première assemblée de la Commission de l'Hôtel de Ville qui suivra leur réception.

La Commission de l'Hôtel de Ville ne s'engage à accepter la plus basse ni aucune autre des soumissions.

L.-O. DAVID,  
Greffier de la Cité.

BUREAU DU GREFFIER DE LA CITÉ,  
HOTEL DE VILLE,  
Montréal, 22 juin 1909.

Plans and specifications for the proposed work may be seen at the office of the City Hall superintendent, where all information concerning said work may be obtained, between nine and ten o'clock, a.m.

A certificate of deposit with the City Treasurer, of the sum of \$500, must accompany each tender.

Said tenders will be opened in the presence of the interested parties, at the first meeting of the City Hall Committee following the reception thereof.

The City Hall Committee do not bind themselves to accept the lowest or any tender.

L. O. DAVID,  
City Clerk.

CITY CLERK'S OFFICE,  
CITY HALL,  
Montreal, June 22nd 1909.

REPAIRS



REPARATIONS



CITY HALL



HOTEL DE VILLE



REPAIRS

REPARATIONS



MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS—TRANSFERS OF PROPERTIES

HOHELAGA & JACQUES-CARTIER

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Number.	Date de l'enregistre- ment Date of registration.	Date du contrat Date of deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur Purchaser.	No. du cadastre Cadastral number.	Etendue—Area.	Rue Street.	Genre— Descript.	Prix Price.
St. Denis	158533	14 juin 1909	11 juin 1909	Shérif de Montréal.	J. C. H. Dussault.	279.	4050	Montée du Sault	L	\$ 31 00
St. Cunoé- gonde.	158534	14 " "	11 " "	C. E. Girard.	H. Girard.	211-164, ½ S. E. 211-163	1710	rapineau.	L	600 00
St. Denis	158535	14 " "	9 " "	O. Lamoureux.	A. Gosselin.	P. 634.	1686	481 à 487 Atwater	B	8000 00
"	158540	14 " "	14 mai " "	A. Deschamps.	A. Riopel.	328-540.	2500	254 à 258 C. Colomb.	B	5500 00
"	158541	14 " "	14 " "	"	N. Trudeau.	328-541.	"	248 à 252 C. Colomb.	B	5500 00
St. Henri	158545	14 " "	8 juin " "	Succ. E. Mackay.	E. Guay.	P. 1602 & 1603.	3300	Lacasse.	L	1155 00
St. Denis	158547	14 " "	14 " "	The St. Denis L. Coy.	J. E. Lalonde.	7-246 & 247.	5500	1619 à 1625 Labelle.	L	577 50
St. J. Bte.	158551	14 " "	9 " "	M. Rodrigue et ux.	M. Bernstein.	P. 428-1, 2 & 3, 428-4 & 5.	8230	St. Laurent et Mitchison.	L	8000 00
St. Denis	158552	14 " "	7 " "	De J. T. Godbout.	H. Plante et Cie.	7-891.	2750	Labelle.	L	550 00
"	158553	14 " "	7 " "	De P. Paquette	G. Rattelade	7-892.	"	"	L	550 00
St. J. Bte.	158554	14 " "	9 " "	D. Deguire	L. Friedman.	339-304.	2375	278 et 280 Fabre.	B	700 00
"	158558	14 " "	12 " "	H. Bisailon.	R. Ratteland.	12-183.	880	54 St. Hubert Lane	B	1600 00
St. Denis	158563	14 " "	14 déc. 1908	The Am. Pk L. Coy.	R. Martin.	488-246 à 248.	8550	2089 Boyer.	L	600 00
DeLorimier	158570	15 " "	1 juin 1909	H. Dufault	C. Rioux.	488-767.	2375	1855 Dufferin.	L	250 00
"	158573	15 " "	7 " "	De Frs Lavoie	A. D. Quintin.	P. 331-217.	2325	639 Cardinal.	B	800 00
St. Denis	158583	15 " "	27 août 1912	"	C. Messier	7-7 & 8.	6150	Mont Royal et Dufresne.	L	800 00
"	158584	15 " "	12 juin 1909	J. A. Nantel	J. E. Lalonde.	7-248.	2750	Labelle.	L	450 00
St. Henri	158587	15 " "	12 " "	N. Leclair	C. Paquette.	325-360.	1856-6	1595 et 1597 St. André.	B	2300 00
St. Denis	158591	15 " "	9 " "	Z. Trudeau	J. H. MacDuff et al	1172.	3680	45 à 49 Couvent.	B	11750 00
"	158592	15 " "	13 avril " "	L. E. G. Boyer	J. W. D'Araron.	328-579 à 581.	10650	C. Colomb.	L	3000 00
"	158595	15 " "	28 mai " "	E. Renaud	O. Boivin.	325-149.	1728	59 et 61 Resther.	B	800 00
"	158596	15 " "	31 " "	J. P. Trépanier.	The M. R. Box & L. M. Coy.	7-221, 7-222.	5500	1557 à 1573 Labelle	B	10800 00
St. Gabriel.	158598	15 " "	14 juin " "	H. Green et al	C. Larivière.	2560.	4112	262 Manufactures	B	90 00
Hochelaga	158600	15 " "	8 " "	Suc. Hy Hogan	E. Desnoyers.	148-2480.	2000	Wurtele.	L	202 50
Duvernay.	158601	15 " "	8 " "	"	Frs Dubé	148-2255.	"	200 Montgomery	L	204 00
St. Henri	158603	15 " "	15 " "	Ve Hon. R. Préfontaine et al	H. Corbeil.	6-81 à 83.	5040	Chambord	L	2700 00
St. Denis	158610	16 " "	15 " "	H. Bloom.	Les Viens et al	385-4 à 6, P. 385-3.	8300	696 à 712 St. Antoine	B	25000 00
St. Gabriel.	158624	16 " "	15 " "	Chs Nadon	W. Maillé	7-299 & 300.	5450	St. Hubert.	L	1260 00
St. Denis	158626	16 " "	15 " "	T. Brossard.	O. Séguin.	P. 2720.	2928	126 à 130 Chateauguay.	B	5900 00
"	158628	16 " "	3 " "	J. Ferron.	E. Lafleur	325-352-2, 325-353-1.	1474	1669 et 1662 St. Hubert	B	2750 00
"	158640	17 " "	14 " "	J. A. Marcotte.	P. E. Monty.	½ S. E. 8-205.	2750	1461 et 1463 Cowan	B	2400 00
Hochelaga	158651	17 " "	15 " "	The M. L. & Imp. Co.	De W. Lef-bvre	22-80.	"	Duquette.	L	700 37
DeLorimier	158652	17 " "	19 avril " "	A. Chagnon	F. M. Lavoie	12-157-2, 12-158-1.	1880	Parthenais.	B	4000 00
"	158654	17 " "	19 " "	"	J. E. Champagne.	12-162-2, 12-163-1.	"	"	B	\$4000 00 &c
"	158656	17 " "	19 " "	"	P. Lefrançois.	12-161-1.	"	"	B	\$4000 00 &c
St. Denis	158663	17 " "	9 " "	R. Martin.	The Amherst P. P. D. School	488-246, 488-247, 488-248.	8550	2089 Boyer	L	\$ 930 00
St. Cunoé- gonde.	158664	17 " "	15 " "	Shérif.	The Thos Davidson Mfg Coy Ltd.	756 à 759, ½ N. E 755	10800	680 et 682 Albert.	B	9875 00
St. Denis	158665	17 " "	15 " "	H. Forget.	J. A. Vaillant	7-236.	2750	1601 à 1601B Labelle	B	2494 00
St. Marie	158676	17 " "	16 " "	D. A. Dufresne.	C. Montbleau.	171-23, 37 & 38, 171-42 & 43.	10141	Iberville et Amity	L	2000 00
Hochelaga	158680	17 " "	16 " "	Hon. Sir L. Gouin et al	R. A. Girard et al.	49-41 & 42, 31-89.	5944	1719 Ste. Cathé- rine, 220 St. Michel.	B	12000 00
St. Marie	158682	17 " "	16 " "	M. Lafrenière	O. Lescadre.	172-1085 & 1086.	3900	8ème Ave.	L	600 00
Hochelaga	158686	17 " "	8 " "	Suc. Hy Hogan	J. Thoum.	148-2224.	2 00	Hogan	L	204 00
St. Denis	158687	17 " "	15 " "	La Cie des T. du P. A.	Z. Bisson.	488-584.	2750	1994 Dufferin.	L	250 00
Hochelaga	158688	17 " "	24 mars " "	The M. L. & Imp. Co.	Ve A. Archambault.	29-555 & 556.	5500	Hochelaga.	L	625 00
St. J. Bte.	158696	18 " "	3 juin " "	The Montreal Gas Co.	F. H. Shaw.	159-234.	2462	Forsyth.	L	541 64
"	158702	18 " "	8 " "	Wm Mann	De A. Rudolph.	15-577 à 579, P. 15- 580, 581.	6060	948 à 964 St. Denis, 295 Rachel.	B	50000 00
St. Denis	158714	18 " "	16 " "	A. Jarry.	W. Talbot	490-531.	2256	Boyer.	L	130 00
Hochelaga	158721	18 " "	10 avril " "	The Prov. Bk of Can.	The Royal Trust Co.	P. 160.	12336	Notre Dame	L	8635 20
DeLorimier	158722	18 " "	3 juin " "	The Id-al Savings Loan & Land Coy	A. Dupont	157-A-18.	3125	Papineau.	L	500 00
"	158730	18 " "	15 " "	R. A. Lebeau	A. E. Lamalice.	5-320.	3250	C. Colomb.	L	1200 00
"	158731	18 " "	17 " "	J. E. Tétrault	B. Heroux	329-217.	2000	347 et 349 Dufferin	B	400 00
"	158741	19 " "	10 " "	O. Galarneau.	D. A. Beaulieu.	½ S. E. 8-360, 489-325.	5787	1881 à 1835 St. Denis.	B	\$ 6500 00
St. Gabriel.	158743	19 " "	17 " "	J. Kennedy.	F. W. Eberth.	3154.	1840	413 Bourgeois.	B	1700 00
St. Denis	158744	19 " "	18 " "	The St. Denis L. Coy.	A. Desrosiers.	7-142.	2175	St. Hubert	L	184 88
"	158747	19 " "	18 " "	J. E. Molson	De O. Duperron.	209-118.	2250	Molson Park.	L	275 00
"	158750	19 " "	17 " "	D. Raymond	Ve P. Lafontaine.	7-118.	2725	2160 et 2162 St. Hubert	B	2500 00
St. Henri	158768	19 " "	18 " "	La Fabrique Ste. Eliz. du Portugal.	G. Carignan.	1703-208 1703-230, 1703-207.	4620	Ste. Marie	L	1430 54
"	158769	19 " "	17 " "	H. Mercier	Ve I. D. Lachance	385-110	2137	32 à 35 Marin	B	4000 00



MUTATIONS DE PROPRIÉTÉS. *Suite.* — TRANSFERS OF PROPERTIES. *Cont.*

MONTREAL-EST

MONTREAL-EAST.

Quartier Ward.	No. d'enregistrement Registration Numb. r.	Date de l'enregist. Date of registration.	Date du Contrat Date of Deed.	Vendeur Vendor.	Acquéreur. Purchaser.	No. du Cadastre Cadastral Number.	Etendue.—Area.	Rue Street.	Genre.—a.—Description	Prix. Price.
Ste. Marie...	75382	14 Juin 1909	17 mai 1909	J. Lamouche.....	J. Desjardins.....	1322	3821	Harmony 156 et 158 DeMontigny, 168 et 170	L	583 00
St. Louis....	75385	14 " "	9 juin "	M. Rodrigue et ux...	M. Bernstein.....	479	2960	Ste. Elizabeth. 33 à 37	B	7200 00
St. Laurent..	75391	15 " "	9 avril "	E Major et al.....	E. Major.....	292, p. 295	10306	Ste. Catherine. 314 St. C. Borr.	B	46300 00
St. Louis....	75400	15 " "	10 juin "	D. Sperber.....	J. Wieselberg.....	916-2	1623	v. des Pins...	B	10250 00
Est.....	75402	15 " "	11 mai "	Suc. Ve Jos. Lévy..	V. Guertin et al...	107	2393	5 Ste Thérèse..	B	7500 00
Papineau...	75409	16 " "	14 juin "	H. Raymond.....	M. Thibault.....	2 p. 609	3724	517 à 527 Gain.	B	10500 00
St. Jacques..	75414	16 " "	15 " "	De Hy Doucet.....	Ve J. J. L. Mergeny..	1/2 S.O. 598, 1/2 N.O. 598	6400	284 à 288 Wolfe.	B	400 00
St. Laurent..	75415	17 " "	7 " "	Suc. Wm Denoon..	M. V. Burk.....	19-91-A, 19-92-C....	2331	737 St. Urbain. 1326 à 1334	B	4180 00
Ste. Marie..	75417	17 " "	12 avril "	S. Chaillé.....	Jos. Malo.....	P. 1413	1806	D. Montigny... 934 à 942	B	
Papineau...	75418	17 " "	15 juin "	A. Lagarde.....	J. F. Viau.....	1098-6, 1098-5	2956	290 à 294 Papineau	B Droits	
St. Laurent .	75422	17 " "	14 " "	The R. Trust Coes equal	D. A. Ansell.....	P. 176	6793	210 à 216 Sherbrooke.	B	29000 00
St. Jacques..	75424	17 " "	14 " "	De H. Hudon et al...	De H. Hudon.....	71	1938	294 B'eury....	B	3825 00
Ste. Marie..	75426	17 " "	17 " "	Oct. Thouin.....	A. Vézina.....	1354-2, 3 & 4, 1355-25, 26 & 27	3805-6	10 à 16 Montcalm	B	7000 00
St. Louis....	75431	18 " "	17 " "	Bertha Bach.....	De J. Boucher.....	256-1	875	23 à 31 Fullum. 192 St. Dominique	B	6700 00

MONTREAL-OUEST

MONTREAL-WEST.

St. Georges..	147176	14 Juin 1909	2 juin 1909	Ve T. W. Evans et al.	John Fair.....	1415	3372	390 Sherbrooke..	B	1530 00
Ste. Anne...	147179	15 " "	14 " "	Ve R. Wallace.....	G. R. Wallace.....	464	1875	82 et 84 Menal...	B	1300 00
St. Joseph...	147184	15 " "	11 " "	J. M. Guerin.....	A. Théoret.....	P. 90 & 91	1964	181 St. Antoine..	L	4000 00
Ste. Anne...	147189	17 " "	15 mai "	The P. School Comrs.	La Cité.....	P. 1693 & 1694	2651/1	Anne 399 & 405	B	141 30
St. Georges .	147190	17 " "	6 " "	De Jules Hamel....	A. E. Rea.....	1389	6570	Ste. Catherine.	B	136000 00
do	147192	17 " "	14 juin "	Suc. J. Joseph.....	The R. Inst. for A. of L.	1806, p. 1805	33979	McTavish.....	L	142500 00
St. André...	147195	18 " "	10 mai "	E. C. P. Guy et al...	N. Desjardins.....	P. 1564	13084	279 St. Antoine..	B	3750 00
do	147197	18 " "	2 juin "	Ve Wm Hy Weir....	Suc. G. W. Hamilton.	P. 1726-V	3750	Summerhill....	L	82500 00
do	147198	18 " "	15 " "	L. Millman et al...	S. Kalmanasch....	1624-3	4924	875 Dorchester.	B	75600 00
St. Georg.s.	147200	19 " "	27 mai "	Suc. Wm Roberts..	S. C. Mar-an.....	1308-5	959	29 Burnside....	B	23200 00
do	147204	19 " "	15 juin "	A. C. Lindsay et al.	De J. T. Davis.....	P. 1756	50400	320 Drummond..	L	
do	147205	19 " "	15 " "	De J. T. Davis.....	C. R. Hosmer.....	P. 1756	16800	do	L	

a } B—Bâtisso ; Building.  
L—Lot ; terrain vague.

P. TERRAULT,  
Régistrateur de la Ville.—Registrar.  
Par A. SAUVE.



PERMIS DE CONSTRUCTION. — BUILDING PERMITS.

Décernés durant la semaine finissant le 24 juin 1909.

Issued during the week ending the 24th June, 1909.

Date. 1909	No. du Permis. a Permit Number	Endroit.—Location		Quartier. — Ward.	Propriétaire. — Owner.	Résidence — Residence	Classe. — Class.	Coût. — Cost.
		No.	Rue.—Street. No.—Cadast.					
Jun 17	1159 R.				Bertrand P. J.	988 St Denis	3me Cl.	125 00
" 17	1160 N.	1451	St. Hubert	325-32	Rudnecof M.	2531 Papineau	"	1500 00
" 17	1161 R.		Papineau	1-23	Martel A.	488 St Christophe	"	225 00
" 17	1162 N.	488	St. Christophe	p. 849	McGibbon Lorne D.	20 Ontario Ave.	2me Cl.	10000 00
" 17	1163 R.	20	Ontario Ave.	1748	"	"	"	1800 00
" 17	1164 N.			1748-7	Maxwell W. S.	29 Bishop	"	11000 00
" 17	1165 R.		Pine Ave	1726 p. E	Desnoyers & Varin.	Duquette & Aylmer	3me Cl.	4500 00
" 17	1166 N.		te & Aylwin	29-32	Peltier Léon	564 Frontenac	"	2700 00
" 17	1167 R.		Ca tier	443-1-2	Corneille C. R.	156 Craig	2me Cl.	3500 00
" 17	1168 N.	156	Craig W.	207-11	Duchesneau-Duchesneau	293 St Paul	"	34000 00
" 18	1169 R.	285	St. Paul	102	Papineau D.	425 Boulv St Joseph.	3me Cl.	300 00
" 18	1170 N.	867	Drolet	196-75	Ethier Théo.	151 Amherst.	"	3300 00
" 18	1171 N.		Ruelle	880	"	"	"	200 00
" 18	1172 R.		St. Jacques	402	Craig F. X.	387 Mt Royal Ave.	"	800 00
" 18	1173 N.		de Levis	148-2175	Soulière H.	14 Cuvillier	"	575 00
" 18	1174 N.		DeMontigny	781	Vésina P. E. J.	776 St Hubert.	"	100 00
" 18	1175 R.	483	St. Hubert	849 p. 45.	Balète Mde Vve	483 St Hubert.	"	2000 00
" 18	1176 N.		Chabot	237	Labelle Henri.	577 Champlain.	"	800 00
" 19	1177 R.	1095	DeMontigny	499-6	Desmarchais Made.	7 Robin	"	2500 00
" 19	1178 N.	607	Huntly	8632-8	Blanchard E.	607 Huntly	"	300 00
" 19	1179 R.	731	N.-Dame Ouest.	485	Warren H.	731 N. D. Ouest.	"	1500 00
" 21	1180 N.		Labelle	2630-116.	Lharette Ovilla.	680 Rachel.	"	650 00
" 21	1181 R.	1539	St. James	828	Legault A.	1539 St. Jacques.	"	1200 00
" 21	1182 N.	1458	Fabre	3-332	Thomas R.	1458 Fabre.	"	300 00
" 21	1183 N.		Ave Sherbrooke	p. 375.	Pigeon B.	8 Ave Sherbrooke.	"	6750 00
" 21	1184 N.		Ave Cherrier	3-472	Bisson J. W E	246 Hotel de Ville.	2me Cl.	400 00
" 21	1185 N.	37	Mackay	p. 1582	Kearney Wm	499 Elm Ave	3me Cl.	400 00
" 21	1186 N.		to	1582	"	499 "	"	400 00
" 21	1187 N.		in rear	1582	"	499 "	"	400 00
" 21	1188 N.	43	"	1582	"	665 Casgrain.	"	4500 00
" 21	1189 N.		Sanguinet	2644-26	Albino F. Mrs.	Napoléon & Colonial	2me Cl.	200 00
" 22	1190 N.	8284	Chs. Barromée	639	Poipurus	194 Rivard.	3me Cl.	1 00 00
" 22	1191 N.		Jarry	490-516	Blouin Ls	Parc Laval.	"	8500 00
" 22	1192 N.		arrière	1253-284	LaFontaine	Pauzé Dame J. C.	2me Cl.	2800 00
" 22	1193 N.		St. Hubert	1253-284	"	"	3me Cl.	"
" 22	1194 N.		Montcalm	315	Golin Ed.	87 Montcalm	"	3000 00
" 22	1195 N.				MacKay Alex	St. Mathieu & Dorchester	2me Cl.	3000 00
" 22	1196 N.		Old Field Ave.	1619-15	"	"	"	3000 00
" 22	1197 N.		"	1619-15	"	"	"	3000 00
" 22	1198 N.		"	1619-15	"	"	3me Cl.	7500 00
" 22	1199 N.		"	1619-15	"	"	"	7500 00
" 22	1200 N.		"	1619-15	"	"	"	100 00
" 22	1201 N.		Hotel de Ville.	61 p. 58.	Sanche F.	907 Cadieux	3me Cl.	"

a } N.—Nouveaux édifices.—New buildings  
R.—Réparations—Alterations.

ALEX. DÉCARIE.

Pour l'inspecteur des Edifices — For Building Inspector



